

Les fins d'empires : on a perdu la Roumanie

# Le Monde

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15



BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14784 - 7 F

VENDREDI 21 AOUT 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## Pédagogie de la dette latino-américaine

Le 20 août 1982, les grandes banques du monde industriel, convoquées d'urgence à New York par la Réserve fédérale américaine, découvraient avec stupéfaction l'un de leurs grands débiteurs, le Mexique, était désormais incapable de rembourser ses dettes. Plus, ils apprenaient que les autres pays latino-américains, tous hyperendettés, allaient bientôt être dans une situation identique. Un krach financier généralisé menaçait. Il a été évité. Bien que les problèmes de dette des pays de ce continent ne soient pas aujourd'hui complètement réglés, dix années de gestion de la crise ont néanmoins été pour l'ensemble du monde une pédagogie de la concertation internationale. Elles ont aussi démontré la grande capacité d'adaptation du système financier mondial.

Après la grande peur de l'été 1982, les responsables économiques du monde se sont trouvés quelque peu désarmés. Il n'y avait alors ni mode d'emploi, ni institutions chargées spécifiquement de répondre à une crise de la dette d'Etat souverain. Les opérations de sauvetage se sont finalement organisées dans les coulisses du Fonds monétaire international, le FMI - qui a incontestablement renforcé à cette occasion sa légitimité de gendarme financier du monde - et dans ceux du Trésor de quelques grands pays (Etats-Unis, France, Japon).

Il y a eu certes de nombreux ajustements. La gestion de la crise est passée par trois phases. Jusqu'en 1985, les prêteurs - Etats et banques commerciales - ont parlé au plus pressé en accordant aux pays du continent des rééchelonnements et des crédits-répit. Avec le plan Baker d'octobre 1985, ils acceptaient de soutenir des réformes de structure en injectant dans ces pays de l'argent frais. Ce n'est qu'en 1989 qu'ils firent par reconnaître, avec le plan Brady, que la dette ne serait jamais remboursée intégralement.

Malgré cela, cette stratégie a permis d'éviter le pire. Tous les acteurs ont payé. Les pays latino-américains d'abord. Ils ont arrêté de vivre au-dessus de leurs moyens, au prix d'une austerité douloureuse. Ils se sont engagés dans de profondes réformes économiques, dont on constate aujourd'hui, avec le retour de la croissance, les effets au Chili, au Mexique ou en Argentine. Le continent reste cependant endetté : la dette globale est passée de 250 milliards de dollars en 1982 à 450 milliards à la fin de 1991. Son poids par rapport à la production ou à leurs exportations a été fortement allégé.

Les grandes banques commerciales ont, elles aussi, apporté leur part de responsabilité dans cette crise. Dans les années 70, leur comportement moutonnier les avait conduites à recycler inconsidérément les « pétrodollars » vers les pays latino-américains sans trop se préoccuper de l'usage qui en était fait. Il n'y a pas eu de grandes faillites bancaires, mais les établissements de crédit ont dû renoncer à une partie de leurs créances. Les contribuables des pays riches, enfin, ont payé la facture en acceptant que leurs Etats renoncent à récupérer certains de leurs prêts.

La situation de certains pays du continent latino-américain (Brésil, Pérou...) suscite cependant toujours des inquiétudes. Mais la savoir-faire acquis va surtout devoir être utilisé dans le règlement de la crise de la dette de l'ex-URSS.

M0147 - 0821 0 - 7.00 F



A un mois du référendum sur l'Union européenne

## La guerre de Bosnie alimente le débat entre partisans et adversaires de Maastricht

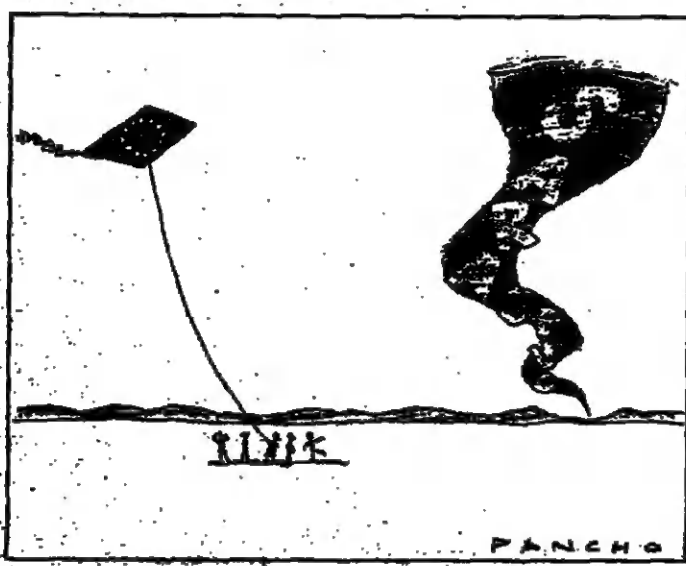
Le débat sur le traité de Maastricht, en vue du référendum du 20 septembre, fait une large place à la guerre de Bosnie-Herzégovine, dont partisans et adversaires de l'Union européenne tirent argument. M. Bérégovoy a observé, mercredi 19 août, sur Antenne 2, que l'existence de la Communauté évite que les puissances européennes ne soient entraînées dans une confrontation. M. de Villiers dénonce, à l'inverse, la « paralysie » de la CEE. Un sondage de l'institut CSA révèle une légère progression du « non » dans les intentions de vote de ceux qui ont déjà arrêté leur position (47 %, au lieu de 46 % il y a un mois), tandis que 40 % des électeurs prévoient de s'abstenir ou n'ont pas encore fait leur choix.

par Patrick Jarreau

Il n'est pas sûr que le « oui » « allège et communitarise » que M. Jack Lang voudrait inspirer aux Français pour le référendum du 20 septembre sur l'Union européenne soit vraiment de saison.

C'est plutôt à un « oui » raisonné et grave que l'affrontement sanglant des nationalismes dans l'ancienne Yougoslavie invite ceux pour qui l'Europe de l'Ouest doit renforcer sa cohésion, afin de contrebalancer les tendances centrifuges qui dominent le continent à l'est.

Lire la suite et nos informations page 7  
Lire aussi page 3 l'article de FRANÇOISE CHIPAUX et nos informations sur le genre de l'Europe



### POINT DE VUE

## Les dangers du « non »

par Edouard Balladur

Les Français ont à se prononcer sur le traité de Maastricht. C'est un choix difficile parce que les enjeux en sont obscurs. Combien veulent voter « non », moins à cause du contenu du traité que parce qu'ils craignent, en votant « oui », de paraître dire « oui » aux socialistes ! Combien veulent voter « oui », bien qu'ils soient conscients des défauts ou des lacunes du traité, parce qu'ils souhaitent faire un acte de confiance dans l'avenir et qu'ils pensent que refuser l'Union européenne, c'est refuser l'avenir.

Je suis de ceux-là. Les dangers d'un refus m'apparaissent plus grands que ceux de l'approbation. Je pense que si le traité est approuvé, il sera possible de lui donner de la consistance, alors qu'il est vague encore sur de nombreux points, de le compléter au mieux des intérêts de la France ; pour ce faire, ses gouvernements pourront utiliser tous les instruments et tous les moyens que le traité prévoit. Il ne constitue nullement un carcan rigide, mais un cadre permettant toutes les évolutions.

Après, comme avant Maastricht, la France continuera

d'exister en tant que nation. Elle ne sera pas réduite au statut d'une simple région au sein du nouvel Etat fédéral européen dont le traité exclut justement la naissance. On ne peut prétendre que l'Union économique et monétaire conduise à un Etat fédéral fortement centralisé, alors que, contrairement aux affirmations premières, nul ne peut prédire les formes et les délais nécessaires par l'institution d'une monnaie européenne.

Lire la suite page 7  
► M. Balladur est député (RPR) de Paris, ancien ministre de l'économie et des finances.

### Tension autour des prisons

Privés de parloir, de douches, et parfois de promenades en raison du mouvement de protestation des surveillants, les détenus commencent à se révolter. A Mulhouse (Haut-Rhin), un détenu est mort mercredi 19 août en tombant d'un toit lors d'une émeute. Les discussions avec les syndicats des personnels pénitentiaires devaient reprendre, jeudi 20 août, sous la conduite du garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, qui a affirmé que les créations d'emplois du budget 1993 se compteraient « non par dizaines mais par centaines ».

Lire page 8 les articles d'ANNE CHEMIN et de nos correspondants à Lyon, Marseille et Mulhouse

### Renforcement des effectifs policiers en Corse

Le comité interministériel réuni le 19 août autour de M. Bérégovoy a pris plusieurs décisions concernant la Corse. Pour lutter contre la progression de la criminalité et de la délinquance que le ministre de l'intérieur estime « préoccupante », les effectifs de policiers et de gendarmes vont être augmentés de 10 %. L'application du nouveau statut de collectivité territoriale dont bénéficie l'île va être accélérée. Des aides économiques supplémentaires vont être attribuées aux agriculteurs et aux entrepreneurs.

Lire page 20

### L'Allemagne sur le point de maîtriser l'inflation

Le conseil de la Bundesbank réuni le jeudi 20 août a finalement décidé de ne pas relever le taux Lombard, un des taux directeurs à court terme que les autorités monétaires allemandes peuvent manier pour combattre l'inflation. La décision de la banque centrale qui, le 15 juillet, a relevé le taux de l'escompte, dépendait de l'appréciation des progrès enregistrés dans la lutte contre l'inflation en Allemagne.

Lire page 15 l'article d'ALAIN VERNHOLE

### Les Khmers rouges contre la paix

Principal facteur de blocage des accords de Paris, les Khmers rouges continuent de s'opposer par tous les moyens à un rétablissement de la paix au Cambodge qui menacerait leurs positions militaires et leurs intérêts économiques. Jusqu'à présent, la tactique de M. Pol Pot a été payante en raison des hésitations de l'ONU. Mais certains craignent que la « patience » de l'organisation internationale n'aboutisse à un échec de sa mission de paix.

Lire page 6 l'article de JEAN-CLAUDE POMONTI

### LE MONDE DES LIVRES

#### Kipling, de la gloire au discrédit

Le célèbre auteur de *Kim* et du *Livre de la jungle* a connu, de son vivant, les affres de la désaffection et de l'oubli dédaigneux. Il vaut beaucoup mieux, dit Hector Bianciotti, que sa réputation.

Et aussi : le regard de Joseph Kessel sur la révolution soviétique. Un grand critique littéraire en évoque un autre : Georges Poulet, par Jean Starobinski. Luis Sepúlveda, un succès, mérité, de l'été. L'Inde n'est ni mystique, ni irrationnelle, elle est philosophique. Un sage contemporain, le lama Bokar Rimpoche, par Jacques Lacarrière.

Pages 9 à 12

Le sommaire complet se trouve page 20

## Barbara contre Hillary

Les épouses des candidats sont appelées à monter au créneau dans la bataille des « valeurs » qu'est devenue la campagne électorale américaine.

### HOUSTON

de notre envoyé spécial

Elles sont presque aussi souvent citées, interviewées, sollicitées que leurs époux. Barbara, Marilyn et Hillary sont au cœur de la campagne présidentielle de 1992. Dans la bataille que se livrent républicains et démocrates pour s'emparer des voix de l'Amérique moyenne, les femmes des candidats sont en première ligne.

Ce n'est pas un hasard si M<sup>me</sup> Barbara Bush était, mercredi 19 août, le principal orateur de la convention républicaine de Houston, le jour où le parti investissait officiellement M. George Bush comme son candidat et précisait sur le thème de la « défense des valeurs familiales ». Les républicains avaient d'ailleurs appelé cette soirée « la nuit des valeurs familiales », thème dont ils ont fait l'argument central de leur campagne.

Ils assurent que c'est un enjeu politique fondamental : la désintégration de la famille serait, selon eux, à l'origine de la plupart des maux de la société américaine. « Echappatoire » répliquent les démocrates, qui affirment que les républicains mettent en avant ce débat pour des raisons strictement électorales : regagner la fraction de la classe moyenne blanche mécontente des piètres performances économiques et sociales de l'administration Bush.

Le leitmotiv du parti est qu'il a le monopole des vraies valeurs familiales, alors que les démocrates, selon l'expression de M. Newt Gingrich, chef de la minorité républicaine à la Chambre, « entendent promouvoir un hedonisme multiculturaliste nihiliste ». Les démocrates seraient « moralement » inférieurs, en tout cas moins « américains », que les

républicains. Un des stratèges du parti expliquait au *Washington Post* : « Notre objectif est de définir George Bush et les républicains comme les promoteurs des normes sociales fondamentales, en termes de famille et de comportement sexuel ».

Le programme du parti est d'assurer la défense de la « famille traditionnelle », le droit des parents à choisir l'école de leurs enfants, la réforme du système de prestations sociales - dans un sens qui dissuade les mères célibataires d'avoir un deuxième enfant - de maintenir les discriminations dont les homosexuels sont l'objet et de bannir l'avortement.

ALAIN FRACHON

Lire la suite, ainsi que l'article de DOMINIQUE DEOMBRES et nos informations page 5

## Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

JUILLET AOUT 1992

### FRAUDES, ESCROQUERIES, SUPERCHERIES.

Les escrocs, les fraudeurs, mais aussi les plaisantins sont parmi nous, dans tous les domaines : économie, sciences, arts et belles-lettres... Si certaines aventures, avec le recul, prêtent à sourire, d'autres mettent en lumière ambivalences et actes troubles, de quoi donner à réfléchir sur le vrai, le faux, le mensonge, la vérité, la déontologie, l'injustice.

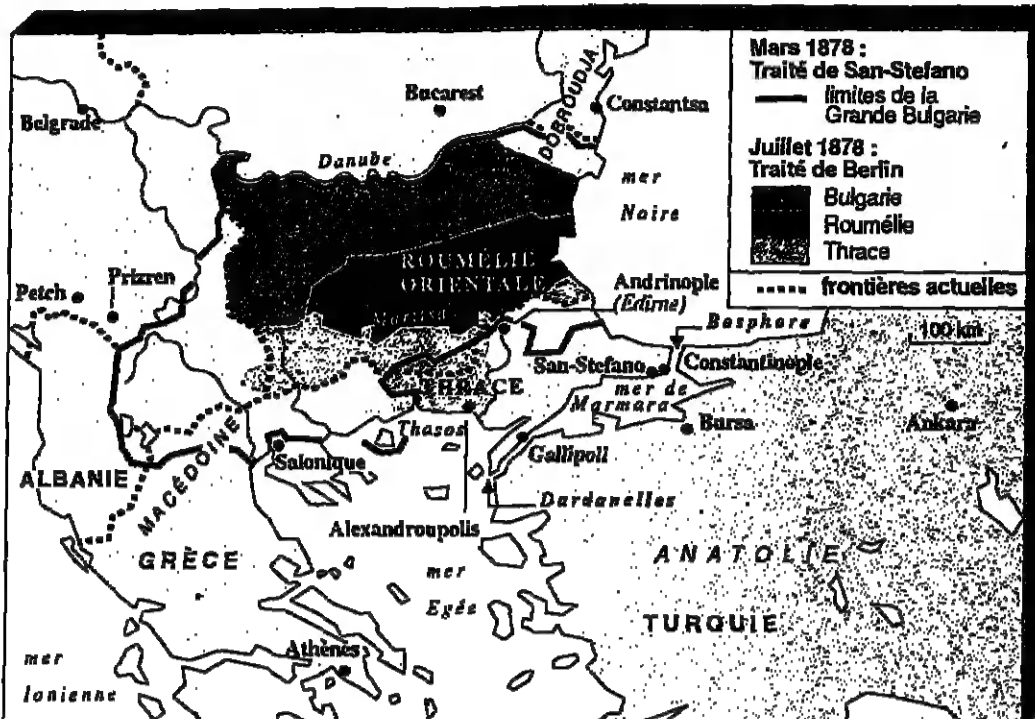
An sommaire des « clés de l'Info » : la protection du littoral, l'été de tous les festivals, le groupe des Sept, les Anglais et le continent, le drame de la Bosnie, les Français et les HLM, le bilan de la conférence de Rio, l'accord entre l'Etat et l'enseignement privé, la gauche citoyenne de M. Chevènement, la PAC millésime 92.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 10 F

A L'ÉTRANGER : Angleterre, 4,50 £ ; Allemagne, 2,50 DM ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 180 PTA ; France, 7,00 F ; Grèce, 220 DR ; Italie, 1,20 L ; Japon, 200 ¥ ; Pays-Bas, 2,75 F ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 1,50 SKr ; Suisse, 1,50 F ; USA (NY), 2,9 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.



# LES FINES D'EMPIRES



peints au XVIII<sup>e</sup> ou au XIX<sup>e</sup> siècle, avec vues du Bosphore ou des principaux édifices des deux capitales de l'Empire. Le décor ottoman ne fut-il qu'un placage ? A la différence de l'Anatolie qui s'islamise au cours du XIII<sup>e</sup> et du XIV<sup>e</sup> siècle, à la suite de l'invasion mongole, la Roumélie dans son ensemble reste majoritairement chrétienne. Cela n'empêche pas forcément l'intégration.

L'historiographie balkanique célèbre la bataille de la plaine de Kosovo, ou « Champ des Mardes », qui vit, le 15 juin 1389, l'effacement des Serbes et l'accession au trône de l'empereur turc, ainsi que des Bulgares, se battant aux côtés de Murad. Et en 1396, lorsque le sultan Bayezid I<sup>er</sup> écrase la croisade française à Nicopolis, les Serbes se trouvent sans faiblir au côté du prince ottoman. En 1402, à la bataille d'Ankara, ils sont les meilleurs soutiens de Bayezid face à Tamerlan, alors que les émirs d'Anatolie passent dans le camp de Tamerlan. Les analyses que l'on fait aujourd'hui de cette bataille vieille de près de six siècles présentent d'instructives différences. Pour l'historien des Balkans chrétiens Georges Castellan, le contingent serbe fit preuve d'un « loyalisme douteux ». Pour l'historien de l'Empire ottoman Nicolas Vatin, il fut le dernier à résister et son chef Stéphane Lazarevitch, en se résignant à abandonner le sultan pour couvrir la retraite du prince héritier, manifesta « un réflexe de sauvegarde de l'Etat qui mérite d'être noté ».

berceau historique d'une nation est abandonné par celle-ci et occupé par une autre.

Depuis Pierre le Grand, et surtout à partir du règne de la Grande Catherine, voilà à son tour la Russie qui utilise en outre la fibre orthodoxe de nombreux peuples des Balkans pour avancer ses pions en direction de la ville sainte de Constantinople et de la Méditerranée. Le jour de mai 1453 où Mehmet II était entré dans Sainte-Sophie, selon la légende, le dernier empereur byzantin s'était « pétrifié » et avait promis de revenir dévorer son peuple. Mais sans attendre son retour Forthodote retrouva de vivants défenseurs. C'est au traité de Kitchik-Kayandja, en 1774, que la Russie devient la protectrice officielle des orthodoxes de l'Empire. Se concrétise alors l'image mythique du « peuple blond » libérateur des opprimés, dont le prestige bénéficiera aux communistes dans la Grèce du XX<sup>e</sup> siècle.

Le grand recul de l'Empire ottoman dans les Balkans se produisit en 1878. Une guerre désastreuse, celle qui entraîna l'incendie des palais d'Edirne, est conclue par le traité de San-Stefano le 3 mars, rectifié à Berlin le 13 juillet dans un sens qui modère la gourmandise de l'ours russe et de son protégé bulgare. La Roumélie comprend encore les Etats actuels d'Albanie et de Macédoine, tout le nord de la Grèce et la Turquie d'Europe.

L'étoile d'Edirne était définitivement obscurcie lorsque Salonique devint la ville phare de la Roumélie. Fortement marquée par l'arrivée, après 1492, des juifs chassés d'Espagne, qui ont formé jusqu'à quarante pour cent de sa population, Salonique était sans doute la grande ville « la moins musulmane et la moins turque de l'Empire », note François Georgeon. Son port actif était l'objet des convoitises bulgares et même serbes. Elle resta aussi un foyer de liberté intellectuelle pendant les années étouffantes du règne d'Abdülhamid. Ce sultan, en se crispant sur son autocratie, parvint à geler la situation jusqu'au coup de force des Jeunes-Turcs en 1908. Mais tout mouvement est fatal à un Empire sclérosé : alors que ce sont des militaires de Roumélie qui ont pris le pouvoir, les guerres balkaniques de 1912 voient l'annexion de la Roumélie. Salonique sera grecque.

La quatrième ville de l'Empire, cité ottomane cosmopolite, la ville natale d'Atatürk, a été remplacée aujourd'hui par une grande ville grecque active et moderne, qui choisit les souvenirs de son passé plus lointain, antique et byzantin. La communauté juive a été anéantie en 1943 par les nazis, la communauté turque avait été chassée lors des échanges de populations entre Grecs et Turcs, vingt ans plus tôt. Subsiste la mosaïque des peuples, des langues et des religions : une Macédoine appauvrie, au destin tragique jusqu'à nos jours.

Depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, la proportion de musulmans a baissé, parfois brutalement. En 1951, quand le bouillant et généreux Nazim Hikmet, grand poète turc, sortit enfin de la prison où ses idées communistes lui avaient valu de passer la plus grande partie de sa vie, le train qui l'emportait en exil vers la patrie du socialisme traversa la Bulgarie. Au même moment, le gouvernement de ce pays forçait à l'exil des milliers de paysans turcs, notamment ceux de la Dobroudja, pour collectiviser leurs terres et se débarrasser d'une minorité encombrante. « Nous les vîmes marcher sur les quais, attendant le train qui les emmènerait là d'où il venait. Il ne pouvait pas être aveugle à leur détresse. Il descendit, parla avec eux - n'avaient-ils pas la même langue, n'étaient-ils pas pour des gens comme eux qu'il s'était battu et avait été si cruellement puni ? Mais que leur disait-il ? « Ne courez pas vos mollahs, rentrez chez vous ! » Il ne pouvait pas comprendre que ce n'était pas la propagande délicate qui déclenchait des paniques, mais la pression violente du pouvoir communiste. Il remonta dans son train, vers Moscou où il reposa aujourd'hui, et les paysans allèrent s'installer dans les bidonvilles d'Istanbul.

Ces violences n'étaient évidemment pas une invention des communistes. Elles régèrent en 1878, lorsque l'armée russe qui libérait la Bulgarie décida que les défilés commençaient par des musulmans, et par eux seuls, seraient possibles de la cour martiale et non des tribunaux civils. Elles se sont prolongées jusqu'aux tentatives récentes pour forcer les Turcs subsistant à christianiser leur état civil.

Aujourd'hui, la marque des Rouméliotes est encore sensible en Turquie. A Bursa, les enseignes disent la nostalgie du Danube ; certains noms de familles sont caractéristiques, comme Evren ou Meric (la Maritsa). Les villages de pêcheurs où vivaient des Grecs avant 1923 abritent parfois des enfants-blonds des fillettes rieuses qui proposent les broderies dont leurs aïeules ont peut-être rapporté le dessin de Roumélie.

## POUR EN SAVOIR PLUS

- « Histoire des Balkans (XIV<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles) », de Georges Castellan, Fayard, 1991.
- « History of the Balkans, I. Eighteenth and Nineteenth Centuries, II. Twentieth Century », de Barbara Jelenc, Cambridge University Press, 1983.
- « Histoire de l'Empire ottoman », sous la direction de Robert Mantran, Fayard, 1989.
- « L'Age d'or de l'Empire ottoman », par Robert Mantran, l'Histoire, numéro spécial « Paix et guerre en Méditerranée », juillet-août 1992.
- « Salonique, 1850-1918. La ville des juifs et le réveil des Balkans », sous la direction de Gilles Veinstein, Autrement, série « Mémoires », 1992.
- « Istanbul, 1914-1923, sous la direction de Stéphane Yerasimos, Autrement, série « Mémoires », 1992.

## 28. - On a perdu la Roumélie

Entrée des troupes bulgares à Andrinople en 1913.



En octobre 1912, quand la guerre éclate dans les Balkans, s'efface le rêve turc d'une Roumélie largement chrétienne où l'intégration restait possible. L'effondrement de l'Empire ottoman et l'exaspération des appétits nationaux vont faire de cette région une Macédoine appauvrie au destin tragique.

Par PIERRE CHUVIN

Qu'est-ce que la Roumélie ? Un souvenir, une nostalgie, un nom mélodieux aux contours imprécis : la Thrace, la Macédoine et, au-delà, montagnes et plaines des Balkans. Les terres européennes de l'Empire ottoman, dans les Balkans, formaient le « pays de Roum », *Rum-eli* en turc, c'est-à-dire celui des Byzantins, héritiers de l'Empire romain.

Ce fut l'une des premières provinces ottomanes. Les Turcs « compagnons d'Osman » ont gouverné en Thrace bien avant d'avoir achevé la conquête de l'Anatolie. Leur émirat naît à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle dans les montagnes qui bordent au sud la mer de Marmara. Dès l'hiver 1304-1305, des soldats laboureurs turcs sont présents dans la presqu'île de Gallipoli, de l'autre côté des Dardanelles. En 1354, Gallipoli est occupée ; la conquête de la Thrace précède d'un siècle celle de Constantinople. Andrinople, *alas* Edirne en turc, est conquise entre 1366 et 1371. Elle devient aussitôt capitale et le reste, de pair avec Istanbul, jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Aujourd'hui, ce centre déchu est une ville-frontière coincée à la rencontre de trois Etats qui ne s'entendent pas toujours, la Grèce, la Bulgarie et la Turquie.

Andrinople est méconnue, comme la Roumélie dont elle fut le symbole. Sur les pentes qui mènent aux rivières, ses maisons de bois se délabrent lentement, seuls les chats osent encore poser

la patte sur leurs planchers et s'étendre sur leurs frâs balcons ajourés, tarabiscotés et verrouillés. Que voient les rares touristes qui traversent la ville ? L'une des plus belles mosquées ottomanes, édifiée de 1569 à 1575, sous le règne du sultan Sélim, successeur de Soliman. Il faut croire qu'il ne va guère plus loin, car le Guide bleu lui-même, ensuite, s'embrouille dans les plans des mosquées. Les marchés d'Andrinople, pourtant, ont abrité les boutiques les mieux achalandées d'Europe et d'Orient : « Partout y scintillaient l'or, les riches broderies et les pierres, ce qui fait un spectacle fort agréable », notait Lady Montagu. Leurs murs du moins subsistent. Les prières d'Andrinople ont été célébrées depuis Villehardouin. Ses forêts giboyeuses avaient déjà retenu l'empereur Hadrien, qui lui donna son nom (Hadrianopolis) et elles captivèrent plus tard les sultans.

Andrinople a aussi ses ponts sur la Toundja et la Maritsa, et les restes de ses palais, dans l'île de la Toundja. Là se succédaient les kiosques et les pavillons, bâtis par les sultans depuis le XV<sup>e</sup> siècle, et longtemps leur résidence préférée. Deux fois la ville fut occupée par les Russes : en 1829 - c'est ensuite qu'un général allemand, Helmuth von Moltke, décrit en 1837 les palais déjà à l'abandon - et une deuxième fois en 1878. Mais, cette fois-là, l'armée ottomane, en se retirant, pratiqua la tactique de la terre brûlée, fit sauter et incendia les beaux pavillons profanes. Seules subsistent les ruines des plus robustes, le belvédère de Mehmet II avec son étrange tour octogonale et son escalier à double volée baroque, sans doute ajoutée au XIX<sup>e</sup> siècle. Dans le salon supérieur dansait un jet d'eau... La prison dorée d'Edirne, malgré les ponts et les routes qui la reliaient au reste de l'Empire, maintenait le souverain loin des réalités, dans une grandeur de plus en plus factice.

Mais la Roumélie ne se réduit pas à une image. A travers toute la contrée, mosquées, ponts, fondations charitables, palais des pachas et des potentats locaux témoignent jusqu'à aujourd'hui d'une unité ancienne orientée vers Constantinople, à travers l'écran d'Edirne, depuis le versant adriatique. Ainsi, ces mosquées ornées de panneaux

La Roumélie, en fait, fut un pilier de l'Empire. Et notamment un réservoir de troupes grâce aux janissaires, recrutés à l'origine dans les familles chrétiennes. Là non plus, sur le fonctionnement d'un système qui s'est effrayé pourtant dès le XVII<sup>e</sup> siècle, les passions ne sont pas éteintes. Pour les uns, la levée d'un quota de futurs serviteurs de l'Etat revient à un rapt d'enfants, auquel s'ajoute l'odieuse de la conversion forcée d'une conscience candide. D'autres font remarquer que si le collège ottoman était une rude école, la sélection et l'orientation intelligentes qu'on y pratiquait ouvraient aux plus doués de ces « nouveaux musulmans » l'accès aux premières charges de l'Etat. Ils restaient d'ailleurs solidaires de la communauté à laquelle ils avaient été arrachés. Il en fut ainsi lorsque le grand vizir, le pacha de l'Empire, fut un Serbe, Sokullu Mehmet Paşa. Il étudiait au séminaire, avec le rang de diacre, lorsqu'il fut requis à dix-huit ans pour le service du sultan. Bien avant d'être devenu grand vizir (de 1565 à 1579), il avait assez d'influence pour faire restituer en 1557 au patriarche serbe de Petch son autonomie vis-à-vis de l'Eglise grecque. Il procura le siège à un de ses proches, supérieur d'un monastère, qui devint le chef de la « nation » serbe de l'Empire ottoman.

Petch, comme on sait, est au Kosovo, région où il ne reste aujourd'hui presque plus de Serbes, ce peuple ayant émigré vers le nord. Là aussi, l'explication est simple : les Serbes fuyaient l'oppression ottomane. Or le mouvement avait commencé dès l'époque de Sokullu. Il a été précipité, à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, lorsque les Impériaux ont envahi les provinces balkaniques. Les gens de Vienne jouaient alors des Serbes orthodoxes contre les musulmans et contre l'indocile noblesse hongroise, en partie protestante. Patriarche en tête, les Serbes quittèrent donc en 1690 et en 1694 la région de Petch pour s'installer dans la plaine de Belgrade, qui était jusqu'alors hongroise ; leur courage trouve à s'employer au service des Habsbourg. Moyennant quoi ceux-ci respectent leur foi, et ils sont remplacés par des Albanais dont l'ardeur, non moins éclatante, se met aux ordres du sultan. Voici le germe lointain du conflit actuel du Kosovo : le

Salonique, fortement marquée par l'arrivée, après 1492, des juifs chassés d'Espagne, était sans doute la ville la moins musulmane et la moins turque de l'empire ottoman. Elle devint grecque en 1912.



## 200 000 personnes pourraient être touchées par le « nettoyage ethnique » dans le nord de la Bosnie

La campagne de « purification ethnique » perpétrée par les Serbes se poursuit dans le nord de la Bosnie-Herzégovine. Selon des responsables du Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) à Zagreb, 200 000 personnes pourraient être touchées par ce « nettoyage ethnique » dans les prochaines semaines. Ignorant s'il s'agit d'un effort orchestré de l'extérieur, le HCR a toutefois constaté sur le terrain que la « purification ethnique » se produisait dans des zones bien détermi-

nées. Les Serbes semblent s'être donné le mot pour terroriser Musulmans et Croates, laissant craindre qu'ils cherchent à encercler toute une région, notamment dans le nord de la République bosniaque. Selon le HCR, la campagne d'intimidation et les pressions des Serbes, qui ferment les mosquées, réquisitionnent les maisons musulmanes, procèdent à des licenciements et internement les hommes dans des camps de détention, se sont accentués ces derniers jours, risquant de provo-

quer un nouvel exode massif vers la Croatie voisine. Alors que les autorités serbes de Bosnie assurent que la population locale part de son propre chef, les Bosniaques affirment qu'ils vivent dans la terreur des Serbes, accusant ces derniers de chercher à réaliser la « Grande Serbie », « nettoyée » des Croates et des Musulmans (Slaves islamisés). Le HCR assure faire tout son possible pour envoyer l'exode en envoyant vivres et personnel sur place mais reconnaît qu'il est peut-être

trop tard ; la pénurie de produits de première nécessité et les rigueurs de l'hiver pourraient avoir raison de ceux qui hésitent encore à partir.

Par ailleurs, une commission d'enquête du Sénat américain estime, dans un rapport publié mercredi 19 août à Washington, à 20 000 le nombre de tués lors des évacuations forcées des villages musulmans et constate que les Serbes de Bosnie ont déjà largement réalisé leur programme de « purge ethnique ». — (AFP, Reuters.)

Près de Sarajevo

## Des avions du pont aérien auraient parachuté clandestinement des armes aux Musulmans bosniaques

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

Dans leur impatience à acquiescer des armes, les Bosniaques ont sans doute déjà obtenu satisfaction, et les Serbes de Bosnie-Herzégovine accusent des pays participant au pont aérien humanitaire de l'ONU d'avoir parachuté des armes. Au début de semaine, le commandant de l'armée serbe de Bosnie-Herzégovine, le général Ratko Mladic, a fait savoir à l'ONU que la prochaine fois qu'un avion parachuterait des armes, il serait abattu.

Si le général Mladic s'est contenté d'affirmer qu'un avion non identifié avait parachuté des armes, dimanche (16 août), des sources serbes en Bosnie-Herzégovine mettent en cause la Turquie, un des dix-huit pays qui participent au pont aérien. Selon ces sources, des avions turcs auraient été identifiés à deux reprises. Rendu public à Belgrade, le protocole du général Mladic n'est pas la première. Le 28 juillet, un des ses adjoints, le colonel Tomislav Stipic, avait déjà protesté contre un parachutage d'armes dans la région de Tarcia, soit à une trentaine de kilomètres seulement de Sarajevo. Interrogé à ce sujet au cours d'une

conférence de presse à Sarajevo, le général Ratko Mladic, commandant en chef de la FORPRONU, s'est contenté de dire qu'il ne pouvait « ni confirmer ni démentir ». Il y a eu une accusation, portée voilà deux ou trois semaines. Et d'ajouter : « Je ne sais rien d'autre ». Il s'est retranché derrière le fait que « la FORPRONU n'était pas responsable du pont aérien, dont le contrôle dépend du HCR (Haut-Commissariat aux réfugiés) et qu'elle assurait seulement le guidage des appareils à l'approche de Sarajevo ». De bonne source, on affirme cependant qu'il n'y a pas de fusée sans feu et que des pays islamiques doivent déjà de l'armement — la seule chose en fait qu'attendent d'eux les Musulmans bosniaques. Les Serbes accusent aussi l'Iran, et reconnaissent un responsable militaire à Pale, siège de la « République serbe de Bosnie-Herzégovine », exhiber un bout de matériel éclaté portant effectivement le marque de l'Organisation industrielle de défense iranienne.

Membres de l'Organisation de la conférence islamique, la Turquie et l'Iran, deux pays où se sont rendus récemment de hauts responsables bosniaques, ont-ils affirmé une grande solidarité avec les Musulmans bos-

niaques. Ankara soutient l'option d'une intervention militaire en Bosnie-Herzégovine, et à Téhéran, l'ayatollah Aliakbar Khamenei, qui a conduit la semaine dernière une délégation humanitaire iranienne en Bosnie, déclarait à son retour : « Les armes sont ce dont les Bosniaques ont actuellement le plus besoin. L'Iran doit agir en premier, et pour cela donner satisfaction à leurs besoins ».

Les faits ont-ils précédé les discours, ou ne peut-on totalement l'exclure. Comme nous le disais, à Sarajevo, un intellectuel serbe qui se bat politiquement pour la Bosnie, « si l'Occident ne réagit pas et ne fait rien pour eux, les Musulmans seront prêts à négocier avec n'importe qui pour trouver des armes, et au Moyen-Orient, on peut tout trouver ».

Restraint d'une vaste tournée (Turquie, Iran, Allemagne, Autriche, Suisse et Grande-Bretagne), M. Eijup Ganic, membre de la présidence bosniaque, a en tout cas affirmé, mardi, à l'intention de ses concitoyens, que « des armes commencent à arriver ». M. Ganic serait revenu avec le sentiment que si les pays qu'il a visités n'aidaient pas les Bosniaques à acquiescer des armes, ils ne considéreraient pas toutefois de telles livraisons comme un acte, bref qu'ils seraient prêts à former les yeux.

Théoriquement, la Bosnie, comme toute l'ancienne Yougoslavie, est soumise, depuis septembre dernier, à un embargo sur le matériel militaire, et, jusque-là, seule la Croatie, officiellement alliée de la Bosnie, fournissait par conséquent des armes aux combattants bosniaques sous-équipés.

Pas assez d'observateurs

Cette dette désespérée pour obtenir de l'armement n'a toutefois pas empêché, mercredi, l'état-major bosniaque de signer avec l'ONU un accord qui prévoit la mise sous contrôle des Nations unies de toutes les armes lourdes déployées à Sarajevo et autour. Signé la veille par la partie serbe, cet accord pourrait théoriquement mettre un frein aux combats, mais beaucoup d'observateurs doutent quant à sa mise en application. Pour l'instant, le nombre d'observateurs onusiens — soixante — est insuffisant ; il en faudrait, au minimum, une centaine.

P. J.

Une semaine après les déclarations de M. Fabius

## Les dirigeants socialistes se félicitent du rôle joué par la France

Le bureau exécutif du Parti socialiste, réuni mercredi 19 août, a exprimé sa « fierté de voir la France au premier rang » dans le conflit de l'ex-Yougoslavie et s'est « félicité » du vote des résolutions de l'ONU « visant à mettre fin par tous les moyens à la souffrance des populations civiles ». Les dirigeants socialistes estiment que « la politique de purification ethnique conduite par les autorités de Belgrade est inacceptable et doit être combattue par l'ensemble de la communauté internationale ».

Il s'agit d'un « rôle de premier plan » de la situation yougoslave contre le traité d'Union européenne. « Ceux qui exploitent le drame yougoslave en faveur de « non » ont une attitude indécente », a commenté M. Gérard Lindeberg, numéro deux du parti, qui présidait la réunion en l'absence du premier secrétaire, M. Laurent Fabius.

Les responsables présents à la réunion ont discuté des positions prises par le gouvernement et de la déclaration qu'avait faite M. Fabius, le 11 août, en faveur d'actions de bombardement aérien contre l'artillerie serbe qui entoure notamment, Sarajevo. Si M. Gérard Le Gall, jospiniste, a exprimé son « plein accord » avec le premier secrétaire, M. Jean Germain, jospiniste aussi, proche de M. André Laignel, secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire, a souligné son accord avec le président de la République, en ajoutant : « Il faut se « troubler » à bon escient ». M. Germain faisait allusion, ainsi, au « trouble » exprimé par M. Fabius, alors premier ministre, lors de l'invitation adressée par M. Mitterrand au général Jaruzelski, chef de l'Etat polonais, en 1985. M. Pierre Mauroy a invité les socialistes à se montrer solidaires du président de la République et du gouvernement, dans une période précédant une consultation électorale — le référendum du 20 septembre — qui n'est pas « dans la poche ».

M. Gérard Fuchs, rocardien, chargé des questions internationales et européennes au secrétariat national du parti, avait introduit le débat en présentant une sorte de synthèse entre la position qu'avait prise M. Fabius et l'action du gouvernement. Estimant cette dernière

adaptée à la situation sur le plan humanitaire et se félicitant que la France se soit engagée « en tête » dans ce domaine, M. Fuchs n'en a pas moins observé que les dirigeants serbes « sont sur le point de réussir leur opération « grande Serbie », et que la conférence de Londres, la semaine prochaine, devra dire si le fait accompli est jugé acceptable ou non par la communauté internationale. A ses yeux, la réponse ne fait pas de doute : les modifications de frontière par la force ne peuvent être tolérées. Que feront, alors, les Nations unies ? « La plus dur est devant nous », a-t-il souligné.

M. Fillon (RPR) estime qu'« aucune solution militaire n'existe ». M. François Fillon, député et député de la Sarthe, a affirmé, mercredi 19 août, que la France doit « réaffirmer qu'aucune solution militaire n'existe » au conflit dans l'ex-Yougoslavie. L'ancien président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale a émis le souhait que la France prenne de « nouvelles initiatives ». M. Fillon estime qu'elle doit, ensuite, s'efforcer de proposer un règlement politique éventuellement appuyé par l'usage d'une force la plus internationale possible.

M. Barrot demande une déclaration solennelle des Douze. — M. Jacques Barrot, président du groupe UDC de l'Assemblée nationale, a souligné, jeudi 20 août sur RTL, que le gouvernement français propose, « dans les jours qui viennent, un projet de déclaration commune solennelle de la Communauté européenne », affirmant que cette dernière a bien « l'intention de mettre en œuvre le droit d'ingérence humanitaire ». Selon le député de la Haute-Loire, la Communauté devrait dire qu'elle « n'acceptera jamais de reconnaître un Etat fondé sur la purification ethnique, sur l'annexion par la force, et que l'heure viendra où seront mis en accusation ceux qui ont commis des crimes contre l'humanité ».

de notre correspondant

Plus de mille séparatistes kurdes du PKK ont attaqué, mardi soir 18 août, les bâtiments militaires et administratifs du centre de Sirnak,

Selon le lieutenant-colonel néo-zélandais Richard Grey, chef des observateurs et signataires pour l'ONU de l'accord, il faudra au moins trois semaines pour obtenir le contingent requis. Plus important : aucune des parties n'a fourni la liste complète de son armement. D'autre part, « contrôler » ne signifie pas « interdire de tirer », et ce n'est qu'à l'issue du contrôle total des armes (chars, canons, mortiers et lance-roquettes multiples) que le regroupement pourrait s'effectuer. On n'en est pas là, et la signature de cet accord paraît répondre plus à des considérations diplomatiques qu'à une réelle volonté de cesser les hostilités.

Dans la crainte d'une intervention militaire occidentale en Bosnie, la Serbie veut incontestablement faire preuve de bonne volonté vis-à-vis de l'ONU, sou-

FRANÇOISE CHIPALUX

Selon un journal saoudien

## Des volontaires arabes combattent aux côtés des Musulmans

Pour la première fois depuis le début de la guerre en Bosnie-Herzégovine, la présence de jeunes Arabes dans les rangs des forces musulmanes bosniaques a été révélée cette semaine par le quotidien saoudien Al Cherg Al Aousat, publié à Londres et Paris.

Selon le journal, un jeune Saoudien de vingt-quatre ans, Hassan Al Qorah, de son nom de guerre « Abou Ali Al Makkî », a été tué alors qu'il combattait au côté d'une milice musulmane, non loin de la ville de Doboj, à proximité de laquelle se trouvent cinq camps de prisonniers tenus par les Serbes.

Un autre Saoudien d'une vingtaine d'années, Hussam Al Dine, a été blessé, ajoute le quotidien, selon lequel « un grand nombre de jeunes Arabes se trouvent dans les camps de réfugiés bosniaques de la capitale croate, Zagreb, et de la ville de Split, en vue d'apporter une assistance à la population, à l'ombre de l'action d'organismes de secours islamiques ». Après avoir publié

l'information une première fois en première page, mardi 18 août, Al Cherg Al Aousat est revenu à la charge le lendemain, toujours en « une » avec une interview d'un camerade de la victime. L'importance ainsi accordée à ce volontariat atteste de la décision du royaume de mettre en relief sa solidarité avec les Musulmans de Bosnie, au moment où les pays membres de l'Organisation de la Conférence islamique multiplient leurs efforts pour obtenir la convocation urgente d'une session spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU sur la Bosnie-Herzégovine.

Toujours d'après Al Cherg Al Aousat, le fruit de la collecte populaire en Arabie saoudite en faveur des Musulmans bosniaques s'élève à ce jour à l'équivalent de quelque 175 millions de francs. 475 tonnes de produits alimentaires ont déjà été envoyées sur place. 6 400 autres doivent suivre. Les dons en nature et en espèces continuent, indique le quotidien.

M. N.

TURQUIE : dans le Sud-Est anatolien

## Violents combats entre l'armée et les séparatistes kurdes à Sirnak

Une importante offensive des séparatistes kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste-léniniste) contre la ville de Sirnak, dans le sud-est de la Turquie, a fait cinq morts parmi les forces de sécurité. Selon des sources locales, l'armée aurait ensuite fait une centaine de morts parmi les militants et la population kurde soupçonnée d'avoir aidé l'opération. Officiellement, les affrontements avaient cessé jeudi à l'aube, mais « les forces de l'ordre poursuivront les fouilles et les recherches chez l'habitant ». (Lire aussi en page 4 la visite des dirigeants kurdes irakiens en France.)

ISTANBUL

Plus de mille séparatistes kurdes du PKK ont attaqué, mardi soir 18 août, les bâtiments militaires et administratifs du centre de Sirnak,

une ville de plus de 20 000 habitants à majorité kurde, dans le Sud-Est anatolien. Selon des journalistes locaux, des tirs étaient entendus, mercredi à la mi-journée, dans la cité encerclée par les forces de sécurité et survolée par des avions de l'armée. Elle a été soumise au couvre-feu et interdiction aux journalistes. Les lignes téléphoniques y sont coupées depuis trois jours.

L'offensive du PKK a été décrite comme la plus importante jamais lancée par ce parti marxiste-léniniste depuis le début de sa lutte armée en 1983. Menée aux mortiers, lance-roquettes et fusil d'assaut, elle a visé les bâtiments de la gendarmerie, de la préfecture de police et « une grande partie des autres locaux des institutions militaires, policières et publiques », selon le gouverneur régional, M. Usal Ekan.

Selon les sources officielles, cinq membres des forces de l'ordre ont été tués et une dizaine d'autres blessés. Mais « au moins cent civils ont été tués dans la journée de mercredi », selon des informations locales. Ces dernières sources affirment que les forces de l'ordre ont

commencé, après le départ des militants du PKK au petit matin, à tirer sur les civils soupçonnés d'avoir aidé le PKK, ce qu'ont confirmé les députés kurdes de Sirnak, MM. Orhan Dogan et Mahmut Akin. Cette ville, située sur les collines des monts Cudi proches des frontières avec l'Irak et la Syrie qui abritent plusieurs camps du PKK, avait déjà été la cible des militants kurdes le 23 mars dernier.

Le ministre de l'Intérieur, M. Ismet Sevgin, a affirmé que « les terroristes séparatistes ont causé des dommages d'une valeur de 100 millions de livres turques » (66 millions de francs français), alors que le premier ministre, M. Suleyman Demirel, déclarait, mercredi soir, sur un ton irrité que « l'Etat turc est assez fort pour éradiquer trois brigands ».

L'opinion publique et la classe politique turques sont en effet choquées : le jour où le président de la République, M. Turgut Ozal, déclarait « la nécessité des émissions télévisées et du libre enseignement du kurde », cette attaque a démontré la puissance du PKK. — (Interim.)

## La Suède expulse les réfugiés albanais du Kosovo

STOCKHOLM

de notre correspondant

Après avoir accueilli près de 48 000 réfugiés de l'ex-Yougoslavie depuis le début de la guerre civile, la Suède a commencé, en juillet, à renvoyer dans leur pays les Albanais du Kosovo, qui représentent à eux seuls 60 % des demandeurs d'asile. L'Office national de l'immigration estime que la plupart d'entre eux n'ont pas de motifs suffisamment solides qui leur permettent de rester en Suède — leur région d'origine n'étant pas touchée par le conflit.

Pour justifier leur comportement, les autorités suédoises s'appuient sur le rapport du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) de la fin du mois de juin, indiquant notamment que l'asile « temporaire » que l'Organisation de l'ONU concédait d'accorder aux réfugiés de l'ex-Yougoslavie ne s'appliquait pas aux ressortissants du Kosovo, qui faisaient donc des raisons autres que la guerre.

L'efflux massif de Kosovars avait été favorisé par la mesure prise en novembre dernier par les autorités suédoises de suspendre toutes les décisions d'expulsion. En février cependant, cette mesure était levée pour les réfugiés de Slovaquie et de Macédoine ; en mai pour ceux de Croatie, de Serbie et du Monténégro. En fin de compte, pour tous les réfugiés de l'ex-Yougoslavie, à l'exception des ressortissants de Bosnie-Herzégovine, plusieurs centaines de Macédoïens étaient arrivés en Suède en juin notamment, attirés par les fallacieuses promesses de permis de séjour et de travail que leur avaient fait miroiter des compagnies de voyages locales. Ils ont déjà été renvoyés chez eux dans des délais plus ou moins brefs (certains ont choisi volontairement de partir). Afin de décourager d'autres candidats, l'ambassade de Suède à Belgrade a fait publier une annonce pleine page dans le plus grand quotidien de Serbie, *Nova Makedonia*, dans lequel elle démentait toutes les rumeurs de facilité d'installation en Suède et précisait les règles en vigueur pour obtenir le droit d'asile.

Propagande hostile

La question des réfugiés devrait être examinée dans le courant de l'automne par le Parlement suédois, sur la base notamment des recommandations du HCR. En attendant, elle est déjà exploitée par le parti populiste de la Nouvelle Démocratie, qui s'est livré à une propagande résolument hostile à l'accueil de réfugiés. Cette campagne reflète, voire attise, l'irritation croissante d'une partie de la population qui a du mal à accepter le voisinage avec les centres de réception des demandeurs d'asile.

Le maire conservateur d'une banlieue nord de Stockholm a, dans une lettre adressée au ministre de l'Immigration, M. Birgit Friggebo, menacé de fermer le centre d'accueil d'Albanais du Kosovo si les autorités ne les expulsent pas immédiatement. Quantité de plaintes ont en effet été déposées contre eux pour vols dans les magasins locaux. « Il est indéniable que c'est un problème. Apparemment, il y a une sorte de tradition ou quelque chose du genre qui fait qu'ils sont plus enclins à voler que d'autres groupes de réfugiés », constatait le ministre, mercredi soir, à la télévision suédoise. L'ombudsman contre la discrimination l'a immédiatement accusé d'« incitation à la haine contre un groupe ethnique ». Dans la même émission, un responsable communal social-démocrate du sud de la Suède, qui exige que l'accueil des réfugiés de l'ex-Yougoslavie sur le territoire de sa commune fasse l'objet d'un référendum, expliquait que « la Suède n'a pas les moyens » de sa politique d'immigration. « Notre commune a accueilli des réfugiés et continue de le faire, mais je ne demande et ceux qui arrivent maintenant de l'ex-Yougoslavie sont de véritables réfugiés. Les ressources qui leur sont consacrées ici feraient mieux d'être utilisées pour les aider sur place, chez eux, comme le font les Danois ».

FRANÇOISE NIÉTO



## EUROPE

Le discours de M. Eltsine pour le premier anniversaire du putsch

### « Le peuple russe n'est en rien plus mauvais que les autres »

MOSCOU

de notre correspondant

« Nous sommes entrés dans l'eau sans savoir nager, et nous ne nous sommes pas noyés. » Mercredi 19 août, au soir du premier anniversaire du putsch, et au terme d'une année « exceptionnellement difficile », M. Boris Eltsine a voulu rassurer et encourager ses compatriotes. Après avoir remercié une fois de plus ceux qui, « défendant leur droit à la liberté et la démocratie », ont fait échouer « la junte aux mains tremblantes », le président russe a insisté sur les deux réussites essentielles de l'année écoulée : d'abord, au moment où le risque était le plus grand, « en septembre-octobre », de l'an dernier, la Russie n'a pas sombré dans la révolution et la guerre civile n'a pas dépassé « la limite qu'il est interdit de franchir » : « la paix civile » règne, et c'est ce qu'il y a aujourd'hui de plus précieux en Russie.

Ensuite, en janvier, il y eut ce moment « extrêmement douloureux », la libération des prix. En cas d'échec, de refus, cela aurait signifié « qu'aucune réforme n'était possible en Russie, que la maladie était incurable ». Mais le peuple a supporté l'épreuve : « pour cela, en tant que président, en tant que Russe, je vous exprime, mes chers compatriotes, ma profonde, ma sincère gratitude ».

M. Eltsine, mi solennel, mi familier, s'exprimant avec des mots simples et cette ombre de maladresse qui dissimule l'habileté du discours, M. Eltsine, en cette circonstance, use plus du « nous » que du « je ». Évitant tout propos politique, il se pose en père d'une nation en train d'échapper à sa malédiction historique, d'un peuple qu'il croyait « incapable de se passer du koulak » et qui a démontré le contraire. Certes, des décennies passées « dans une carissole de force » ont laissé des traces. « Nous ne faisons que nous tout premiers pas vers une vie normale, nous trébuchons et nous tombons », mais la preuve est faite que « la Russie n'a pas seulement un passé, qu'elle a un avenir ».

#### Chèques de privatisation

Reste à distribuer le cadeau d'anniversaire qui doit aussi marquer une nouvelle étape de la réforme économique : les chèques de privatisation, d'une valeur nominale de 10 000 roubles et qui seront remis, début octobre, à chaque Russe, « ouvrier, retraité, savant, enfant ou président » (voir le billet de François Lazare, page 15). M. Eltsine explique comment ce montant a été déterminé (en divisant la valeur estimée des entreprises à privatiser par le chif-

fre de la population), ajoute que le chèque n'est certes pas très élevé (entre deux et trois mois de salaire moyen), mais que peut-être, si tout va bien, il y en aura d'autres. La mesure était attendue, elle suscite un assez grand scepticisme dans la population, et a déjà été descendue en flammes par certains politiciens en vue, mais M. Eltsine, lui, semble y croire : ce chèque, « c'est pour chacun de nous un billet de voyage vers une économie libre ».

M. Eltsine, qui ne résiste pas à l'emploi de sa formule préférée - « aujourd'hui j'ai signé un décret », - annonce en outre, pour le premier septembre, une augmentation de 50 % des traitements des fonctionnaires de l'éducation, de la santé, de la culture, catégories traditionnellement défavorisées, ainsi que diverses mesures d'aide sociale, pour les invalides, pour l'achat de vêtements pour les enfants.

Voilà pour les encouragements matériels. Mais l'essentiel, semblait-il, était ailleurs : il s'agissait de rassurer une population qui aujourd'hui paraît douter plus encore d'elle-même que de son gouvernement, avec un message d'une immense modestie : « Le peuple russe n'est en rien plus mauvais que les autres ».

JAN KRAUZE

## ITALIE

### Remue-ménage estival autour de l'«impôt extraordinaire»

ROME

de notre correspondante

On les a vus pendant des jours et des jours, longues files compactes et pas toujours patientes, s'étirer dans les rues dès 5 heures du matin, résistant plus tard à une température de 35 ou 36 degrés... Pourquoi tant d'héroïque volonté ? Non pour acheter des ventilateurs et autres ustensiles rafraîchissants. Il est vrai en quasi-rupture de stock. Non plus pour tenter de fuir un pays dont deux des plus beaux lieux de villégiature, la Sicile et la Sardaigne, en cours de « pacification » estivale armée, sont plus remplis de parachutistes que de baigneurs. Non, rien de tout cela.

Ce que venait faire ces Italiens en bataillons serrés, profitant du creux du mois d'août, c'était tout simplement se renseigner auprès du cadastre sur les modalités de calcul, et donc de paiement, de l'ISL, l'impôt extraordinaire sugli immobili, le nouvel «impôt extraordinaire sur les biens immobiliers», particulièrement compliqué, décidé par le gouvernement Amato, et qui doit être réglé d'ici au 30 septembre. Mais non ! Et si ! Ce qui, dans un pays qui passe pour atteindre des records d'évasion fiscale, avait quelque chose de presque aussi insolite qu'étrange.

Le premier à se ressaisir fut le chef de la Ligue lombarda, M. Umberto Bossi. Actuellement

en délicatesse avec son idéologie, le trop entreprenant professeur Gianfranco Miglio, il a pu passer une nouvelle fois sa mauvaise humeur sur l'Etat, en prônant le boycottage du fisc : « Ne payez pas, a-t-il déclaré, faites donc enfin sentir le poids de votre argent à Rome ! » Conseil pour l'instant peu suivi, mais qui aurait eu toutes les chances de l'être, étant donné l'agacement que tant d'impôts et de lenteur bureaucratique avait fini par provoquer chez les Italiens les plus honnêtes. Sans compter les inévitables insulations dans les files d'attente, les petits racketts, comme, paraît-il, à Bologne, où des tickets de « têtes de queue » se revendaient jusqu'à 40 000 lire (environ 200 FF). Un ministre venu se rendre compte à Rome s'est fait huer, tandis qu'à Milan - traumatisée par l'interminable affaire des pots-de-vin qui gâche l'atmosphère depuis des mois -, la municipalité était fière d'annoncer que les files étaient écourtées en des temps records.

#### Fais-le toi-même !

Bref, le climat tournait au vinaigre à la veille du 15 août, date à laquelle le ministère des finances et le Palais Chigi se sont enfin émus à leur tour. Il était temps. Dans une version locale du Cave se rebelle, certains en venaient à se demander quelle était finale-

ment la solution la plus rentable : payer directement un comptable, se faire racketter pour échapper au soleil ou s'acquitter tout bonnement des 3 % de rappel supplémentaires en cas de retard ?

Depuis, tout est réglé, du moins sur le papier. Le gouvernement vient d'annoncer en grande pompe la parution, dès le 1<sup>er</sup> septembre, d'un fascicule détaillé au titre rassurant : Fais-le toi-même. Lequel sera diffusé à cinq millions d'exemplaires dans plus d'un million d'endroits « accessibles ». De leur côté, les journaux et la presse télévisée seront mobilisés dans cette grande manœuvre de vulgarisation d'impôt, et un numéro vert d'explication permanente sera installé. Enfin, bon prince, le ministère des finances a donné comme dernière limite pour payer, dans les cas difficiles, le 15 décembre.

Mais attention. Que ceux qui voudraient partager leur joie et leur enthousiasme en téléphonant s'en rendent compte : les ministres se réfèrent : le ministère des finances, la démocrate-chrétienne Giovanni Conci, en quête de nouvelles rentrées, vient déjà d'annoncer que les interminables bavardages au téléphone des Italiens étaient finalement un signe de richesse et que, comme tels, ils ne tarderaient pas à être taxés.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

ALBANIE : ouverture du procès d'anciens dirigeants communistes. - Le procès de dix-huit ex-hauts dirigeants communistes, dont M. Rexha, veuve du fondateur de l'Albanie communiste, s'est ouvert à Tirana mercredi 19 août. L'ancien premier ministre, les anciens ministres de l'intérieur et l'ex-chef de la propagande sont accusés d'abus de pouvoir et de dilapidation de fonds publics. (AFP)

ALLEMAGNE : des homosexuels revendiquent le droit au mariage. - Plus de deux cents couples homosexuels ont investi des mairies, mercredi 19 août, pour déposer des demandes officielles de mariage, dans le cadre d'une journée d'action, organisée par la Fédération homosexuelle allemande et des juristes homosexuels, contre la loi interdisant le mariage entre personnes du même sexe. (AFP, AP, Reuters)

POLOGNE : suspension de la grève des mineurs. - Les travailleurs du bassin cuprifère de Lubin

(sud-ouest) ont décidé, dans la nuit du mercredi 19 au jeudi 20 août, de suspendre leur grève, déclenchée il y a quatre semaines. Mais une nouvelle grève a commencé, mercredi, dans les chemins de fer de Silésie (sud), et le Comité national de grève et de négociation (MKKNS), a annoncé, le même jour, un élargissement de l'action nationale lancée lundi, qui se poursuit dans plusieurs mines de charbon du sud du pays. (AFP, UPI)

## PROCHE-ORIENT

Après avoir été reçu, avec M. Massoud Barzani, par M. François Mitterrand

### Le dirigeant kurde Jalal Talabani affirme que la France approuvera une solution « fédérale » en Irak

Les dirigeants des deux principales formations kurdes irakiennes, M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), et M. Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), ont été reçus mercredi 19 août à Paris, à leur demande, par le président François Mitterrand (le Monde du 20 août).

M. Talabani est ravi. La France, affirme-t-il, approuvera une solution « fédérale » en Irak, qui sauvegardera « les droits du peuple kurde » à l'intérieur d'un « Irak démocratique uni ». M. Talabani nous a dit avoir déposé cette conclusion de l'entretien de trois quarts d'heure avec M. François Mitterrand, en présence des ministres des affaires étrangères, M. Roland Dumas, et de la santé et de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner.

D'abord prudents - « nous avons compris que le président Mitterrand (...) soutient le droit du peuple kurde dans un cadre fédéral à l'intérieur d'un Irak démocratique uni », - les propos de M. Talabani sont devenus plus assurés au fil de l'entretien. « Le président Mitterrand nous a dit que (...) la solution de la question kurde ne saurait consister en un Etat indépendant, dans la mesure où le Kurdistan s'étend sur quatre Etats (l'Irak, l'Iran, la Turquie et la Syrie), mais qu'elle pourrait être démocratique et fédérale », a-t-il affirmé. Et d'ajouter : « C'est la première fois que nous l'entendons dire par M. Mitterrand et à un niveau aussi élevé de la hiérarchie française ».

Ainsi traduite, la position de la France se serait en effet bien précisée. Cela signifiait que, tout en continuant de s'opposer au

démembrement de l'Irak, Paris aurait au moins autorisé une remise en question de la forme de l'Etat unitaire et envisagerait la possibilité d'une fédération. Quant à la question kurde, la position de la France avait été formulée dès avril 1991 par M. Mitterrand, puis rappelée un an plus tard à l'occasion de sa visite en Turquie. Elle tient en ceci : respect du « droit des Kurdes, là où ils vivent, à leur identité et leur culture », mais « dans le respect des Etats ».

Selon M. Talabani, la France ne serait pas seule à envisager une solution fédérale. « Nous croyons, dit-il, que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne approuvent un tel règlement », préconisé, selon lui, par plusieurs fractions de l'opposition irakienne réunies en congrès à Vienne en juillet dernier et approuvées par l'Assemblée supérieure de la révolution islamique irakienne de M. Mohammed Bakr Al Hakim qui ne participait pas à la réunion de Vienne.

#### Une zone de sécurité pour les chiites

Hormis le régime de Bagdad, le projet, affirme-t-il, fait l'unanimité des Irakiens « qu'ils soient chiites ou sunnites, Arabes ou Kurdes, chrétiens ou musulmans ». Il a été soumis fin juillet par les représentants de ces formations au secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, à Washington. M. Baker l'a jugé « précis, bien travaillé, bref, excellent », exulte le dirigeant kurde.

Dès lors, souligne-t-il, les négociations avec le régime irakien engagées par le PDK de M. Barzani pour l'octroi d'une autonomie au Kurdistan n'ont plus de raison d'être. La quasi-totalité des formations kurdes - notamment les plus

importantes, l'UPK et le PDK - réclament désormais « une fédération ou l'autodétermination ».

Quant au projet attribué aux trois principaux alliés occidentaux de la guerre du Golfe d'interdire à l'aviation irakienne le survol du territoire au sud du 32<sup>e</sup> parallèle, afin de protéger les populations chiites de cette zone (le Monde du 20 août), M. Talabani estime qu'il ne s'agit là que d'une « première étape ».

« Écoutez bien le premier ministre britannique M. John Major. Il affirme vouloir protéger les chiites de toutes les exactions de l'armée irakienne. Cela ne saurait donc se limiter à l'arrêt des survols », fait-il valoir. En clair, cela signifie qu'il s'attend qu'une zone de sécurité soit instituée au sud de l'Irak, à l'image de celle qui existe déjà dans le nord pour les Kurdes.

M. Talabani ignore quelle est la position des pays voisins de l'Irak, notamment l'Arabie saoudite et la Turquie, sur la création d'un Etat fédéral. Il se déclare en revanche certain que l'Irak, « qui ne croit pas à la démocratie et milite pour des régimes islamiques », s'y opposera.

Avec M. Barzani, il a remercié le président, ainsi que son épouse, et exprimé une immense gratitude pour leur soutien au peuple kurde et au peuple irakien. Quant à l'attitude qui a visé l'épouse du chef de l'Etat en juillet dernier dans le Kurdistan (le Monde du 8 juillet), et tous les autres attentats dans cette région, ils sont, selon lui, l'œuvre de « Kurdes à la solde » du régime de Bagdad. Il affirme avoir remis au secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, une cassette vidéo sur les aveux de quatre de ces « agents ».

MOUNA NAÏM

Les consultations entre Washington et ses alliés

### Mise au point du projet visant à interdire à Bagdad le survol du sud du pays

Les Etats-Unis ont déclaré, mercredi 19 août, qu'il n'existait toujours pas d'accord définitif, entre les alliés de la guerre du Golfe, sur les modalités d'application du projet interdisant à l'aviation irakienne de survoler une zone dans le sud du pays.

« La décision collective finale doit encore être prise de concert », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, qui a toutefois précisé que les discussions entre Washington, Londres et Paris à ce sujet en étaient

« à la dernière étape ». Il reste à régler, dit-il, « les détails », notamment « le rôle de chacun et le calendrier précis » de mise en œuvre.

L'Irak a vivement réagi au projet des Occidentaux. « C'est une pure provocation », a déclaré l'ambassadeur d'Irak auprès de la CEE, M. Zaid Halid. « C'est un prétexte pour une action militaire contre l'Irak » et qui n'a pour but que de « favoriser les chances de réélection de M. Bush ». « Nous n'avons pas peur », a-t-il ajouté, « nous avons fait face à 2 500 sorties d'avions enne-

mis par jour (pendant la guerre du Golfe) et nous continuons de progresser et de reconstruire ».

Pour sa part, la presse irakienne s'est déchaînée contre les dirigeants alliés. M. Bush « va et vient comme un derviche mental, faisant à droite et à gauche des regards exorbités », a ainsi écrit le quotidien Al-Jumhouria, qui estime que « M. Saddam Hussein est devenu pour M. Bush un motif de panique qui le hante à chaque instant ». (AFP)

Avant la reprise des pourparlers de paix

### Israël tente de rassurer les Arabes

Au moment où les quatre parties arabes engagées dans les négociations de paix avec Israël se réunissent à Damas pour coordonner leurs positions, avant la reprise, le 24 août à Washington, des pourparlers bilatéraux de paix, le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, a donné, mercredi 19 août, des assurances quant à l'attitude de son pays.

Israël, a-t-il dit, lors d'une conférence de presse, « est engagé dans ces négociations par les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU », qui prévoient un échange des territoires occupés contre la paix. Cette précision est importante dans la mesure où le précédent gouvernement israélien ne se considérait pas lié par ces résolutions, sur la base desquelles les Arabes exigent de négocier.

« Nous souhaitons entamer un dialogue sérieux avec les Syriens », a également affirmé M. Pérès, qui a admis que l'Etat juif « ne peut pas empêcher les Syriens de régler la question de l'avenir du plateau du Golan, annexé par Israël en 1981. Le chef de la diplomatie israélienne a enfin affirmé que le gouvernement accepterait de négocier avec des Palestiniens de la diaspora - ce que refusait le cabinet précédent - mais pas avec des représentants de FOLP, ni des résidents de Jérusalem-Est.

« Importante et positive »

De son côté, le ministre de la justice, M. David Libai, a recommandé au premier ministre d'ordonner l'arrêt des procédures de bannissement des Palestiniens des territoires occupés, « dans le but de créer une atmosphère propice au bon déroulement » des pourparlers de paix.

Les assurances de M. Pérès ont été bien accueillies par M. Nabih Chaath, l'un des plus proches conseillers du dirigeant de FOLP, M. Yasser Arafat. Le fait qu'Israël accepte de négocier sur la base des résolutions 242 et 338 est une attitude « importante et positive », a déclaré à l'AFP M. Chaath.

« Nous voulons sérieusement parvenir rapidement à un accord sur la période transitoire (en Cisjordanie et à Gaza) et ce avant le 1<sup>er</sup> novembre », a-t-il ajouté. La population juive en Russie est évaluée à 700 000 personnes. (AFP)

Le journal égyptien Al-Ahram Al-Masri, M. Chaath a fait état d'engagements « écrits » du département d'Etat américain, affirmant que Washington ne modifierait pas sa position sur le problème palestinien, malgré l'octroi de garanties de crédits à Israël.

Cette version a été contestée par le porte-parole de la délégation palestinienne aux négociations de paix, M. Hanane Ashraoui, selon laquelle les assurances américaines sont uniquement verbales. (AFP)

M. Shimon Pérès s'est rendu à Moscou. - Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, s'est rendu, mercredi 19 août, à Moscou pour une visite officielle de deux jours, la première d'un chef de la diplomatie israélienne en Russie. Il a précisé, lors d'une conférence de presse, que ses entretiens porteront sur le processus de paix et les relations bilatérales. « Cette visite constitue également un message pour le peuple juif », a-t-il ajouté. La population juive en Russie est évaluée à 700 000 personnes. (AFP)

## L'HERMÈS Éditeur

### LANGUES DES AFFAIRES

L'anglais des affaires, A. DEYSINE, 205 F  
L'essentiel sur l'anglais commercial et économique, Mc QUEEN, 83 F  
Outils d'anglais commercial et économique, PÉROUD-GRENIER, 99 F  
Allemand économique et commercial, THIBAUDET-DIBON, 169 F  
Allemand des affaires, B. THIBAUDET - A. JOSQUIN, 285 F  
Outil d'allemand économique et commercial, B. THIBAUDET, 104 F  
Espagnol commercial et économique, P.Y. GARNOT, 195 F  
Italien commercial et économique, L. SANDRE, 170 F

Diffusion : MEDILIS SA Tél. : 46 34 07 70

9 rue Séguier 75006 PARIS - Télécopieur : 43 25 26 18

## LES MOISSONS DE LA FRANGITÉ

(Suite de la France 2<sup>e</sup> édition)

Résumés, thèmes des 42 pages d'expressions langagières  
Dont de base : les deux premiers sont des pages de polycopié  
Résumés : 1<sup>er</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
2<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
3<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
4<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
5<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
6<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
7<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
8<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
9<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
10<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
11<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
12<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
13<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
14<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
15<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
16<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
17<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
18<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
19<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
20<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
21<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
22<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
23<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
24<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
25<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
26<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
27<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
28<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
29<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
30<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
31<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
32<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
33<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
34<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
35<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
36<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
37<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
38<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
39<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
40<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
41<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié  
42<sup>e</sup> thème : Les deux premiers sont des pages de polycopié

MARTINOT DE PREUILH

49560 NUEL-SUB-LAYON

(Tél. 03 80 11 11 11 - Fax 03 80 11 11 11)



## AMÉRIQUES

### La convention républicaine à Houston

## Barbara contre Hillary

Suite de la première page

Avec ses cinq enfants et douze petits-enfants, M<sup>me</sup> Bush, soixante-sept ans, visage ouvert, souriant, abondante chevelure blanche, est présentée comme le symbole de la famille traditionnelle. Elle tient le rôle de la grand-mère et de la mère exemplaire. Elle s'est consacrée à la lutte contre l'analphabétisme et est l'une des personnalités les plus populaires des États-Unis.

Dans les sondages, elle distancie le président de plusieurs longueurs et passe pour être un véritable atout électoral des républicains. Barbara Bush a son franc-parler, et ses allures de grand-père ne l'empêchent pas d'intervenir dans le débat public. Lors de la campagne de 1984, elle avait vigilement apostrophé M<sup>me</sup> Geraldine Ferraro, collègue du candidat démocrate Walter Mondale. Cette semaine, elle s'en est prise à M. Clinton : « N'a-t-il pas avoué qu'il avait eu une aventure ? », a-t-elle indignement lancé.

Mercredi, entourée de ses enfants, petits-enfants, belles-filles, tous présents à la tribune de la convention, M<sup>me</sup> Bush a prononcé une ode à la famille américaine. Elle a été applaudie à tout rompre, interrompue par des « Nous l'aimons Barb » et par les traditionnels « Quatre ans de plus », avant que le président et la candidate George Bush ne viennent se joindre à son épouse lors d'une brève apparition à la tribune. Un petit-fils Bush est venu dire tout le bien qu'il pensait de son grand-père. C'était le clan Bush, entouré par la convention républicaine, les élus Clinton et Gore l'avaient été à New York lors de la convention démocrate. Comme mille part en Europe, l'environnement familial fait partie de l'image des personnalités politiques américaines.

#### Les combattantes de l'après-guerre

Epouse du vice-président Dan Quayle, M<sup>me</sup> Marilyn Quayle était, elle aussi, l'un des premiers « vieux créateurs de la soirée. Elle a vanté la famille sur un mode plus politique, dans un discours qui était une critique féroce, à peine

déguisée, du couple Clinton. L'affaire a ressemblé à un règlement de comptes entre enfants de l'après-guerre : « Tous les enfants du baby boom ne sont pas descendus dans la rue pour manifester », a dit M<sup>me</sup> Quayle (quarante-quatre ans), tous n'ont pas pris de drogue, tous n'ont pas fait la révolution sexuelle, tous ne se sont pas débrouillés pour échapper au service militaire. La dernière pique visait M. Bill Clinton, qui a bénéficié d'un sursis au moment de la guerre du Vietnam. Elle peut paraître étonnante quand on sait que M. Quayle est largement soupçonné d'avoir utilisé certaines relations pour éviter de servir au Vietnam.

Cet égoïsme continu de la famille a, entre autres, pour objectif de présenter M. Clinton et son épouse Hillary comme un couple atypique et, donc, sous-entendu,

des opinions de gauche (plus prononcées que celles de M. Clinton) et ne cache pas qu'elle conseille son mari, qu'elle a rencontré à l'université de Yale.

Revue caricaturale - par les républicains, M<sup>me</sup> Clinton est devenue une gauchiste, radicale féministe qui menace la famille américaine et veut autoriser les enfants à pouvoir poursuivre leurs parents en justice. La dernière attaque vise un article qu'elle a écrit il y a dix ans : elle y posait le problème des enfants malades dont les parents, membres de sectes, se refusent à avoir recours à la médecine. Ainsi va depuis quelques jours le débat électoral, largement centré autour de la personnalité de ces trois femmes : Barbara, la mère et la grand-mère modèle, Marilyn, la polémiste « de droite », et Hillary, l'avocate « de gauche ».

Il est revenu à une quatrième femme, M<sup>me</sup> Lynn Martin, secrétaire au travail, et sans doute l'une des plus talentueuses personnalités de l'administration, de



pas vraiment digne de la Maison Blanche. La cible répétée des républicains, la personne qu'ils opposent avec insistance aux femmes modèles que seraient M<sup>me</sup> Bush et Quayle, est M<sup>me</sup> Hillary Clinton.

#### M<sup>me</sup> Clinton caricaturée

Elle est avocate et continue d'exercer - alors que Marilyn a quitté le barreau pour s'occuper de ses enfants -, elle est classée dans les cent meilleurs praticiens du droit aux États-Unis, elle gagne beaucoup d'argent, elle a

prononcé le discours officiel d'investiture de M. Bush. Là encore, ce n'était pas un hasard.

Divorcée, ouvertement en faveur du droit à l'avortement, M<sup>me</sup> Martin représente l'aile centriste du parti. Le fait que M. Bush l'ait choisie pour prononcer ce discours était un geste en direction d'une fraction des républicains qui se sent quelque peu isolée dans une convention jusqu'à présent dominée par la droite religieuse. M<sup>me</sup> Martin a dévoilé ce qui devrait être le grand thème du discours d'acceptation de M. Bush jeudi : à un premier mandat consacré aux

### CANADA : un compromis dans la crise constitutionnelle

## Le premier ministre et les provinces se sont entendus sur une réforme du Sénat

L'un des obstacles majeurs à une réforme de la loi fondamentale canadienne, qui permettrait au Québec de réintégrer le giron constitutionnel fédéral dont il est exclu depuis 1982, semble avoir été surmonté, mercredi 19 août. Le premier ministre fédéral Brian Mulroney, ses collègues des dix provinces canadiennes, les représentants des territoires et des peuples autochtones sont parvenus à s'entendre sur une réforme des institutions parlementaires fédérales. Plusieurs obstacles restent toutefois à surmonter avant de dissuader le Québec de tenir le référendum d'octobre sur la souveraineté.

#### MONTREAL

##### correspondance

L'entente obtenue après deux jours de négociations à Ottawa se veut un compromis entre le principe de l'égalité des provinces, ardemment défendu par les plus petites provinces anglophones, et le désir des francophones du Québec de voir reconnaître leur spécificité linguistique et culturelle ainsi que leur rôle historique.

Le Sénat serait à l'avenir composé d'un nombre égal de sénateurs pour chacune des provinces, alors que la règle actuelle (représentation calculée en fonction de la population) permet au Québec et à l'On-

tario d'y contrôler chacun le quart des sièges. En contrepartie, ces deux provinces verraient le nombre de leurs députés augmenter à la Chambre des communes. Dans un premier temps, le Québec aurait ainsi 27,6 % des sièges à la Chambre et le quart des sièges de l'ensemble du Parlement fédéral. La Constitution garantirait en outre à la Belle Province que, quelle que soit son évolution démographique ultérieure, sa représentation à la Chambre ne descendrait jamais en dessous de 25 % des sièges.

Si le Québec a ainsi cédé sur le principe de l'égalité des provinces au sein du Sénat, auquel il était jusqu'alors farouchement hostile, les champions anglophones du Sénat « triple-E » (Égal, Efficace) ont dû accepter en échange de couper les ailes de la future Chambre haute. Alors que le nombre des députés passerait de 295 à 337, le nouveau Sénat n'aurait que 62 membres au lieu de 104, qui ne seraient pas nécessairement élus. Chaque province pourrait choisir de les désigner.

#### Nécessité d'une entente globale

Enfin, leur pouvoir ne serait pas accru mais réduit puisque, parmi les projets de loi adoptés par les Communes, le Sénat ne pourrait désormais bloquer que ceux concernant le régime fiscal de l'exploitation des richesses naturelles des provinces. Les textes touchant la langue et la culture devraient rallier une majorité de sénateurs francophones, en plus de la ma-

jorité du Sénat. Dans tous les autres domaines, un projet de loi qui ne recueillirait pas l'approbation d'une majorité de sénateurs serait soumis à un vote de l'ensemble du Parlement, siégeant en congrès. Dans la plupart des cas, la Chambre aurait donc mathématiquement le dernier mot.

Le premier ministre du Manitoba, M. Gary Filmon, a résumé les sentiments exprimés par la plupart de ses collègues en prédisant que cette entente « sera difficile à vendre au Québec et ailleurs ». En tout état de cause, elle n'est que « provisoire », ont souligné les protagonistes. « Tant qu'il n'y a pas d'entente globale, rien n'est réglé », a dit M. Mulroney.

Parmi les autres points de divergence qui devaient être abordés jeudi figurent le partage des pouvoirs entre l'État fédéral et les provinces (le Québec veut en récupérer un bon nombre) ; l'accession des autochtones à une certaine autonomie gouvernementale (qui suscite de sérieuses réticences au Québec, à Terre-Neuve et chez M. Mulroney lui-même) et le renforcement de l'Union économique canadienne (un projet d'Ottawa qui rencontre de fortes résistances provinciales).

Pour dissuader le Québec de tenir, d'ici au 26 octobre, le référendum prévu, un accord global sur un projet de réforme constitutionnelle doit intervenir avant le 9 septembre, date fixée par la loi québécoise pour le dépôt de la question à poser aux électeurs.

CATHERINE LECONTE

## La bataille de l'avortement

HOUSTON

de notre envoyé spécial

La même scène se joue chaque matin, depuis le début de la convention républicaine, devant ce centre de planning familial en bordure d'une des rues principales de la ville. Une centaine de manifestants hostiles à l'avortement font le siège du bâtiment, brandissant des bibelles, des photos épouvantables de fœtus mutilés, et des pancartes indiquant « défendez les enfants ». Ils sont maintenus sur le trottoir d'en face par un cordon de policiers. Devant l'immeuble, un groupe à peu près égal de partisans du « choix », comme ils se désignent eux-mêmes, monte la garde et essaie de laisser l'accès libre aux rares femmes qui se hasardent à entrer.

« Fermez les camps de la mort américaine », crient les uns. « Gardez vos rosiers hors de nos ovals », rétorquent les autres. La faible distance séparant les protagonistes permet de curieux échanges. Un jeune homme au regard un peu fêlé tente d'expliquer au camp opposé comment Dieu connaît, dès la conception, chacun des enfants à naître. Des femmes qui passent au volant de leur voiture klaxonnent par solidarité avec les défenseurs du centre. De temps à autre, les opposants à l'avortement entonnent des cantiques ou récitent des prières.

#### 71 % des républicains seraient « pro-choix »

« On s'attendait à ce depuis des mois, explique M<sup>me</sup> Susan Nieney, une des responsables du centre. On s'y est préparé, et on a obtenu une décision de justice interdisant à ces gens de s'approcher trop près. On les filme, et on utilise la bande vidéo devant le tribunal. A deux reprises, les manifestants sont entrés dans l'immeuble et ont commencé à le sacquer. Une quarantaine d'entre eux ont été arrêtés. Certains viennent de très loin. Un prédicateur qui promet, ce matin-là, avec son mégaphone, l'enfer à ceux qui traversent la rue en leur disant que « Jésus les aime » est le chef de l'organisation Opération Sauve-

tags, dans le New-Jersey, sur la côte est.

L'avortement est devenu un des thèmes principaux de cette campagne électorale. Il a été l'objet d'une grande bataille, au sein du Parti républicain, qui a été gagnée par ses adversaires. Son programme, adopté mardi soir, demande l'annulation du célèbre arrêt de 1973 de la Cour suprême qui l'a rendu possible dans tout le pays. Il invite le président à ne nommer à la Cour suprême que des juges qui y soient opposés. Le comité de rédaction du programme, où dominent les représentants de la « droite religieuse », est allé plus loin que ce que souhaitait M. Bush en refusant l'avortement même dans les cas d'inceste et de viol. Actuellement, vingt-neuf grossesses sur cent sont volontairement interrompues aux États-Unis.

Aux partisans républicains de l'avortement, les dirigeants du Parti ont répondu inlassablement ces derniers jours qu'il ne fallait en rien, dans les circonstances difficiles actuelles, offrir le spectacle de la division. A l'entrée de l'Astrodome, le stade couvert où se tient la convention, un énorme panneau lumineux affirme cependant que, selon un sondage, « 71 % des républicains » sont pour le libre choix.

Peut-être pour essayer de satisfaire tout le monde, M. Bush, lui-même adversaire de l'avortement, a laissé son épouse Barbara déclarer qu'elle pensait que celui-ci relevait de la conscience de chacun et n'avait pas sa place dans un programme politique. Après moult hésitations, M. William Weld, gouverneur du Massachusetts, a été autorisé à parler à la tribune en faveur de l'interruption volontaire de grossesse. L'opération visait aussi à démontrer que les républicains étaient plus généreux avec les options « minoritaires » que les démocrates, qui ont interdit de parole, lors de leur convention de juillet à New-York, M. Casey, gouverneur de Pennsylvanie, qui souhaite limiter l'exercice du droit à l'avortement.

DOMINIQUE DHOMBRES

## AFRIQUE

### SOMALIE

## La mobilisation internationale contre la famine s'accélère

L'aide internationale aux victimes de la famine semblait devoir s'accroître, mercredi 19 août, avec, notamment, le début du pont aérien français assurant une liaison entre Djibouti et la localité somalienne de Balido (sud-ouest), où une mission américaine d'évaluation était également attendue. L'Allemagne, qui vient de débiter l'équivalent de 13,5 millions de dollars en aide d'urgence, doit envoyer, vendredi, deux Transall dans le port kenyan de Mombasa, afin de participer aux programmes de distribution.

De son côté, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR, Genève) a commencé une opération hélicoptère, deux appareils assurant l'acheminement de vivres jusqu'aux villes côtières d'Obbia, Harardere, Adale et Warheik, situées au nord de Mogadiscio, et où, en raison de la mousson, les barges ne peuvent pas accoster. Cette aide alimentaire devrait être ensuite transportée par camions et distribuée dans les quelque cinq cents cuisines collectives, que le CICR a déjà mises en place dans le pays.

Ces efforts humanitaires n'ont eu, à ce jour, que très peu d'influence sur le plan politico-militaire. De nouveaux affrontements fratricides opposent même, depuis jeudi dernier, au sud de la capitale, les clans Awadde et Abgal, appartenant tous deux à la confédération des Hawiye. Considérée comme une « poche Abgal », cette zone de Mogadiscio avait, jusque là, été épargnée par les combats qui ensanglantent, depuis janvier 1991, le centre de la capitale somalienne.

Prodigues en déclarations d'intention, plusieurs chefs de factions ont annoncé, mercredi, qu'ils

s'étaient regroupés pour former une Alliance nationale somalienne (SNA). Cette Alliance, qui rassemble le Congrès de la Somalie unifiée (USC) du général Mohamed Farah Aidid et trois autres mouvements armés d'origine sudiste, entend mettre en place un « gouvernement décentralisé » qui permettrait de rétablir « la paix et l'harmonie parmi les communautés somaliennes » et restaurer « l'identité nationale ».

Au même moment, l'organisation Médécins sans frontières (MSF) annonçait la découverte d'une nouvelle « zone mourir », dans l'ouest du pays, près des frontières éthiopienne et kenyane. « La plupart des villages » ont été « détruits ou brûlés » et les populations, qui ont réussi à survivre aux atrocités de la guerre, subissent désormais les affres de la famine. Ces milliers de rescapés en survie, privés d'eau et de nourriture, en sont réduits à manger « leurs vêtements ou leurs sacs en peau de chèvre ». Selon MSF : « tous les enfants de moins de cinq ans sont malnutris », dont « 80 % très sévèrement ». (AFP, Reuters).

■ TCHAD : des combats ont fait 18 morts. - Une attaque de rebelles contre un détachement de l'armée nationale tchadienne, lundi 17 août à Doba, dans le sud du pays, a fait 18 morts (13 chez les rebelles et 5 parmi l'armée), selon un communiqué du gouvernement. A N'Djamena, la Cour martiale a condamné lundi deux membres des forces de sécurité à la peine capitale pour meurtre. (AFP).

### MADAGASCAR : selon les premiers résultats partiels du référendum

## La nouvelle Constitution aurait été largement approuvée

Selon les premières indications, recueillies dans la nuit du mercredi 19 au jeudi 20 août, auprès du ministère de l'Intérieur, l'Assemblée, la nouvelle Constitution, soumise à référendum mercredi, aurait été largement approuvée par les quelque six millions d'électeurs malgaches : le « oui » rassemblerait plus de 70 % des suffrages exprimés. L'adoption de la nouvelle Constitution doit entraîner l'organisation d'une élection présidentielle dans un délai de deux mois, suivie par des élections législatives.

Toutefois, ces premiers chiffres sont à prendre avec beaucoup de précaution, car ils ne portent que sur 10 % - à peine - des résultats totaux. Ils font état d'une forte participation, dépassant 80 % des électeurs inscrits. Cela laisse entendre que la détermination des Malgaches à voter n'a pas été entamée, malgré les fortes tensions entretenues par les militants fédéralistes, fidèles au président Ratsiraka et farouchement opposés au référendum.

A Toliara (ex-Tuléar), sur la côte sud-est, où, selon certaines sources, les fédéralistes auraient empêché le bon déroulement du scrutin, les données du ministère de l'Intérieur indiquent vingt-cinq des trente-trois bureaux de la ville et font état d'une écrasante victoire du « oui », avec plus de 80 % des suffrages exprimés. En revanche, aucune information sérieuse n'a pu être obtenue concernant Antsiranan (ex-Diego-Suarez), principal fief des fédéralistes, qui continueraient à occuper l'hôtel de ville, l'aéroport et le siège de la radio-télévision locale. (AFP).



ASIE

# Cambodge : les Khmers rouges ou la tentation du repli

Les hommes de Pol Pot, qui ont marqué des points, ont peut-être choisi de tenir jusqu'au départ de l'ONU avant de tenter à nouveau leur chance

PHNOM-PENH  
de notre envoyé spécial

« Ils ont marqué des points, surtout sur le plan diplomatique. Mais leurs gains sur le terrain sont moins évidents. On a tendance à surestimer leurs moyens. L'opération de paix de l'ONU lute sur des obstacles surmontables. Le *« Khmer rouge est plus facile qu'on le croit à faire sauter »*. Tout le monde ne partage pas. A Phnom-Penh, cette opinion tranchée d'un diplomate occidental. Beaucoup pensent pourtant que les Khmers rouges jouent, avant tout, avec une grande adresse, des atouts qui ne sont pas forcément décisifs. Refusant d'appliquer l'accord de Paris, ils tirent sur la corde. A cette date, la tactique a été payante. Ils continuent d'enranger et donnent l'impression d'envisager, en attendant la

une partie de la chaîne forestière des Cardamomes dans les provinces de Battambang, de Pursat et de Koh-Kong. Ils en interdisent toujours l'accès aux « bérets bleus » et refusent que les observateurs de l'ONU occupent les postes prévus sur la frontière avec la Thaïlande. Ces deux zones, protégées par leurs commandos et des champs de mines, abritent de vastes concessions forestières et minières où opèrent des milliers, sinon des dizaines de milliers, de Thaïlandais. Ces régions d'accès difficile et insalubres sont, cependant, sous-peuplées : de cent mille à deux cent mille civils cambodgiens y vivaient sous leur férule.

A l'extérieur de ces deux bastions, leur présence est indéniable mais son poids est plus difficile à évaluer. Selon des officiers de l'ONU, elle s'est renforcée, depuis

désertions, individuelles ou de groupes, dans plusieurs provinces. Certains combattants, accompagnés de leurs familles, sont carrément rentrés dans leurs villages d'origine, même quand ces derniers sont situés dans des zones tenues par l'adversaire. Ici, pour séduire les populations, les Khmers rouges construisent un village modèle ou laissent les gens vaquer librement à leurs occupations. Ailleurs, leur main est plus ferme.

## Villages militaires

Ils laissent cependant s'opérer le rapatriement, sous les auspices du HCR (Haut-Commissariat pour les réfugiés de l'ONU), des pension-

naires ainsi perdus la moitié de leurs effectifs. Une division khmère rouge (il en existait de vingt-quatre à vingt-six, outre plusieurs régiments, autonomes, en octobre 1991) comptant en moyenne 450 hommes, il ne restait donc que de deux mille à deux mille cinq cents guerilleros encore organisés en unités constituées dans le Nord. Les autres auraient été démobilisés pour former, le plus souvent, par unité, des villages militaires. Ces soldats-paysans et leurs cadres pourraient ainsi être rapidement réactifs en cas de besoin.

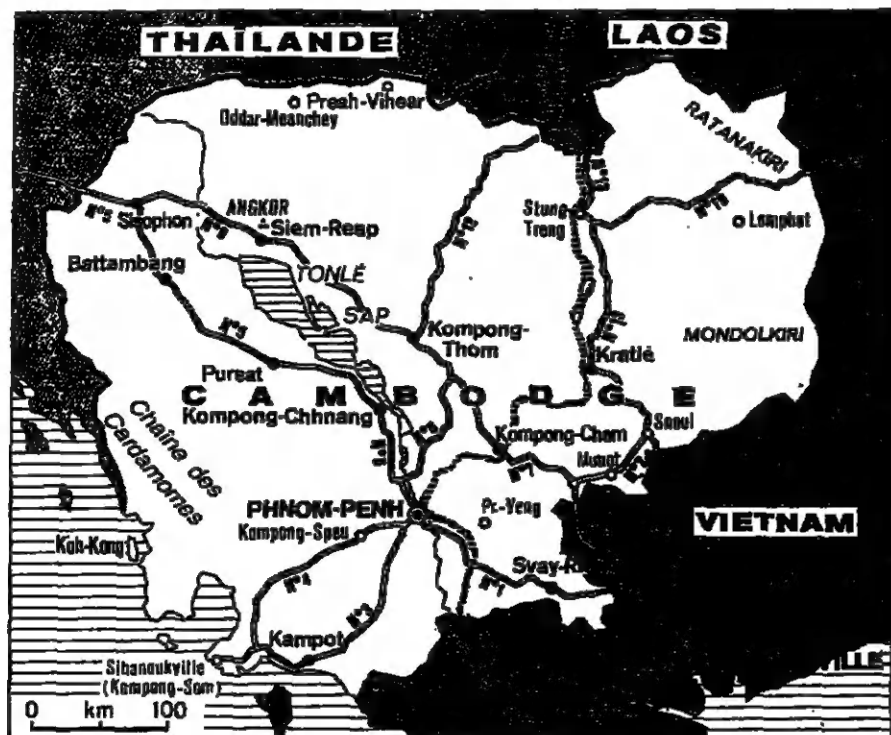
Ces dispositions, ainsi que la surexploitation précipitée, par des Thaïlandais, des mines de pierres précieuses et des forêts des régions de Pailin et de Koh-Kong, sur la frontière thaïlandaise, laissent penser que les Khmers rouges se préparent à toutes les éventualités. Japonais, Thaïlandais et, surtout, Chinois tentent de les faire revenir sur leur décision de ne pas appliquer la deuxième phase de l'accord de Paris, celle qui prévoit, depuis le 13 juin, le cantonnement des forces en présence et leur démobilisation.

Les Khmers rouges feront-ils, vers la fin de la saison des pluies, en octobre-novembre, quelques concessions à leurs anciens protecteurs chinois ou à leurs partenaires thaïlandais ? Ou décideront-ils de se fonder dans les forêts en attendant que le gros des contingents de l'ONU s'en aille, comme prévu, au plus tard au milieu de l'an prochain ?

Entre-temps, ils auront enregistré leurs principaux succès sur les plans diplomatique et politique. Tout en n'obtenant pas le démantèlement de l'administration de Phnom-Penh, qu'ils n'ont cessé de réclamer, ils ont attaché, à Tokyo début juin, sans contrepartie de leur part pour l'instant, un renforcement des pouvoirs du Conseil national suprême présidé par le prince Sihanouk et au sein duquel ils sont représentés.

## La communauté vietnamienne menacée

Sur le plan politique, ils ont contribué à réveiller l'animosité traditionnelle des Cambodgiens à l'égard d'une communauté vietnamienne très présente. Or l'économie du pays serait complètement désorganisée si cette communauté de travailleurs prenait assez pour se retirer. « Il faut leur interdire ce levier de politique intérieure », estime un diplomate occidental. L'ONU semble partager cet avis puisqu'elle a fermement signi-



fin de l'opération de l'ONU, de se replier sur eux-mêmes. Depuis la signature, voilà près de dix mois, de l'accord de paix, les Khmers rouges sont parvenus à isoler deux pans du Cambodge frontaliers de la Thaïlande. Dans le Nord, ils occupent une bonne part des provinces d'Oddar Meanchey et de Preah Vihear. A partir de cette zone, sous le commandement de Ta Mok, ils ont dégué un accès à la province de Kampong-Thom, dans le Cambodge central.

le début de l'année, dans le Nord-Ouest au détriment de deux petites armées, autrefois leurs alliées, l'ANS (sihanoukistes) et le FNLPK (républicains). Ailleurs, leurs attaques ont été, dans l'ensemble, repoussées par les forces de Phnom-Penh. « Parfois, ils procèdent à des tirs de barrage d'obus de mortiers mais n'occupent pas le terrain ainsi dégagé. Le bénéfice est donc bien limité », explique un officier d'état-major de l'APRONUC, l'Autorité provisoire de l'ONU pour le Cambodge.

En outre, au moins dans leur bastion du Nord, les Khmers rouges ont amorcé la démobilisation sur place de leurs soldats. Selon des sources bien informées, les douze divisions regroupées sous le commandement de Ta Mok

fié, à la suite du massacre de sept civils vietnamiens en juillet, qu'elle ne tolérât pas le moindre abus contre les minorités.

Pour l'instant, l'ONU a décidé de se passer de leur concours. « Les chiens aboient, la caravane passe », résume un Français. Mais la tactique n'est valable que si l'on est sûr qu'à terme, les Khmers rouges reviendront sur leur refus d'appliquer l'accord de Paris. Or ces derniers, pour l'instant, ne font pas marche arrière. Non seulement, ils exigent toujours le démantèlement de l'administration de Phnom-Penh mais ils menacent de ne pas participer, à moins qu'on leur donne satisfaction, aux élections générales prévues en mai 1993.

Et ils laissent entendre que la communauté vietnamienne pourrait être victime de l'une des Cambodgiens. Envisageraient-ils de faire le dos rond avant de tenter de semer le chaos ? La pari serait risqué. « Mais, pour les Khmers rouges, juge-on observateur européen, toute solution comporte fatalement de sérieux risques ».

JEAN-CLAUDE POMONTI

## AFGHANISTAN : en raison de la violence des combats à Kaboul

Les missions diplomatiques pourraient être évacuées

La poursuite des combats à Kaboul devrait entraîner l'évacuation de personnel des ambassades étrangères. « Le corps diplomatique n'est plus à même d'assurer sa mission. On s'oriente vers l'évacuation », a déclaré, mercredi 19 août, un porte-parole du Quai d'Orsay. « Il y a des consultations sur place. La date n'est pas fixée car les conditions de sécurité ne sont pas encore réunies », a ajouté le porte-parole, selon qui M. Roland Dumais a envoyé, mardi, un message au chargé d'affaires français, M. Thierry Bernadino, le félicitant « pour la qualité du travail accompli avec compétence et sang-froid dans les conditions les plus difficiles ».

## Mesures préventives

Mercredi, les forces gouvernementales ont lancé, sous la direction du ministre de la défense, Ahmed Shah Massoud, une offensive de grande envergure contre les forces du Hezb-islami qui pilonnent Kaboul depuis près de deux semaines. Selon un porte-parole officiel, le soutien d'une centaine de volontaires arabes. Une attaque du Hezb contre le sud et l'est de la ville a été repoussée, mais les gouvernementaux ne sont pas parvenus à reprendre la colline stratégique de Tappeh-Bik.

Le président Burhanuddin Rabbani a assuré que ses troupes « écraseraient les aventuriers ». Enfin, le Pakistan a décidé de prendre des « mesures préventives » pour empêcher toute livraison d'armes à l'Afghanistan. — (AFP, Reuters, APJ)

## INDE : Un « intouchable » élu à la vice-présidence du pays

M. Kocheril Raman Narayanan, un ancien diplomate, âgé de soixante-deux ans, a été élu vice-président de l'Inde, mercredi 19 août, à la quasi-unanimité des membres du collège électoral. C'est la première fois qu'un « intouchable » accède à un tel poste. L'élection de M. Narayanan, candidat du parti du Congrès au pouvoir, a été saluée comme une « victoire des forces de la justice sociale » par l'ancien premier ministre V. P. Singh. — (AFP, Reuters)

## Accord avec le Pakistan sur l'interdiction des armes chimiques

L'Inde et le Pakistan ont signé un accord sur l'interdiction des armes chimiques et sur le traitement des diplomates, à l'issue d'une rencontre de trois jours à New-Delhi, du lundi 17 au mercredi 19 août, entre ministres des affaires étrangères. Les deux pays ne sont toutefois pas parvenus à trouver un terrain d'entente sur la question du Cachemire, qui les oppose depuis leur accession à l'indépendance en 1947. — (UPI, Reuters)

## A TRAVERS LE MONDE

### ALGÉRIE

L'hebdomadaire « Assah-Afa » a été suspendu

L'hebdomadaire algérien indépendant satirique en langue arabe Assah-Afa a été suspendu, mercredi 19 août, par arrêté du ministère de l'Intérieur. Cette mesure « est motivée par le fait que ce journal a délibérément repris et diffusé, de manière assidue, le contenu de publications clandestines d'une association à caractère politique dissoute, s'en faisant ainsi le porte-parole et le complice », indique un communiqué du ministère qui précise que des poursuites seront engagées pour diffamation contre les responsables du journal.

S'il est vrai, comme l'indique le ministère, que l'hebdomadaire incriminé « s'est fait l'écho d'une information aussi outrancière que scandaleuse, selon laquelle les forces de sécurité auraient en leur sein un officier d'origine juive qui pratiquerait la torture et aurait assassiné 27 jeunes gens », les mesures de suspension et les poursuites paraissent justifiées. Ce n'était pas le cas pour les trois quotidiens indépendants le *Nation*, le *Nation et l'Éclair* et *l'Éclair*, suspendus il y a douze jours, le Monde du 11 août auxquels il était reproché de publier des informations « erronées et mensongères » portant « atteinte aux intérêts supérieurs du pays ».

Dix membres d'un groupe armé dans un accrochage avec la police. Dix membres d'un groupe armé, dont l'identité n'a pas été précisée, ont été tués mercredi 19 août, à Bab-Hassen, à une vingtaine de kilomètres d'Alger, lors d'un accrochage avec les forces de l'ordre, a indiqué une source officielle. Trois membres des forces de l'ordre ont été blessés, lors de cet accrochage. — (AFP)

### GÉORGIE

Appel des Abkhazes à la résistance

Le président indépendantiste du Parlement abkhaze, M. Vladislav Ardzimba, est apparu mercredi 19 août sur les écrans de la télévision russe pour appeler les troupes géorgiennes à évacuer l'Abkhazie, où leur intervention a fait, a-t-il souligné, au moins soixante-dix morts et un millier de blessés en cinq jours. Cet ancien recteur de l'Université abkhaze s'est réfugié, avec une partie des députés abkhazes, dans le district de Goudouta, à 45 kilomètres au nord de Soukhoumi sur la mer Noire, le seul des huit districts de cette République autonome de Géorgie où la population abkhaze est majoritaire. Des députés nationalistes abkhazes s'y sont déclarés prêts à « faire la guerre jusqu'à la liberté », alors qu'une délégation du Conseil d'État géorgien s'est rendue à Goudouta mercredi soir pour négocier, apparemment sans résultats.

Une détente est intervenue avec la Fédération, mercredi, du vice-premier ministre de Géorgie, M. Sandro Kouassava, arrivé le 9 juillet par les partisans de l'ancien président Gamsakhouria. Sa détention en territoire abkhaze était une des raisons de l'intervention armée géorgienne. Deux autres hauts dirigeants géorgiens restent toujours détenus en otage. — (AFP, Reuters)

### ZAÏRE

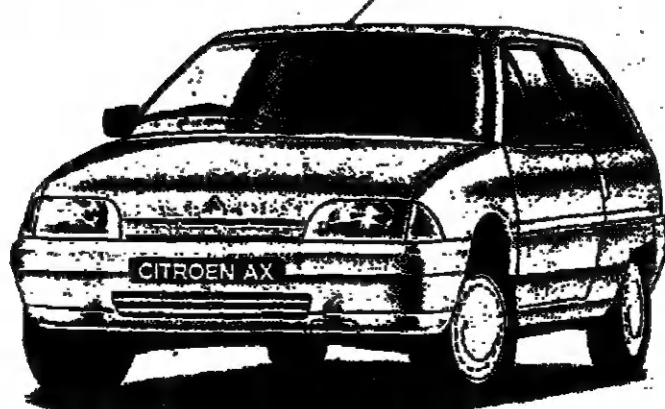
M. Tshisekedi investi dans les fonctions de premier ministre

Le président Mobutu Sese Seko a signé, mercredi 19 août, l'ordonnance portant investiture de M. Étienne Tshisekedi en qualité de premier ministre, a annoncé, mercredi soir, la télévision nationale. Personnalité parmi les plus populaires de l'opposition, M. Tshisekedi, président de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), avait été désigné premier ministre, en fin de semaine dernière, par la Conférence nationale souveraine, réunie à Kinshasa.

Le secrétaire d'État adjoint américain pour les affaires africaines, M. Herman Cohen, a adressé un message de félicitations à M. Tshisekedi, qui aura, écrit-il, la charge difficile de gouverner le Zaïre durant cette période délicate qui précède les élections, a rapporté l'agence de presse zaïroise AZAP. — (AFP)

## LES AFFAIRES DE L'ÉTÉ

# DES OCCASIONS QUI ONT ENCORE L'ODEUR DU NEUF.



CHEZ CITROËN DU 10 AU 31 AOÛT 1992 ÉCONOMISEZ JUSQU'À 15.000 F

Sur toute la gamme, CITROËN vous propose des véhicules AM 92, signalés par un point rouge, à très faible kilométrage : moins de 5000 km, garantis 1 an pièces et main-d'œuvre et en plus à des prix exceptionnels. CITROËN privilège TOTAL

De la CITROËN AX à la CITROËN XM, économisez de 5 à 15.000 F par rapport au tarif véhicules neufs du 13 avril 1992. L'occasion à ne pas rater. En août chez CITROËN les affaires ont l'odeur du neuf.



CITROËN

CITROËN EUROCASION



La campagne pour le référendum du 20 septembre

M. Bérégovoy : « La victoire du « oui » ne fait pas de doute »

Le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, a déclaré, mercredi 19 août, sur Antenne 2, que « la victoire du « oui » ne fait pas de doute » au référendum du 20 septembre prochain sur la ratification des accords de Maastricht. Il a regretté cependant qu'un sein de l'opposition des partisans du « oui » soient « assez discrets ». « J'attends avec une certaine impatience que M. Jacques Chirac dise franchement qu'il vote « oui », a-t-il ajouté. Si le « non » l'emportait, ce serait la fin de la construction européenne », car, a-t-il averti, « il n'y aura pas de deuxième chance ».

Interrogé sur la guerre dans l'ex-Yougoslavie, M. Bérégovoy a affirmé que le fait que « l'Europe ne fasse pas assez en Yougoslavie est la justification de Maastricht ». « C'est une raison de plus de voter « oui » au référendum du 20 septembre », a indiqué le premier ministre. « Si l'Europe n'y avait pas eu, aujourd'hui, l'Europe telle qu'elle existe, il y aurait eu le risque de conflit entre les alliés des Serbes, les alliés des Croates et les alliés des Slovènes. Si l'Europe n'y avait pas eu la Communauté européenne, on se retrouverait Français et Allemands et Italiens, la Yougoslavie aurait risqué d'être le champ des rivalités nationales d'aujourd'hui. On a comparé ce qui se passe en Yougoslavie à ce qui s'est passé au Moyen-Orient, où l'Irak avait annexé le Koweït et se préparait à éliminer la Syrie et l'Arabie saoudite. C'était la souveraineté qui était en cause. Ce qui se passe en Yougoslavie est fort différent, c'est une guerre civile qui oppose des nationalités ».

Pour M. Bérégovoy, « il y a eu, au départ, une erreur, car on n'a pas écouté suffisamment M. François Mitterrand, qui s'était prononcé, le premier, pour le droit à l'autodétermination, mais qui, en même temps, avait demandé que l'on prévienne un statut international de sauvegarde et de protection des minorités ».

Selon l'institut CSA

Le « non » progresse

Selon un sondage réalisé par l'institut CSA pour l'événement du jeudi (daté 20-26 août), l'écart se réduit entre le « oui », qui représenterait 53 % des intentions de vote des électeurs certains de s'exprimer lors du référendum sur Maastricht, et le « non », qui atteindrait 47 %.

A un mois, jour pour jour, du scrutin, ces chiffres révèlent une lente dégradation du « oui » au profit du vote contraire. Les enquêtes réalisées ces dernières semaines par le même institut montrent que les intentions de vote en faveur du « oui » s'élevaient à 54 % début juillet (46 % pour le « non »), à 56 % courant juin (44 % pour le « non ») et à 60 % au début du même mois (31 % pour le « non »). Les variations, vous blancs ou nuls et « sans réponse », réunis, représentaient respectivement 39 %, 50 % et 42 % lors de ces trois sondages (50 % - 50 % - 50 %).

Comme l'indiquait l'hebdomadaire, il apparaît que le « oui » est « plus jeune, plus urbain, plus instruit, plus à gauche que le « non », plus âgé, plus provincial, moins diplômé et plus à droite ». Cependant, l'ensemble des électeurs favorables se retrouvent en ce centre gauche et centre droit, alors que ses opposants émet-

M. Séguin (RPR) voit dans les événements de Bosnie une raison supplémentaire de refuser Maastricht

M. Philippe Séguin a repris, mercredi 19 août, sa campagne pour le « non » au référendum du 20 septembre sur l'Union européenne. Le député (RPR) des Vosges a visité les stations balnéaires de Pornichet et de La Baule, en Loire-Atlantique, avant de prendre la parole devant un millier d'auditeurs à Beaufort-en-Vallée (Maine-et-Loire). Il a expliqué que les événements de l'ex-Yougoslavie sont, à ses yeux, une raison supplémentaire de refuser le traité de Maastricht.

BEAUFORT-EN-VALLÉE (Maine-et-Loire)  
de notre envoyée spéciale

M. Philippe Séguin ne s'est accordé que dix jours de vacances avant de reprendre, mercredi 19 août, sa campagne pour le « non » à Maastricht. Lui qui affirme que « la charge de la preuve, dans ce débat autour du traité de Maastricht, revient aux partisans du « non » n'a pas l'intention de faire sa campagne à moitié. Pour convaincre les indécis, il a inscrit à son agenda pas moins de vingt-six réunions publiques d'ici au 20 septembre.

Le député (RPR) des Vosges a trouvé un encouragement à Beaufort-en-Vallée (Maine-et-Loire), une commune de cinq mille habitants, où près d'un millier de personnes sont venues assister à son meeting. Outre les thèmes déjà développés lors de ses précédentes réunions (le Monde des 23 juin et 23 juillet), il a livré à son auditoire les enseignements qu'il tire de la situation yougoslave.

Bien qu'il se défende de « tout passer à la moulinette maastrichtienne », M. Séguin a expliqué que la guerre de Bosnie-Herzégovine le conforte dans l'idée de voter « non » au référendum. Selon lui, ceux qui affirment que l'Europe de Maastricht permettrait d'intervenir dans l'ex-Yougoslavie « commettent un contresens de politique étrangère », car « on ne peut à l'Europe communautaire une ambition qu'elle ne peut pas assumer et que la majorité de ses

membres ne veulent pas assumer ». Observant que seules la France, la Grande-Bretagne et, dans une moindre mesure, l'Espagne et la Belgique se déclarent prêtes à utiliser la force, M. Séguin a affirmé qu'elles ne pourraient pas le faire dans le cadre du traité de Maastricht, car « elles seraient mises en minorité par les pays qui n'ont pas vocation à être des puissances mondiales ».

« S'en remettre aux Nations unies »

Il est allé plus loin en déclarant que « l'Europe communautaire n'a pas plus de légitimité pour intervenir militairement en Bosnie-Herzégovine que n'en aurait l'Irak, si ce pays décidait de protéger des convois humanitaires à destination des populations musulmanes de cette région ».

Aussi souhaite-t-il que « l'on s'en remette à l'ONU » et que celle-ci « pilote elle-même les opérations », selon M. Séguin, « il faudrait, à l'avenir, créer une entité comprenant tous les pays européens » sous l'égide des Nations unies, selon le modèle de l'Organisation des Etats améri-

cains, et qui aurait, ainsi, la légitimité nécessaire pour intervenir dans ce genre de conflit.

Le succès de la réunion de Beaufort-en-Vallée, au moment de la publication, dans l'événement du jeudi (lire ci-contre), d'un sondage selon lequel 47 % des Français auraient l'intention de voter « non » au référendum - contre 53 % de « oui » - n'a pas manqué de réjouir le député des Vosges. S'il pense que le « non » peut l'emporter, M. Séguin reste, cependant, prudent sur la signification de chiffres qui sont susceptibles d'évoluer d'ici au 20 septembre. A l'évocation de la possible victoire du « non », il a déclaré que « cela ne changerait rien dans les rapports de forces au sein de l'opposition » et, loyal, il a assuré qu'il continuera à soutenir M. Jacques Chirac pour l'échéance présidentielle. Et d'affirmer que au lendemain d'un tel résultat, il se contenterait de... « prendre de vraies vacances ».

M. de Villiers veut associer opposition au traité et opposition à M. Mitterrand

M. Philippe de Villiers, député (apparenté UDF) de la Vendée, et ses amis de la Coordination pour l'Europe des nations, ont présenté, mercredi 19 août, les arguments qu'ils vont exposer dans leur campagne contre le traité de Maastricht. Réunis dans un livre, *Notre Europe sans Maastricht* (éditions Albin Michel), ces arguments tournent autour d'un double thème : « l'Union européenne telle que la prévoit le traité et à M. François Mitterrand, présenté par le député de la Vendée comme engagé personnellement par ses accords. « Le traité de Maastricht, c'est le traité de M. Mitterrand », a affirmé M. de Villiers. Il a été une partie prenante active dans cette négociation. Il faut qu'il en assume la responsabilité ».

Entouré de MM. Michel Pozia-

towski, sénateur (UDF-PR) du Val-d'Oise, Alain Griotteray, député (UDF) du Val-de-Marne, François d'Aubert, député (UDF) de la Mayenne, Louis de Broissia, député (RPR) de la Côte-d'Or, Bernard Seiller, sénateur (UDF-PR) de l'Aveyron et Jean Kiffer, député (apparenté RPR) de la Moselle, l'ancien ministre délégué dans le gouvernement de M. Jacques Chirac a expliqué que « Maastricht est l'idéologie de substitution du socialisme français », lequel propose de « se débarrasser de la Vendée pour se débarrasser des problèmes de la France ». « M. Mitterrand veut faire une opération de politique intérieure », a-t-il assuré. On entend dire qu'il s'exprime à la télévision. Tant mieux ! Chiche ! C'est la vision du traité de M. de Villiers, qui a

qualifié M. Jack Lang de « clown distingué ». M. de Villiers s'est félicité d'apprendre (le Monde du 20 août) que le ministre de l'éducation nationale et de la culture est chargé de la coordination de la campagne pour le « oui ». « M. Lang, a-t-il commenté, est pour M. Mitterrand le Chat botté du marquis de Carabas. (...) Quand on n'a pas d'idées, on fait appel à des publicitaires ». Dénonçant, dans le traité de Maastricht, une Europe qui serait celle « du gouvernement des sages, du gouvernement des juges et du gouvernement des gouverneurs des banques centrales », le député de la Vendée a affirmé que « la dynamique du « non » s'alimente à l'actualité quotidienne », qu'il s'agisse de la guerre dans l'ex-Yougoslavie ou de l'affaire des déchets.

Les dangers du « non »

Seule de la première page

La création de cette monnaie européenne n'aurait rien d'automatique : elle impliquerait un accord de notre pays dans cinq à sept ans, les parités monétaires étant fixées à l'unanimité. En outre, chaque Etat conserverait la maîtrise de sa politique budgétaire et fiscale, dans des limites qui ne seront pas plus strictes que celles d'aujourd'hui, au sein du système monétaire européen.

Pour conséquent, la création de l'UEM ne signifie pas la renonciation à toute ambition, à toute influence, la renonciation de l'Etat à se gouverner lui-même. Il est inexact, aussi, de penser qu'une monnaie européenne forte conduirait à une politique récessionniste, alors que l'Allemagne a démonté le contraire depuis trente ans. De toute manière, monnaie européenne ou pas, il faudra bien que les Etats européens réduisent les énormes déficits budgétaires qu'ils ont laissés se creuser ces dernières années, pour autant, obtenir une croissance forte et durable.

Il est inexact, encore, de dire qu'une politique monétaire commune entraînerait l'aggravation du chômage ; ce qui est vrai, en revanche, c'est que la stagnation économique et le chômage actuels résultent, pour une bonne part, de taux d'intérêt élevés, dus à la politique solitaire de la Bundesbank, sur laquelle s'alignent les autres pays, dont le nôtre ; l'Union économique et monétaire aura justement pour objet de nous mettre à une règle décidée en commun par les Etats membres de la Communauté la fixation des taux d'intérêt.

Ceux qui sont tentés de voter « non » doivent réfléchir aux risques que comporterait une telle décision. Risques pour l'Europe : certes, Maastricht rejette, le traité de Rome, l'accord sur le système monétaire européen, l'acte unique, le traité sur l'Union de l'Europe occidentale demeuraient en vigueur, mais qui

américaines, face au danger de désordre à l'est, l'Europe devrait abandonner tout espoir d'indépendance véritable.

Risques pour la France. C'est la France qui a assuré le progrès de l'Europe des origines en se réconciliant avec l'Allemagne. Aujourd'hui, sa prospérité dépend de la cohésion économique de l'Europe, sa sécurité dépend de la cohésion politique et militaire de celle-ci. La France ne peut être seule ; son avenir dépend de son association avec ses voisins.

Le rejet du traité ne rendra pas la France plus libre ; il permettra simplement à l'Allemagne d'agir à sa guise, sans souci de ses voisins ni de ses partenaires, de n'être guidé par aucune règle européenne commune dans son rôle de puissance militaire, économique, financière et monétaire dominante, au centre du continent.

La aussi, nous dit-on, il y aurait des solutions de remplacement. On pourrait créer une grande zone de libre-échange, qui mettrait fin à la bureaucratie des Etats-Unis et du Japon. Au sein de cette zone, l'Allemagne constituerait tout naturellement le noyau central autour duquel les autres pays graviteraient. Est-ce là l'intérêt de la France ?

On nous dit également que la France pourrait voir sa sécurité assurée par un pacte européen, qui comprendrait la Russie et qui garantirait la stabilité du continent. Est-il réaliste d'imaginer de conclure une alliance avec un pays aussi incertain, à l'avenir aussi sombre que l'est la Russie ? L'alternative ne serait-elle pas, car de dissolution de l'Union européenne, une alliance germano-américaine, sur laquelle seraient fondés désormais l'équilibre et la sécurité du Vieux Continent ? Est-ce cela l'intérêt de la France ? Est-ce cela qui lui permettrait de compter davantage ?

Pour notre pays, le choix est clair : ou bien prendre sa part et jouer son rôle dans une coopération européenne politique, économique et militaire bien organisée et bien équilibrée ; ou bien, l'Europe étant

Un débat alimenté par la guerre

Seule de la première page

Comme l'a rappelé M. Pierre Bérégovoy, mercredi 19 août, sur Antenne 2, un conflit comme celui qui oppose les Serbes et les Croates aurait risqué d'entraîner, il y a cinquante ans, une confrontation des puissances européennes en quête d'influence ou d'expansion, et « protectrices » des uns ou des autres. Si, aujourd'hui, des différences d'appréhension notables ont pu être observées entre la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, l'impératif d'une action concertée a été, cependant, respecté, et les rivalités potentielles ont été maîtrisées.

La guerre de Bosnie-Herzégovine donne néanmoins à l'Europe, prise au sens large, un visage qui contraste tragiquement avec celui qu'elle présentait il y a trois ans, alors que le mur de Berlin s'effondrait et que, les uns après les autres, les anciennes « démocraties populaires » accédaient à la démocratie tout court.

La puissance d'attraction du modèle occidental - américain, certes, mais aussi européen de l'Ouest - paraissait alors irrésistible et M. François Mitterrand évoquait une vaste « confédération » réunissant l'Europe qui « rentrait chez elle ». La part de rêve que comporte le projet communautaire européen y trouvait une nouvelle jeunesse, qui semblait avoir de nouveau cédé le pas, aujourd'hui, aux pressions des nécessités du marché, des intérêts réciproques et de leur orchestration technocratique. Ses adversaires y trouvaient argument pour dénoncer l'infirmité politique de cette entreprise-là face aux passions nationales.

La cause des détracteurs de la construction européenne paraît donc, comme le souligne l'un d'entre eux, M. Philippe de Villiers, servir par l'actualité, et il est tentant de voir dans le sondage de l'institut CSA, indiquant une progression légère des intentions de vote négatives au référendum du 20 septembre, la traduction du doute qui tendrait à s'emparer d'un nombre croissant de citoyens. L'impuissance

PATRICK JARREAU

EDOUARD BALLADUR



Alors que le garde des sceaux engage de nouvelles discussions avec les syndicats

## La révolte des détenus a pris le relais du mouvement des surveillants

La colère des détenus a pris le relais, mercredi 19 août, de celle des surveillants : alors que les forces de l'ordre intervenaient dans les établissements de Saint-Maur (Indre) et des Baumettes, à Marseille, un détenu de la prison de Mulhouse (Haut-Rhin) est décédé dans la soirée après être tombé d'un toit lors d'une mutinerie. De nouvelles discussions conduites par le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, devaient avoir lieu jeudi 20 août avec les syndicats des personnels pénitentiaires à Paris. Intervenant sur TF1, M. Vauzelle a annoncé que les créations d'emplois figurant au budget 1993 se compteraient « non par dizaines mais par centaines ».

Ce que le monde pénitentiaire craignait depuis le début du mouvement de protestation des surveillants s'est produit, mercredi soir, devant les caméras de télévision : à l'issue d'une mutinerie qui durait depuis plusieurs heures, un détenu de la prison de Mulhouse (Haut-Rhin) a trouvé la mort en tombant d'un toit. Le mouvement des surveillants, déclenché lundi à la suite du décès d'un gardien tombé sous les coups d'un prisonnier, a donc conduit, trois jours plus tard, à la mort d'un détenu. Comme si vie et mort dans ces deux groupes qui vivent de part et d'autre des barreaux étaient indissolublement liées.

L'administration pénitentiaire, qui redoutait l'embrasement des prisons depuis le début du mouvement, a vu la situation se détériorer au fil de la journée, mercredi : les CRS ont dû entrer dans la maison d'arrêt des Baumettes afin de pallier l'absence des surveillants, et les gendarmes sont intervenus à la maison centrale de Saint-Maur, qui ne pouvait plus fonctionner normalement. Privés depuis plusieurs jours de parloirs, d'activités, de travail, de douches, et parfois de promenades, les détenus n'ont pas tardé à manifester leur colère : dans les maisons d'arrêt de Maubeuge et de Béthune, au centre de détention du Val-de-Reuil et au centre de jeunes détenus de Fleury-Mérogis, les détenus ont refusé de regagner

leurs cellules à l'issue de la promenade. A la maison d'arrêt de Saint-Denis de la Réunion, où les détenus ont mis le feu à du mobilier, les forces de l'ordre sont intervenues mercredi.

Depuis le blocage des prisons par les surveillants, la chaleur et la privation des seules ouvertures sur l'extérieur que sont les parloirs se sont en outre accompagnées de ces mille et une privations qui deviennent rapidement insupportables lorsque l'on passe vingt-deux heures sur vingt-quatre en cellule : pas de douches, ici, pas de « cantines », là — cette possibilité d'acheter cigarettes, papier à lettre, ou nourriture. Au Val-de-Reuil, l'un des motifs de colère des détenus serait ainsi l'absence de changement des draps. Les détenus, qui suivent tous le conflit des surveillants à la télévision, de leurs cellules, ont également mal réagi aux déclarations de certains syndicats au sujet de la création de quartiers « spécialisés » réservés aux détenus les plus « dangereux ».

### Déjà et furieux

Aux difficultés du métier de surveillant, répond le ministre des prisons : au 1<sup>er</sup> juillet, les prisons françaises comptaient 34 811 détenus, soit le chiffre le plus élevé depuis 1948. En vingt ans, l'administration pénitentiaire a vu les courbes d'incarcération s'enflammer : de 1971 à 1991, le nombre de détenus est passé de 29 549 à 47 169, soit une augmentation de près de 60 %. Malgré le lancement, en 1986, de la construction de vingt-cinq prisons à gestion mixte comprenant 13 000 places, les détenus sont à nouveau à l'étroit : dans l'attente de l'ouverture complète de ces nouveaux établissements, les 54 811 détenus se répartissent aujourd'hui sur un parc pénitentiaire de 45 000 places. Avant même le début du mouvement de protestation, la situation était jugée « fragile ». Chacun sait aujourd'hui, à l'administration pénitentiaire, que si la situation se prolonge, il sera très difficile d'éviter de nouveaux drames.

Les discussions engagées mercredi 19 août avec les syndicats des personnels pénitentiaires ne paraissent toutefois pas de nature à calmer le mouvement. A l'issue de deux heures de réunion, les six syndicats présents — l'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAF),

Force ouvrière (personnels pénitentiaires et personnel de direction), l'UGSP-CGT, l'Union de syndicats pénitentiaires, la CFTD et le SNV-PAP-FEN — se sont dits « déçus », voire « furieux ». Le secrétaire général de l'UFAF (35,35 % des voix lors des élections professionnelles de 1991), M. Gilles Sicard, déclarait avoir « perdu son temps », tandis que le représentant de Force ouvrière (32,43 % des voix), M. Rudolf Hughes, dénonçait « l'absence de propositions concrètes » avant d'envisager « le pire : une insurrection ». Quant à l'UGSP-CGT (11,55 % des voix) et l'USP (10,8 % des voix), elles affirmaient que les déclarations de l'administration pénitentiaire étaient « les mains vides ».

Le directeur, M. Jean-Claude Karsenty, qui ne pouvait leur donner des chiffres précis en matière de créations d'emplois, leur avait proposé de réaffecter certains locaux afin de renforcer la sécurité. Il suggérait notamment d'ouvrir les maisons centrales non plus seulement aux condamnés à plus de dix ans de réclusion criminelle mais aussi à ceux qui ont été condamnés à plus de cinq ans et de réaffecter certains locaux des centres de détention régionaux.

Au sujet de la création de quartiers « spécialisés » réservés aux détenus « dangereux », la position du ministre est claire. Il peut y avoir des effectifs supplémentaires pour une révision des classifications de détenus, mais il n'y aura aucun changement de réglementation : les détenus ne verront pas leurs droits bouter d'un iota. A l'issue de la réunion, les syndicats ont jugé les mesures proposées « décevantes », tous attendent avant tout des chiffres précis en matière de créations d'emplois.

### Des créations d'emplois par centaines

Le gouvernement, qui a fini par prendre la mesure de la situation, est intervenu à deux reprises à la télévision, dans la soirée, par la voix du premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, et du garde des sceaux, M. Michel Vauzelle. Après avoir rendu hommage au surveillant assassiné à Rouen, M. Bérégovoy a déclaré, sur Antenne 2, que les discussions avec les syndicats seraient conduites par le garde des sceaux, qui leur « annoncerait les créations

d'emplois prévues au budget [1993] ». « Les crédits de la justice vont augmenter et des créations d'emplois importantes auront lieu dans l'administration pénitentiaire », concluait-il. M. Vauzelle, qui était au même moment l'invité de TF1, annonçait pour sa part que ces créations d'emplois se compteraient « non par dizaines, mais par centaines ».

« Il y a eu 4 250 emplois et vingt-cinq établissements créés (dans la pénitentiaire) depuis 1988 », soulignait-il. (...) Depuis que je suis ministre de la justice, depuis cinq mois, je me préoccupe d'obtenir un budget qui me permette d'accroître ces effectifs. Le budget de la justice, avec un accroissement pour l'année prochaine de 6,7 %, est pratiquement le double de la limite qui avait été indiquée par le premier ministre, mais il a accepté que la justice soit prioritaire ».

Les syndicats, qui devaient rencontrer MM. Vauzelle et Karsenty jeudi 20 août en fin de matinée, attendent maintenant des propositions claires et chiffrées. Leur colère ne sera pas facile à apaiser : depuis quatre ans, le monde pénitentiaire ne cesse de chavirer au rythme des mouvements de surveillants. A l'automne 1988, un premier mouvement avait stupéfié un monde pénitentiaire peu habitué à voir cette profession se révolter contre l'autorité. Un an plus tard, le conflit renouait avant de se conclure par une épreuve de force et des révolutions. Un dernier mouvement avait eu lieu à l'automne 1991, après l'annonce des créations d'emplois prévues au budget 1992 : indignés par l'« insuffisance » des effectifs réservés à la pénitentiaire, les syndicats menaçaient — déjà — de cesser le travail afin d'obtenir des effectifs.

Souvent déterminés, parfois divisés, les surveillants ont le sentiment de tenir depuis plusieurs années la chronique d'une catastrophe annoncée. « Nous disons depuis 1988 que les effectifs sont insuffisants, note ainsi un surveillant. Les gens, du coup, sont furieux : ils n'ont jamais vraiment digéré les échecs des conflits de 1988-1989 et ils ont le sentiment de répéter depuis des années les mêmes erreurs sans être entendus. Ils ne retourneront pas en détention sans avoir des assurances claires sur les effectifs ».

ANNE CHEMIN

Un projet de loi de M. Jean-Pierre Sueur

## Le gouvernement va proposer la suppression du monopole communal des pompes funèbres

M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, devrait présenter au cours d'un prochain conseil des ministres un projet de loi modifiant l'organisation des pompes funèbres. Ce texte, qui prévoit l'abandon du monopole des communes, permettra aux familles de choisir entre plusieurs entreprises pour organiser les obsèques de leurs défunts.

Héritage des lois de séparation de l'Eglise et de l'Etat qui encadraient la félicitation de la société, le texte de 1904 qui avait donné aux communes le monopole de l'organisation des services de pompes funèbres devait bientôt laisser la place à une législation beaucoup plus libérale. Le projet du secrétaire d'Etat aux collectivités locales va en effet élever aux maires le pouvoir d'organiser le service des pompes funèbres sur leur commune. Les municipalités confieront actuellement l'exécution de ces prestations (mise en bière, transport, organisation des cérémonies, inhumation ou crémation...) soit à des sociétés privées, soit à des sociétés municipales (1). Rares sont celles qui ont autorisé plusieurs sociétés de pompes funèbres à proposer leurs services sur le territoire de leur commune.

### Modifier la législation

Malgré un assoupissement qui donne, depuis 1986, la possibilité aux familles de faire appel, dès lors que la commune n'a pas la mise en bière et l'inhumation ou la crémation, à une entreprise privée, la loi de 1904 est restée restrictive. Elle a entraîné ces dernières années à la fois l'établissement d'un quasi-monopole (2), une grande diversité des prix et un manque de contrôle et de transparence du marché. Des critiques ont d'ailleurs été rendues publiques, en janvier 1990, par le rapport d'une commission

des trois inspections générales, finances, affaires sociales et administration (le Monde du 18 janvier 1990).

A la suite de deux arrêts de la Cour de cassation qui ont déclaré illégaux en 1990 et 1991 les poursuites pénales engagées contre les entreprises de pompes funèbres qui contournaient la réglementation — en particulier les sociétés du groupe Michel Leclerc —, il devenait urgent de procéder à une modification de la législation. Le projet de loi propose de confier aux préfets le soin de décerner de simples habilitations aux régies municipales et aux entreprises privées.

### Un délai de six ans

Le privilège d'exclusivité disparaîtrait. En contrepartie de l'ouverture à la concurrence, des sanctions sévères sont prévues pour les entreprises qui ne respecteraient pas le code de déontologie de la profession. Un Conseil national des opérations funéraires, réunissant les représentants des administrations, des élus, des professionnels, des consommateurs et des syndicats, sera créé.

Une période transitoire de six ans est prévue après la promulgation de la loi. Les maires ne pourront délivrer de nouvelles concessions pendant cette période. Les concessions à des régies communales ou à des entreprises privées seront maintenues et ne pourront être remises en cause par des entreprises privées non concessionnaires. Cette disposition, qui prolonge provisoirement le monopole communal, vise manifestement les sociétés de M. Michel Leclerc.

CHRISTOPHE DE CHENAY

- (1) Soixante-dix grandes villes placent directement les pompes funèbres à travers une régie municipale.
- (2) En 1988, les Pompes funéraires générales, filiale du groupe Lyonnais des eaux-Dumez, détenaient 42 % du marché.

## Marseille : les CRS dans les Baumettes

MARSEILLE

de notre correspondant

A l'issue d'une journée mouvementée, les CRS ont investi, mercredi 19 août, la prison des Baumettes. Une brève mais énergique émeute a opposé les forces de l'ordre aux manifestants qui bloquaient la porte d'entrée de la prison. Une surveillante blessée par un coup de matraque au visage a été hospitalisée.

L'intervention des forces de l'ordre a été chaleureusement applaudie... par les familles de détenus. Et pour cause : grâce à cette intervention, les visites et les parloirs ont été tant bien que mal assurés dans l'après-midi par les CRS, alors que depuis la veille tout était bloqué, qu'il s'agisse des transferts, des sorties, des repas ou des promenades dans l'enceinte de la pri-

son. Les visites avaient également lieu normalement, jeudi, dans la matinée.

Cette présence des CRS devrait se prolonger puisque les représentants syndicaux de Force ouvrière et de l'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAF) ont affirmé ne pas vouloir céder. Mercredi soir, les surveillants qui avaient manifesté l'intention de mener la porte d'entrée de la prison ont dû renoncer à cette action devant la mobilisation des forces de l'ordre.

Les détenus sont restés plutôt calmes, même si, dans la matinée, quelques torchons enflammés et des cris ont fusé des cellules. Mais les détenus sont plus de deux mille, alors que la prison, construite en 1936, devrait n'en abriter que la moitié, et la chaleur y est actuellement étouffante. — (Interim).

## Lyon : « Deuil de parloir »

LYON

de notre bureau régional

Sur les draps et les cartons fixés aux fenêtres des cellules, le même slogan a été répété plusieurs fois : « Deuil de parloir ». Depuis mardi 18 août, les détenus des prisons Saint-Paul et Saint-Joseph à Lyon restent bloqués en cellule, privés de promenades et d'activités sportives. Les douches, par 37 degrés à l'ombre, ont été supprimées et l'eau a été réduite dans les cellules. « Ils inondaient les bâtiments, explique M. Jean Macé, directeur des deux établissements lyonnais. Ils calfeutraient le dessous des portes, ouvraient les vannes dans leur cellule et lorsque le niveau était assez haut, laissaient filer toute l'eau ».

Mercredi matin, à Saint-Paul, les prisonniers se sont révoltés, frappant avec leur tabouret sur les portes des cellules. Une compagnie

d'intervention de la police urbaine a donc investi les lieux afin d'y rétablir l'ordre. « Il a juste fallu transférer dans le quartier disciplinaire cinq détenus particulièrement excités », raconte M. Macé. A 16 h 30, les policiers ont quitté l'enceinte pénitentiaire sans tension apparente.

Les prisonniers, visibles de la rue, semblent plutôt calmes. Leurs jambes battent avec régularité le mur gorgé de chaleur. Une jeune femme de détenu s'indigne de la réduction de l'eau : « D'accord, ce ne sont pas des anges, mais les traiter comme ça, quand même... » De sa cellule, un prisonnier hurle « pour qu'on sache, dehors ». Ajoutant : « Ils veulent faire monter la pression pour qu'on bouge et pour qu'on justifie toutes leurs salades. Leur gars qui est mort à Rouen, on n'y peut rien. »

S. A.

## Mulhouse : chute mortelle à la prison

MULHOUSE

de notre correspondant

Une explosion de violence a éclaté, mercredi 19 août, une partie du centre pénitentiaire de Mulhouse (Haut-Rhin), qui compte environ 400 détenus. Au tour de sept heures de mutinerie et d'une intervention de gendarmes mobiles, de policiers et de membres du Groupe d'intervention de la police nationale (GIPN) de Strasbourg, le bilan est lourd : un mort, vingt-trois blessés par brûlure, des intoxications par la fumée et des règlements de comptes entre prisonniers.

Condamné pour proxénétisme, Christian Héby a fait une chute mortelle de tout le haut bâtiment. Il a été tué par la chute de la toiture de la prison. Quant aux dégâts matériels, ils sont considérables. Le bâtiment administratif a été entièrement ravagé par le feu.

L'atmosphère s'était sensiblement dégradée depuis le départ, en septembre 1991, du directeur, M. Alain Chemin, nommé à la maison d'arrêt de Rouen. Son successeur, M. Blumstein, jusqu'alors sous-directeur de la centrale d'Ensisheim (Haut-Rhin), était très content à la suite d'un renforcement de la discipline.

« Dehors la direction ! », proclamaient deux banderoles tendues à bout de bras un peu plus de deux heures après le début de la mutinerie. Et lorsque après la chute mortelle du détenu M. Blumstein passa vers 20 heures dans la rue, escorté par des policiers, les quolibets et les protestations ont fusé de plus belle sur le toit.

Le précédent directeur était « l'homme des grands travaux et des améliorations », dit un responsable de l'établissement. Il avait mis sur la réinsertion, et l'établissement pénitentiaire de Mulhouse avait traversé de manière relativement sereine les précédentes crises des prisons françaises.

BERNARD LEDERER

## SPORTS

ATHLÉTISME : la réunion de Zurich

## La revanche dorée de Moses Kiptanui

Un record du monde a été battu lors de la réunion d'athlétisme de Zurich, dotée de 15 millions de francs, mercredi 19 août : celui du 3 000 mètres steeple, par le Kényan Moses Kiptanui, en 8 min 2 s 08 (ancien record : 8 min 5 s 36). L'Américain Carl Lewis s'est imposé dans le 100 mètres, tandis que l'Ukrainien Sergueï Bubka a dominé le saut à la perche, sans parvenir à améliorer son record du monde. La Française Marie-José Pérec a abaissé de 6 centièmes son record de France du 200 mètres, en 22 s 20.

ZURICH

de notre envoyé spécial

Un kilo d'or vaut-il autant qu'une médaille du même métal ? En brandissant son fagot, Moses Kiptanui ne semblait plus se poser la question. La récompense de son record du monde, offerte à l'avance et assise de 15 000 dollars (environ 80 000 francs), représentait pour lui une revanche sonnée et trébuchante. Au milieu d'un plateau garni par plus de cinquante médailles — dont quinze d'or — de Barcelone, le Kényan venait de faire oublier qu'il ne faisait pas partie de cette liste de la gloire olympique.

Le seul héros de cette soirée zurichoise n'a jamais foulé le tapis du stade de Montjuich. Fort de son titre de champion du monde du 3 000 mètres steeple, il aurait dû faire partie des grands favoris de la course olympique. Mais sur cette distance qu'il a écrasée depuis des années, les Kényans doivent d'abord affronter une épreuve plus

impitoyable que celle des Jeux : leurs propres émotions.

Ce jour-là, Moses Kiptanui souffrait d'un gonflement au pied gauche, causé par la chaleur et les cahots hivernaux. Il s'était classé quatrième, alors que trois billets étaient distribués pour Barcelone. Il avait eu l'élégance de ne pas réclamer le repêchage que d'autres vedettes avaient demandé et obtenu. Le Kenya s'était de toute manière fort bien débrouillé sans lui, puisque ses trois représentants se partageaient le podium olympique. « Je pense que j'aurais pu gagner cette course », remarqua simplement Kiptanui.

Depuis la fin des Jeux, le Kényan s'est donc attaché à le prouver — méthodiquement. A Monaco d'abord, où il a battu tous les vainqueurs de Barcelone. A Cologne ensuite, où, dimanche 16 août, il s'était approprié le record du monde du 3 000 mètres plat — une distance qui ne figure pas au programme olympique — en détournant à son profit le dispositif mis en place pour faire triompher l'Allemand Bauwmann. A Zurich, Moses Kiptanui a tenu sa revanche, à montrer qu'il n'avait pas besoin d'aide pour parvenir à battre le temps établi en 1989 par son compatriote Peter Koech.

### Un parcours atypique

Pour alimenter l'usine à records du monde qu'est le petit stade du Letzgründ, les organisateurs zurichois, en effet, ont prévu des « lieux ». Avant la course, ils rendent publics les noms de coureurs un peu mieux payés que les autres : anonymes pour assurer le train, et signaler les vedettes vers les performances espérées. Mercredi soir, le Belge et l'Américain chargés de la besogne sur 3 000 mètres steeple ont en la surprise de voir l'athlète

kényan qu'ils devaient tirer les listes sur place, à peine le premier kilomètre bouclé.

« Les livres étaient trop lourds », expliquait Moses Kiptanui. Aux deux kilomètres, j'ai vu que j'étais exactement dans le temps que je m'étais fixé et que j'allais battre le record. » Accompagné par une foule formidable clamant le Kényan pouvait offrir à la piste aux exploits son dix-neuvième record du monde. Et Kiptanui, qui avait effectué les deux tiers de la course seul, pouvait exhaler deux tours d'honneur pendant que ses rivaux peinaient à retrouver leur souffle.

Cet écart indique que Moses Kiptanui n'est pas tout à fait un coureur kényan parmi tant d'autres, devenu interchangeable à force de dominer le fond et le demi-fond à tour de rôle. Son parcours atypique et son jeune âge — il a vingt ans — le font échapper aux clichés sur les coureurs des hauts plateaux. L'homme de la tribu des Nandis pratique l'athlétisme depuis seulement deux saisons, après « deux longévités » consacrées au football. Constatant à beaucoup de ses compatriotes, Kiptanui n'est pas non plus l'homme d'une seule distance. Il reconnaît même avoir peu d'inclination pour les obstacles, même si son entraîneur soutient qu'il sera un jour le premier coureur de steeple sous les 8 minutes. Le Kényan rêve de polyvalence, de distances sans barrières, du 1 500 mètres au 10 000 mètres.

S'il ne s'est pas trop vite dans une quête effrénée des ligots et des billets verts, Moses Kiptanui pourrait ainsi devenir cette grande star qui manque à l'athlétisme kényan depuis l'arrêt d'Henry Kono. Il serait alors assuré de toucher l'or qui lui a échappé, celui des honneurs olympiques.

JÉRÔME FENOGLIO



# DES LIVRES

## La gloire déchuée de Kipling

La renommée de l'auteur de « Kim » ne cessa de décliner de son vivant et la postérité lui reprochera ses idées politiques et ses livres pour enfants

### ŒUVRES

T. II  
de Rudyard Kipling.  
Traduit de l'anglais  
par Joseph Dobrinsky,  
Jean-François Gouragues,  
Marie-Claire Hamard  
et Philippe Jodel.  
édition bilingue  
par Pierre Coustillas.  
Gallimard.  
« Bibliothèque  
de la Pléiade ».  
1696 p., 450 F.

La gloire qui entoura Kipling dès sa prime jeunesse, renforcée encore par l'attribution du prix Nobel en 1907 alors qu'il venait seulement d'entamer sa quarantaine – un point commun avec Camus – ne cessa de s'éloigner de lui, réduisant sa figure à celle du chantre de l'impérialisme, un symbole de l'esprit réactionnaire. De sorte que, déjà de son vivant, il devint une manière de génie obscur, méprisé par ses pairs dont la plupart, encore aujourd'hui, n'accordent à l'artiste qu'une considération réticente ou distraite.

Artiste, cependant, Kipling l'est avant toute chose, et c'est en cela même que réside sa principale caractéristique.

Borges, qui l'a tant admiré, échappant comme toujours aux lieux communs, expliquait cette désaffection des écrivains par l'égarement de Kipling parce qu'il le jouait pour ses opinions politiques, négligeant son œuvre – sans oublier qu'il a écrit à l'occasion pour les enfants, ce qui comporte le risque supplémentaire de ne pas être pris au sérieux.

Il n'est pas interdit d'ajouter à ces raisonnables raisons, en guise d'hypothèse, la diversité de registres de l'œuvre. Car tous les registres appartenaient à « ce compagnon des princes et frère des mendiants », comme on l'a appelé, qui triomphe dans le réalisme – sa langue s'emparant souvent de l'argot des soldats – aussi bien que dans une poésie aux rythmes majestueux et impossibles à chiffrer; dans le récit, la technique qui émerge et suggère plus qu'il ne dévoile; et dans le conte fantastique qui, chez lui, étale

avec élégance la trop évidente rupture du sacré.

Mais, puisque Sainte-Beuve semble être de retour, passons outre la prière que Kipling adresse à la postérité dans l'un de ses derniers poèmes : ne s'interroger que sur ses livres.

Il était né à Bombay en 1865, d'une mère fille de pasteur et d'un père professeur à l'école des beaux-arts – envoyé en Inde avec pour mission de sauver l'artisanat hindou, menacé par celui, commercial, de ses compatriotes. Il fut prénommé Rudyard en souvenir du lac anglais de ce nom, aux alentours duquel ses parents s'étaient aimés et l'avaient conçu.

Ses souvenirs d'enfance ? Des bazaris, des monceaux de fruits bigarrés, des fakirs acrobates, couverts de cendres et de sainteté, le tuteur sacré des brahmanes, un enfant musulman qui lance un crachat sur une statue de Bouddha, les temples peuplés de dieux ténébreux, les « jours de silence » où les Parsis abandonnent leurs dévotions aux vautours, la main d'un mort qu'on de ces vautours laisse tomber à ses pieds dans le jardin de la maison, la nourrice catholique priant devant les croix aux carrefours, et Meeta qui est son préféré parmi les domestiques – parce qu'il lui raconte intriguamment des histoires. Celle que l'enfant ne cesse de lui redemander a trait à une princesse changée en tigre; à la fin du récit Meeta se jette sur lui en rougissant.

Il s'en suit qu'à l'âge de six ans, l'enfant, parle mieux l'hindoustani que l'anglais. Aussi ses parents décident-ils de le ramener dans la mère patrie, et le voilà confié à une vague parente qui possède une foi immodérée dans la vertu pédagogique des châtiments : le trouve-t-elle, la nuit, en train de lire à la lueur d'une chandelle ? Après l'avoir battu, elle l'enferme dans la cave, et c'est ainsi que, entre lectures furtives et séjours dans le noir, l'enfant, contrainct une myriade de fois, d'écouter les lectures lui faisant des yeux, profitant d'où le surnom de « Scarabée » dont, par la suite, le gratifieront ses camarades d'école.

Un répit dans l'année : les vacances chez ses oncles et tante



Kipling à ses débuts.

Burne-Jones, où il a droit aux *Mille et Une Nuits*, à Shakespeare, Milton, Longfellow, Whitman, Jules Verne et... Gyp; et aux histoires racontées par les amis de la maison, et quels amis ! – Robert Browning, William Morris, Dante Gabriel Rossetti et sa sœur Christina, Ruskin qui dit à l'enfant que ses jouets avaient été les cathédrales, les musées, les encyclopédies. Tous parlent de la beauté qu'il faut mettre à la portée de tout le monde, et du Moyen Âge comme d'un rêve qu'il conviendrait aux hommes de renouveler.

Enfin, à treize ans, il est admis au collège de Westward Ho! – petite ville au bord de la mer dont le nom est le cri, l'ordre lancé jadis quand un bateau levait l'ancre en partance pour le

Nouveau Monde. Il y est heureux et s'initie aux raffinements des manières et, un moment, aux extravagances esthétiques de l'époque, préférant à l'instar de Wilde, les tournures et les lis aux autres fleurs, les éventails japonais, les tasses de porcelaine de Chine à dessein bleus.

Si l'on ajoute que le directeur du collège et ses amis organisent à Londres la première manifestation contre l'impérialisme britannique, on aura une idée de l'éducation que Rudyard reçoit et qui, certes, ne le prédispose pas à soutenir les idéaux dont il se fera ensuite le héros. Mais, lorsque la reine Victoria échappe de justesse à un attentat, comme obéissant à un besoin collectif, il publie, dans la revue du collège, un poème en l'honneur de la souveraine : *Av*

*Imperatrix*. Geste spontané qui marque une date décisive : celle où le destin se révèle à un être, alors qu'il ne ressemble pas encore à son destin (vingt-six ans plus tard, un autre poème – la *Veuve de Windsor* – provoquera l'indignation de la reine).

Kipling n'a pas encore dix-sept ans quand son père l'arrache à l'Angleterre pour le caser comme rédacteur à la *Gazette civile et militaire* de Lahore : chroniques des mondanités locales, « chiens égarés », portraits de villes... Mais promu, trois ans plus tard, responsable du supplément culturel du journal d'Allahabad, les faits divers, sous sa plume, se transforment en ballades, en de très brèves nouvelles – en deux ans, presque une centaine, – et tout va bien jusqu'au jour où il accuse de népotisme le commandant en chef de l'Armée des Indes. Scandale, licenciement, retour forcé en Angleterre où, en arrivant, en 1889, il constate avec stupeur que la renommée l'a devancé. On remarquera, au passage, que l'œuvre la plus célèbre sur l'Inde s'est forgée au cours de six ans de l'enfance et de six ans de la jeunesse d'un homme qui n'y retournera plus, sauf pour quelques jours.

Dès son arrivée à Londres il déploie une activité sans équivalent. La gloire ne se fit pas attendre, et ne cessa de grandir et de s'étendre bien au-delà des frontières. Et pourtant, lorsque vingt ans plus tard on entame la publication de ses œuvres complètes, on dirait qu'il appartient déjà au passé. Le groupe de Bloomsbury, qui commence à faire la pluie et le beau temps intellectuels, l'ignore. Et il faudra attendre qu'il meure, en 1936, pour que l'un de ses membres, T. S. Eliot, consacre à Kipling un essai enthousiaste – qui ne parviendra pas, pour autant, à fléchir le dédain de l'intelligentsia.

Kipling avait continué d'écrire et, dans les dernières années de sa vie, comme s'il avait accompli son devoir à l'égard des lecteurs, il s'était consacré, de plus en plus, à ce qui fut en fait sa véritable passion : la technique littéraire. Passion qui se manifeste avec éclat dans ses nouvelles ultimes – *Limits and Renewals* (1932) – encore inédites en fran-

çais (1), que Borges trouvait aussi labyrinthiques que celles de Kafka et de James, mais supérieures, tout en convenant qu'il faut être du bâtiment pour apprécier à sa juste mesure l'art tout en litotes d'un virtuose qui, astuce suprême, raconte les événements comme s'il ne les comprenait pas tout à fait.

Cela dit, elles ne sont pas sans rappeler quelques chefs-d'œuvre du jeune auteur de *Simples Contes de la montagne* (2), tels la *Porte des Cent-Douleurs*, dans la maison de Sudhoo ou *Transgression*. Ou bien la *Plus Belle Histoire du monde*, les *Bâtisseurs de ponts* et la *Ramée de songes*, entre bien d'autres faisant partie des recueils intitulés *Tours et Détours* (*Many Inventions*) et la *Tâche quotidienne* (*The Day's Work*), reproduits dans leur intégralité dans ce deuxième volume. Où l'on trouve également les récits de *Stalkey et Co* que nourrissent les souvenirs du collège de Westward Ho!, et les deux *Livre de la jungle* où, sous la fable qui charma son adolescence, l'adulte découvre un autre sens, et une véritable profondeur.

On ne se plaindra pas que l'édition de Kipling dans « la Pléiade » ne soit pas celle de ses œuvres complètes, ni que ses poèmes en soient exclus : l'écrivain fut trop prolifique, et souvent pressé par les besoins du journalisme; le poète, avec sa science prodigieuse des alliterations, intraduisible.

Somme toute, Kipling disait que tout ce qu'un écrivain peut espérer, c'est qu'il survive de son œuvre une part suffisamment bonne pour qu'un écrivain futur puisse tirer d'elle une intonation ou une tournure capables de raviver quelque ancienne vérité, ou un bonheur oublié. Ce bonheur, le voici, peut-être court, mais intense.

Hector Bianciotti

(1) Dernier projet de Gilles Barbedette, mort le 30 mars (le *Monde* du 1<sup>er</sup> avril), elles sont en cours de traduction chez Rivages.

(2) « La Pléiade », L. L.

## Kessel chez les soviets

L'écrivain-journaliste mêle fiction et réalité pour décrire le pays volé de son enfance

### MÉMOIRES D'UN COMMISSAIRE DU PEUPLE

de Joseph Kessel.  
Gallimard, 205 p., 92 F.

Grand voyageur devant l'éternel, Joseph Kessel avait des liens privilégiés avec la Russie : c'était la patrie de ses parents, des médecins juifs fuis en France après bien des péripéties. En 1905, ils commencent leur petite famille (Joseph et ses frères) passer quelques années à Orenbourg dans l'Oural, au milieu des steppes.

Joseph, qui avait huit ans, y tissera son paysage intérieur, celui qui ne s'efface pas. Il retourne là-bas en 1918. L'armée française, où il s'était engagé, l'avait envoyé en Sibérie pour une mission internationale. Il put constater les dégâts : on lui avait changé, on lui avait volé le pays de son enfance. Il avait découvert un monde personnel à régler avec les bolcheviks.

Il disposait, à Paris, de plusieurs tribunes. Depuis 1916 il collaborait à des revues (*Le Journal des débats*, *le Mercure de France*, etc.) auxquelles il donnait des contes et des nouvelles. Déjà avant la révolution, il avait décrit les pauvres gens de la campagne russe mourant de faim et de misère. Désormais, il décrira le malheur des temps nouveaux : à

la misère, à la faim, s'est ajouté un fléau plus grave encore : la peur.

En France, Kessel peina pour un généreux accueil. Les intellectuels étaient pleins d'indulgence pour l'idéologie communiste. Aujourd'hui, ces récits nous paraissent prémonstrateurs.

Mais ils n'avaient pas tous atteint le grand public. Quelques-uns d'entre eux, trop courts, n'avaient jamais été publiés. D'autres avaient paru dans des plaquettes à tirage confidentiel. Ces récits-là, Francis Lacassin les a aujourd'hui réunis et nous les présente dans un recueil intitulé *Mémoires d'un commissaire du peuple*. C'est un mélange de fiction et de réalité – contes, nouvelles, interviews, reportages – dont l'action se déroule tantôt en Russie, tantôt dans les milieux de l'émigration à Paris. Imaginaires ou réels, les deux thèmes en sont toujours la misère et la peur : sur les petites gens au cœur tendre et violent, la menace de la Tcheka est une ombre permanente.

Kessel est obsédé par le personnage du nouveau maître, le tchékiste-jeune, beau, blond, aux yeux froids, aux lèvres minces et cruelles : on le retrouve dans deux nouvelles, *le Commissaire de la mort*, où il s'attaque à une belle jeune comtesse, et *Confrontation*,

où dans un restaurant de Paris un musicien aveugle et inspiré reconnaît dans l'un des convives, le bourgeois qui l'avait interrogé. C'est encore à Paris, aussi dans un restaurant, que l'on trouve le colonel Jerkov, nostalgique de sa jeunesse russe, qui va dépenser ses derniers sous pour révéler à Montmartre et y rencontrer, pour un bref instant de joie, le musicien tzigane qui l'avait fait rêver là-bas, autrefois.

### L'âme et le cauchemar

A Paris toujours, le récit le plus intéressant du recueil, celui qui lui donne son titre, *les Mémoires d'un commissaire du peuple*. Nous sommes en 1914, la guerre a éclaté avec l'Allemagne et la France vibre de patriotisme; mais un groupe de jeunes gens va essayer de saper le moral des citoyens. Ils sont en service commandé, collaborateurs de Léonine exilés en Suisse. Leur mission : préparer le terrain de la révolution, organiser la grande désertion, insinuer dans le peuple français la haine du bourgeois, du capital, de la religion et de la patrie.

Tous les moyens leur sont bons, ils s'infiltrant dans les journaux et les usines et rendent compte de leur action directement à « Illitch ». Ils forment une galerie de portraits

criants de vérité, mais d'une vérité qui fait froid dans le dos, le narrateur rempli de toute la haine du monde, le jeune fille engagée là par amour de l'humanité, le cynisme ambigu qui sent le vent tourner. Mais il y aura un traître parmi eux.

Les reportages et interviews sont d'un grand intérêt aussi. Il y a le journal retrouvé d'une petite fille qui découvre, à travers la tourmente, à la fois la méchanceté humaine et ses propres profondeurs, son amour et d'absolu, et qui rêve de s'évader en France, pays mythique de la liberté. Elle y mourra noyée à dix-sept ans. Il y a l'entretien de Serge Lifar, avec le récit rocambolesque de son évasion de Russie pour rejoindre à Paris les ballets de la Nijinska. Il y a la rencontre du fils de Tolstoï, d'où il ressort que même éprise de sentiments humanitaires, cette famille avait gardé un tempérament de « barbares » enclins à donner le knout aux moutons.

On retrouve dans tous ces récits à la fois l'évocation de l'« âme russe » éternelle et l'annonce d'un cauchemar qui durera soixante-dix ans. Le livre se clôt sur un essai. Kessel s'interroge : pourquoi ce cauchemar a-t-il été possible ? C'est que, dit-il, justement le terrain de l'âme russe y était favorable.

A travers les héros de Dostoïevski, il traque le fond de cette

spécificité qui a permis aussi bien la passivité des victimes que la cruauté des bourreaux. Dostoïevski dépeint la passion, le cynisme, le besoin de débâcle et de remords qui habitent tout Russe, en même temps que sa bonté. Le Russe suit ses instincts : « Tout est permis », dit Mikha dans *les Frères Karamazov*. Les héros de Dostoïevski sont aussi habités par une idée fixe et Kessel souligne : « Avant tout, cette étude montre l'empire absolu de l'idée sur l'homme et la passion de l'homme à pousser cette idée jusqu'au bout (...). Avec une hardiesse de sauvage raffiné et un cynisme de primitif, il ira jusqu'au bout sans se soucier des conséquences. »

L'essai se termine sur une lueur d'espoir, toujours empruntée à Dostoïevski : « La Russie est maintenant l'endroit du monde par excellence où tout ce que l'on veut peut se produire sans la moindre résistance. La Sainte Russie est un pays misérable et dangereux. Elle se réjouira de n'importe quelle issue, pourvu qu'on la lui donne. » Kessel considérait Dostoïevski comme un visionnaire. Si l'on songe que cet essai a été écrit en 1919, et ces récits dans les années 20, on peut lui retourner le compliment.

Bernard Féron

### LITTÉRATURE FRANÇAISE

#### Le rêve de Georges Poulet

Jean Starobinski rend hommage à l'essayiste et critique littéraire, mort le 31 décembre 1991.

L'auteur des *Études sur le temps humain* s'intéressait peu à la forme des œuvres ou à leur style. L'important pour lui était de ressaisir en chaque écrivain l'acte fondamental de présence qui préexiste à la mise en forme du langage. Il cherchait une pensée latente sous le texte apparent, il traquait les affleurements d'une expérience antérieure, moins déterminée, plus originaire.

Page 10

### CIVILISATIONS

#### L'Inde, pays des concepts

L'Inde n'a pas seulement produit épopées ou poèmes mystiques. On redécouvre sa philosophie.

Page 12



# Le rêve de Georges Poulet

Pour le critique et essayiste belge, la forme littéraire ne comptait pas ou si peu. Sa vie durant, c'est l'expérience intérieure des écrivains qu'il traqua, rêvant de concentrer toute l'existence dans la pure conscience

par Jean Starobinski

L'une des premières apparitions de Georges Poulet sur la « scène intellectuelle » française eut lieu en juillet 1949, à l'abbaye de Royaumont, lors d'une décennie consacrée à la notion de nature. Dans le débat organisé collégialement par Jean Wahl, Henri Gouhier, Jean Bayet et Eric Weil, les exposés et les interventions de Georges Poulet, venu d'Angleterre pour la circonstance, avaient marqué quelques-uns des moments importants de la discussion. Les *Études sur le temps humain* venaient d'être publiées à Edimbourg. Ce premier livre d'analyses littéraires d'un auteur de quarante-sept ans allait reparaître à Paris l'année suivante, à l'instigation de Gabriel Marcel.

Georges Poulet, qui est mort le 31 décembre 1991 (*le Monde* du 10 janvier), n'établissait aucune ligne de démarcation stricte entre pensée littéraire et pensée philosophique. Dans une orientation qui privilégiait l'activité du sujet, son intérêt allait à la manière dont les écrivains habitaient ou constituaient leur monde personnel. Il était en terrain de connaissance parmi les historiens des lettres, les philosophes et les théologiens. Aussi les philosophes furent-ils les premiers à l'accueillir et à l'admirer. Je revois encore, dans les allées du parc de Royaumont, la haute stature élégante de Georges Poulet, en conversation animée avec Boris de Schloezer, Robert Minder, Yvon Belaval, Henri Niel. Son visage, qui faisait penser aux accents de Zola, se plissait du sourire d'une intelligence heureuse, attentive à l'interlocuteur, impatiente de corriger et d'affiner sa propre pensée. Avec lui, il y avait toujours moyen d'aller loin, puis plus loin encore.

Dans ce groupe très divers, où l'on prenait les problèmes au sérieux par-delà le compartimentage disciplinaire, on lui savait gré d'aborder les œuvres littéraires à vif, au niveau des actes de conscience dont elles portaient le témoignage. Georges Poulet allait aux aueux du texte lui-même, il en examinait les conséquences telles qu'elles s'inscrivaient en d'autres lieux du texte, sans s'attarder aux silences biographiques et historiques. Ce qui lui importait, c'était de marquer les étapes d'un itinéraire de l'esprit, où se transformaient les termes du rapport à soi et de la relation au monde.

Il cherchait dans les textes non pas l'affectivité (déclarée ou refoulée) et ses prétextes occasionnels — amours, jalousies, déceptions, convoitises, objets de tant de commentaires — mais, plus fondamentalement, l'ordre de réalité dans lequel les pensées et les désirs s'inscrivaient, le degré d'énergie, de clairvoyance ou de confusion dont

ils s'accompagnaient. Les valeurs sensorielles comptaient pour lui, et, en même temps, les modalités de l'activité et de la passivité, de la maîtrise et de la dépossession : la manière dont un individu se sentait cause de ses actions ou jouet de forces étrangères.

C'était là une critique résolument interne, qui portait une attention privilégiée, en chaque auteur, aux diverses couleurs de la perception de soi, à la saisie particulière de l'espace et du temps. Georges Poulet manifestait beaucoup moins d'intérêt pour la composition des œuvres, pour leur style et leur étoffe sonore, qu'il tenait pour des « écrans » de l'expérience intérieure des écrivains. Accordant peu de place aux mérites et aux torts des individus, à l'examen de la genèse et de l'influence des œuvres, à la réussite esthétique elle-même, les analyses de Georges Poulet ne répondaient pas aux définitions traditionnelles de la critique et de l'histoire littéraires.

Attentif assurément aux intentions et aux visées révélées par les textes, mais peu enclin à trancher selon le critère moral de l'engagement, Georges Poulet ne s'était nullement rallié à l'existentialisme du moment. Il y avait du phénoménologue en lui, mais qui écrivait le français le plus délié ; il ne cachait pas son admiration pour Rivière et Du Bos, mais, comparés à lui, le premier paraissait précautionneux, le second profus et digressif.

## La « nouvelle critique »

Comment alors le définir ? Où le situer ? S'ilôt que paraissent quelques ouvrages animés d'un esprit analogue, signés de Jean-Pierre Richard (*Littérature et sensation*, 1954, avec une préface de Georges Poulet) ou de Roland Barthes débutant (*Michelet*), le concept global de « nouvelle critique » ou de « critique thématique » commencent à circuler, pour la commodité du groupement et du repérage. Pour la commodité aussi de la polémique. Parce qu'ils n'étaient pas l'érudition dont ils résultaient et parce qu'ils ne faisaient pas un usage ostensible des « documents » extérieurs aux œuvres — les travaux de Georges Poulet n'avaient pas les dehors de la « rigueur scientifique » : ils n'exposaient pas les prémisses, mais plutôt le terme d'une recherche, avec ce qu'une réflexion en fin de parcours comporte toujours de risque.

On put donc lui faire grief d'« essayisme » — par souci d'élégance, Georges Poulet se bornait aux références les plus sobres, tout en épargnant à ses lecteurs les notes proliférantes en bas de page. La notion de « nouvelle critique » resta mal définie, on y rattacha des



Georges Poulet : pas de ligne de démarcation entre pensée littéraire et pensée philosophique.

entreprises très dissemblables. Le filon dura une dizaine d'années, jusqu'au moment où le structuralisme, avec son appel à la linguistique et son désir de rejoindre le canton des sciences humaines, se détacha de la « nouvelle critique » et revendiqua sa propre identité, au titre d'un savoir transmissible et collectif. La majorité des étudiants, qui voulaient apprendre une « méthode » opératoire, préférèrent copier des formules au tableau noir. Pour le coup, il devint évident que Georges Poulet n'en jouait pas le jeu, pas plus qu'il n'avait précédemment cherché à donner le ton à la « nouvelle critique ». Il resta fidèle aux préférences subjectivistes qui étaient les siennes : il les défendait avec une affectueuse intransigence contre ses meilleurs amis.

Son style sans afféterie, sa démarche intellectuelle furent un modèle pour beaucoup. Mais son goût ne le portait pas à faire passer la réflexion théorique par devant. Comme il faisait le plus grand cas de la particularité, jusque dans l'œuvre des critiques dont il se sentait proche, c'était peut-être pour lui un paradoxe que de défendre une doctrine formulée en termes généraux. S'il lui est arrivé d'évoquer une école à laquelle il se serait rattaché, ce fut pour en attribuer le magistère, malgré leur scepticisme, à ses aînés de peu d'années, Marcel Raymond (1897-1981) et Albert Béguin (1901-1957), et pour se réclamer d'eux dans une affinité qui ne se sentait pas tenue de respecter l'omission.

En se solidarisant avec l'« école de Genève », Georges Poulet en accréditait l'existence, alors qu'il ne s'agissait que d'un groupe d'amis qui s'accordaient à ne pas séparer l'étude des textes et leurs interrogations personnelles. Leur entente n'était pas fondée sur un credo méthodologique précis, et Georges

Poulet pouvait se sentir à l'aise parmi eux, d'autant plus qu'en témoignant d'une sympathie complète, la critique pouvait les revivifier et les décerner. Il n'était pas loin de penser que, pour chaque auteur, l'acte initial du rapport au monde s'exprimait dans une sensation originale, promise à un avenir à nul autre semblable. La tâche de la critique était ainsi de repérer le point de départ subjectif, le moment d'éveil d'un rapport à soi et au monde, puis de marquer les étapes du parcours ultérieur, jusqu'aux aboutissements ou aux échecs dénotés. C'était s'engager à faire beaucoup plus que le porteur d'une manière d'être, d'une sensibilité, comme on se plaisait à dire.

## La diversité des « cogito »

Dès son enfance, Georges Poulet avait été un lecteur passionné, et s'était tenu pour l'essentiel à la littérature et pour la critique, c'était parce que l'acte de lecture, impérieux et prioritaire, requerrait cette suite, y cherchant sa clarification et son achèvement. Pour lui, entrer en contact avec une œuvre de littérature ou de philosophie, c'était aussitôt se mettre en chemin pour lire chaque auteur de bout en bout, sans en omettre une seule ligne. Il lisait avec une prodigieuse rapidité.

Je l'ai vu, à Genève, lire en dix jours les seize mille pages manuscrites du *Journal d'Amiel*. Et il lisait extensivement : les médiévistes latins (à partir d'Augustin), les Français, les Anglais, les Américains (Hawthorne, Melville, Poe, Emily Dickinson, Henry James), les Espagnols (Jean de la Croix, Luis de Leon, Jorge Guillén), les Italiens (Pétrarque, Leopardi, Ungaretti).

Sa distraction, après le tennis et l'alpinisme, fut la science-fiction. Il aimait à s'abandonner dans sa lecture. Au début (nous dit-il dans *La Conscience critique*), il connut le risque de s'y abandonner sans résistance, mêlé au courant des pensées

défilant de page en page. Puis, ajoute-t-il, s'étant avisé de moments qui s'imposaient avec une particulière insistance, il avait remarqué « des points d'arrêt et des points de départ nouveaux » : « C'étaient les prises de conscience fûtes à tout bout de champ par les auteurs que le pratiquant, comme s'il avait été donné à chacun d'eux de procéder de façon réitérée à la saisie toute neuve de son être pensant, ou, pour employer le mot fameux de Descartes, de trouver son cogito ». Défecter de tels instants, c'était trouver le point d'ancrage à partir duquel le travail d'analyse critique pouvait s'organiser de la façon la plus fidèle, la moins arbitraire.

Comme Gaston Bachelard, Georges Poulet croyait à la diversité des cogito. A la limite, un monde fait de monades, s'individualisant chacune dans son cogito particulier ! Et il était persuadé qu'au prix d'une sympathie complète, la critique pouvait les revivifier et les décerner. Il n'était pas loin de penser que, pour chaque auteur, l'acte initial du rapport au monde s'exprimait dans une sensation originale, promise à un avenir à nul autre semblable. La tâche de la critique était ainsi de repérer le point de départ subjectif, le moment d'éveil d'un rapport à soi et au monde, puis de marquer les étapes du parcours ultérieur, jusqu'aux aboutissements ou aux échecs dénotés. C'était s'engager à faire beaucoup plus que le porteur d'une manière d'être, d'une sensibilité, comme on se plaisait à dire.

Dans maintes études de Georges Poulet, les premiers textes cités permettent de lancer une sorte de récit : « Tout commence par... Le point de départ est fait pour être quitté et la suite de l'étude développe les moments successifs d'une psychobiographie atterrée par l'œuvre, et par l'œuvre seule. Celle-ci, telle que la représente Georges Poulet, n'a que de lointains rapports avec la chronologie vécue, de même que le « point de départ », mis en lumière par lui, ne ressemble guère à la « scène primitive » dont la psychanalyse recherche la trace et les effets.

Au niveau d'infinité où Georges Poulet souhaitait établir le travail du critique, semble-t-il, ne peut consister qu'une suite de monographies. Et c'est bien ainsi que l'œuvre de Poulet apparaît à première vue. Pour quelques écrivains, toutefois, il a rédigé ses explorations, en faisant varier les thèmes qui lui servaient de révélateurs. L'histoire d'une conscience peut se raconter selon divers points de vue. Une partie du trajet peut être repérée en prenant d'autres repères. Georges Poulet est revenu à plusieurs reprises sur Pascal, Eluard, Michaux, etc. Il avait écrit une prédilection pour l'avenure

qui consistait à explorer de fond en comble, comme avec une lampe projetant un éclairage mouvant, la demeure imaginaire construite par un écrivain, à s'en faire même l'habitant momentané. Mais il lui arrivait aussi bien de se laisser guider par un problème (la « vision panoramique des mourants »), par une image (la « blonde aux yeux noirs » chère à Gautier et à Nerval) ou par un motif commun à un ensemble d'auteurs (« Piranèse et les poètes romantiques français »). Qu'on lise ou relise l'admirable petit livre intitulé *Trois essais de mythologie romantique* (1).

## La pensée sous le texte

Entre Georges Poulet et ses proches amis (Leo Spitzer, Marcel Raymond, Boris de Schloezer, Jean Rousseau, Jean-Pierre Richard), un point demeurait en débat : la question de la forme. Pour Georges Poulet, la forme littéraire — genres, styles, versification, figures, etc. — n'était qu'un accident, une élaboration secondaire. L'important, pour lui, était de ressaisir, en chaque écrivain (sur Racine ou Amiel, en Benjamin Constant ou Henri Michaux, etc.), l'acte fondamental de présence qui précède à la mise en forme du langage. Et pour le critique, nous l'avons vu, la tâche consistait à mettre en lumière cet acte de présence. Par quel moyen ? Par un acte intuitif d'identification. En devenant le théâtre d'une pensée étrangère, en la laissant momentanément supplanter la sienne propre, le critique, notes infimes, pouvait lui servir d'indices au même titre qu'un miroir (disait-il) que les œuvres acheminent.

A sa manière, et sans rien devoir à la psychanalyse, Georges Poulet cherchait une pensée latente sous le texte apparent. Impatient devant l'enchevêtrement des formelles du texte achevé, qu'il considérait comme des obstacles, il souhaitait découvrir dans le trame du texte même les affleurements d'une expérience antérieure, moins déterminée, plus originaire. L'on ne s'étonnera donc pas que les derniers recueils de Georges Poulet se soient intitulés *La Pensée indéterminée*, et qu'ils aient pris eux-mêmes, parfois, l'aspect de notes de lecture prises à l'occasion de coups de lumière fugitifs.

L'antiformalisme intrépide de Georges Poulet avait, dans sa franchise et son excès, une immense qualité : il suscitait la réplique. Son recours à l'identification, lui demandant, était-il autre chose qu'un moyen mis au service de la différenciation des divers « mondes » spirituels dont il cherchait l'essence ? A parcourir, comme il le faisait, tant d'univers mentaux successifs, ne devenait-il pas lui-même un être voué à une perpétuelle dissemblance, passant de la fusion à l'apostasie ? Ses amis lui objectaient aussi que, pour désigner ce qui n'est pas captif de la forme, il fallait bien qu'il recoure lui-même au langage, qu'il donne forme à ses réflexions. Et, dans son cas, il s'agissait d'un langage et d'une forme d'une rare perfection.

Il ne refusait pas l'idée d'avoir accompli lui-même une œuvre d'écrivain. Mais il avait conservé le rêve — angélique, idéaliste — de concentrer toute l'existence dans la pure conscience. Dans sa dernière lettre à Marcel Raymond, où il est question de l'apparition d'une mélangé, on trouve cette déclaration héroïque, car si contraire à l'esprit de notre époque : « Tombons d'accord pour dire que les créatures terrestres — comme les autres d'art — ont une forme (au moins provisoirement), bien qu'il soit possible, dans les meilleurs moments, de les entre apercevoir comme de purs esprits déliés de leurs appartenances ».

(1) Corti, 1966. Outre cette œuvre, sont actuellement disponibles chez Corti : *La Conscience critique* (1971) ; *Entre moi et moi* ; Amiel, Mallarmé, Valéry, Claudel, Eluard, Michaux, Eluard, Bachelard (1977) ; *Correspondances avec Marcel Raymond* (1981) ; aux PUF : *La Pensée indéterminée* (trois volumes, 1985-1990) ; chez Gallimard : *L'Esprit poétique* (1982 et collection « Tel », n° 68). Les quatre volumes des *Études sur le temps humain* ont été réédités en Presses Pocket (coll. « Agora », n° 43, 44, 54 et 55).

Alain Salles

(1) Seuil, 1990.

## La manière Comment

ALLÉES ET VENUES de Bernard Comment. Christian Bourgois, 189 p., 95 F.

Les *Allées et venues* de Bernard Comment ne sont pas des promenades d'agrément. C'est le recueil gringant des pérégrinations haurées, non dépourvues d'humour (servi plutôt noir et serré), d'une brassée d'hommes en perdition. Douze histoires d'individus piégés, décalés, taraudés par un soupçon d'anarchie ; en rupture avec leurs amours, leur passé, leur famille ou plus largement avec la société. Tous ont un bilan à dresser, l'espoir de briser leurs entraves et de reprendre pied et souffle. Mais ni la désinvolture, ni le défi, ni le colère, ni les intrigues, ni l'humilité ne les sauvent.

Obsessionnels, inquiets, mélancoliques ou marginaux, plutôt lucides et capables d'ironie, ils sont empiétrés dans la mauvaise pâte du quotidien, la mélasse des conventions sociales ou prisonniers de l'écheveau des souvenirs. Ils sont surtout accablés par leur entourage, égotistes, normatifs ou étiqués, parfois tout simple-

ment démissionnaires, écrasés par le poids du temps et des défaites.

Dans la vie de chacun de ces hommes, l'autre, bien sûr, c'est le fabricant d'étrangeté et d'exclusion, l'autre sexe, en particulier. Les femmes montrent le pire dont elles sont capables. Mère, sœur, épouse, fille, amante, belle-mère, ou concubine, elles sont celles qui harcèlent, dévorent et enfilent, celles qui, étrangement malsadroites, négligent, méprisent ou méprisent.

Ce sont là des tableaux bien sombres, galerie de portraits acérés, primordiaux dans leur solitude mal vécue. Mais on sourit, on rit même souvent à la lecture de ces histoires tristes, mélange sucré-acide et doux-amer que Bernard Comment a su merveilleusement doser. Après un premier roman très remarqué, et un essai virtuose sur Roland Barthes (1), ce jeune auteur donne une nouvelle preuve de son talent avec un recueil alerte et sensible, une manière très habile d'aborder la gravité par la périphérie.

Valérie Cadet

(1) *L'Œuvre de mémoire* (1990) et *Roland Barthes, vers le Neutre* (1991), Ed. Christian Bourgois.

## La mémoire et l'Afrique

Henri Lopes mêle les troubles de l'identité à ceux de l'Histoire

SUR L'AUTRE RIVE de Henri Lopes. Seuil, 236 p., 95 F.

Le narrateur du précédent roman d'Henri Lopes était un « chercheur d'Afriques » (1), la narratrice de *Sur l'autre rive* est plutôt une fuyante d'Afrique. Marie-Eve vit depuis dix ans en Guadeloupe. Elle veut effacer tout ce qui a trait à son continent d'origine, elle a renoncé au passé. Elle vit heureuse, loin de l'Afrique.

« Jour après jour, s'insinuant en moi à pas de loup, la mer a accompli sa tâche. Elle m'a ennuie, a noyé tous les paysages de la mémoire, et les bougies de l'enfance se sont éteintes. Mais on a beau laver son corps, le savonner et le parfumer, l'odeur de la peau finit toujours par remonter. »

Et la mer fait ressurgir la mémoire. Les toiles qu'elle signe Mapassa évoquent une Congolaise disparue mystérieusement après avoir brûlé son œuvre. Une Gabonaise lui demande si elle n'est pas Madeleine, une amie que l'on croit morte.

L'atmosphère de la première partie du livre — les troubles d'identité, la mémoire qui fuit, qu'on fuit — évoque un roman de Modiano, un Modiano noir, tropical, pour lequel les fantômes de la colonisation et de la décolonisation ont remplacé ceux de l'Occupation et de la République. On retrouvait déjà cette quête de l'identité, ce trouble de l'Histoire, dans le *Chercheur d'Afriques*.

Peu à peu Marie-Eve dévoile son passé africain, ses difficultés de femme-peintre avec son mari, sa famille, la coutume, son histoire d'amour avec le Nigérien Chief Yinka Olayode. Et puis la disparition : « Un jour, il faudra se décider et les surprendre tous. Te lever tôt, Madeleine, et marcher jusqu'à la plage, lâcher le pagne et te déchausser. Un jour, il faudra décider d'abandonner la rive. Qu'importe le cap, le ciel sera nu ! Avant de remonter « sur l'autre rive » en devenant Marie-Eve aux Antilles et un fantôme au Congo.

D'Afrique en Guadeloupe, elle refait le chemin des esclaves, mais pour se libérer. « Deux époques cohabitent dans notre société. J'ai eu peur de l'une d'entre elles. » La

deuxième partie du roman, nous plonge au cœur de l'Afrique de la décolonisation, dans les années 60 et 70. Une période qu'Henri Lopes connaît bien puisqu'il occupa de nombreux postes ministériels au Congo de 1969 à 1980, et fut premier ministre de 1973 à 1975. C'était au temps où l'Afrique se laissait séduire par le marxisme et le parti unique.

A travers la quête de son personnage, Henri Lopes revient sur son passé : « En vérité, par lâcheté, j'avais moi aussi applaudi. C'est aujourd'hui avec le recul que j'ose me condamner. A l'époque, les choses ne m'apparaissent pas avec tant de clarté. Elles s'étaient posées si simples. C'était mon pays. Un pays de quelques années seulement, et encore fragile. » Il a fallu que Lopes entame son héroïne aux Antilles, qu'il vienne lui-même vivre à Paris où il est directeur général adjoint de l'UNESCO, il a fallu qu'il raconte une histoire d'amour pour écrire ce livre intime et politique sur l'Afrique.

Alain Salles

(1) Seuil, 1990.















*François-Marius Granet, besogneux peintre  
de paysages et de monuments, fut à la mode vers 1820*

de l'autoroute de Jonquière, puis de  
l'autoroute A 61. Il n'y a eu aucun  
survivant.

$$m = 1, 2, \dots, n \quad \text{and} \quad n = 1, 2, \dots, N$$

75301  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-65-25-99  
**ADMINISTRATION :**  
**1. PLACE HUBERT-BELVE-MÉRY**  
**94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX**  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-60-30-10

Laureate A. G. H. N. y a eu aucun  
survivant.

The diagram illustrates the experimental design flow. It starts with a 'Stimulus' box, followed by a 'Response' box, then a 'Choice' box, then a 'Feedback' box, and finally an 'Outcome' box. Arrows connect these boxes in sequence: Stimulus to Response, Response to Choice, Choice to Feedback, and Feedback to Outcome. A feedback loop arrow connects the Outcome box back to the Stimulus box.



# ÉCONOMIE

## BILLET

### 150 millions d'actionnaires russes ?

Les 150 millions d'habitants de la Russie seront-ils dans quelques mois actionnaires ? Au moment où le monde s'inquiète des lenteurs de la réforme économique russe, M. Boris Eltsine vient d'annoncer avec fracas un ambitieux programme d'actionariat populaire : pour participer à la privatisation de l'industrie d'Etat, toute la population russe recevra, à partir du 1<sup>er</sup> octobre, des « chèques » de privatisation. Cela laisse songeur.

L'équipe de M. Egor Gaidar avait fait connaître depuis quelques mois sa volonté d'attribuer des actions à la population, comme en Tchécoslovaquie ou en Pologne. Cependant, dans ces deux pays, la désinflation a pris un retard considérable. La Pologne, qui promettait dès 1990 la privatisation de masse de son industrie, n'a mis en vente que quelques entreprises. En Tchécoslovaquie, la population a déjà pu acquiescer des « coupons » de privatisation, mais aucun transfert de propriété n'est encore intervenu. C'est en Hongrie, où le gouvernement a décrié l'actionariat populaire massif au profit de la vente au coup par coup, que les progrès ont été les plus importants.

Le programme annoncé par M. Eltsine est encore plus ambitieux que celui, déjà difficile à mettre en œuvre, des anciens partenaires de Moscou. D'une part, il en croise le discours du président, les actions seront données, et non vendues. Marie et le prix des titres est modique, leur vente permet de limiter le nombre d'actionnaires, comme l'a compris le gouvernement polonais. D'autre part, les Russes pourraient échanger leur « chèques » contre de l'argent liquide (deux à trois mois de salaire moyen) s'ils ne souhaitent pas devenir actionnaires. La mesure est pour le moins risquée en cette période d'hyperinflation, où les dirigeants ont déjà du mal à contrôler la planche à billets.

L'annonce de M. Eltsine ne remplace en rien un véritable loi sur la privatisation, attendue jusqu'à présent en vain. En l'absence de législation, les « privatisations » restent, comme d'autres domaines de l'économie russe, de la loi de la jungle. Les banques et cabinets d'audit étrangers se précipitent pour être nommés conseillers en privatisation de tel ou tel combinat, mais les entreprises désireuses d'injecter du capital ne se bousculent pas au portillon, découragées par l'obsolescence des entreprises et les incertitudes politiques. Les nouveaux capitalistes russes continuent pour leur part de s'approprier des biens d'Etat. Il serait d'ailleurs assez peu surprenant que les « chèques », s'ils sont distribués au plus grand nombre, se retrouvent aux mains de quelques-uns.

FRANÇOISE LAZARE

### La hausse annuelle des prix revient à 3,3

## L'Allemagne semble maîtriser son inflation

Les prix sont restés complètement stables en juillet en Allemagne par rapport au mois de juin. Et le taux annuel d'inflation s'est brusquement et fortement réduit, revenant de 4,3 en juin (par rapport à juin 1991) à 3,3 en juillet.

Les bons résultats de la hausse des prix en Allemagne sont-ils le signe évident que le pays est en train de maîtriser une inflation qui lui fait peur depuis dix-huit mois ? Et si tel est le cas, les monétaires allemands enfin rassurés peuvent-ils envisager de réduire le taux d'intérêt ?

Les résultats obtenus par l'Allemagne en juillet sont excellents, mais leur signification ne doit pas être exagérée. La totale stabilité des prix de la vie au mois dernier par rapport à juin est presque une habitude outre-Rhin, où les mois d'été sont assez bons que les mois d'hiver. Cependant, la stabilité relative aux habitudes et statistiques françaises de l'INSEE qui « lisent » les variations de prix de l'alimentation « fraîche », les Allemands ne s'enregistrent pas les mouvements des prix sur les fruits et légumes, à moins d'être qu'en hiver les hausses sont fortes alors que l'abondance des fruits d'été provoque des baisses. Il n'avait été qu'un an en janvier par rapport à décembre 1990 et une totale stabilité en août. Le résultat de juillet 1992, parfaitement dans les normes, ne permet donc pas de dire si les hausses de prix se ralentissent actuellement en Allemagne. Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'elles ne s'accroissent pas si l'on se fonde sur les hausses des trois derniers mois connus (mai-juin-juillet), qui n'ont pas dépassé 0,2 % en moyenne mensuelle.

L'autre bon chiffre obtenu par les Allemands en juillet est le très net ralentissement du taux annuel d'inflation. Celui-ci, qui était régulièrement supérieur à 4 % depuis novembre 1991 (il avait même frisé les 5 % en mars 1992), est brusquement redescendu à 3,3 % en juillet dernier par rapport à juillet 1991. Du côté de l'inflation annuelle qui était de 1,3 point en faveur de la France en juin (4,3 contre 3 %) s'est réduit à 0,4 point en juillet (3,3 contre 2,9 %), ce qui n'a pas arrangé les affaires du franc affaibli depuis une semaine.

Le ralentissement du taux annuel de hausse des prix outre-Rhin ne signifie pas que l'Allemagne a brusquement vaincu ses tensions inflationnistes. En fait ce sont les relâ-

chements des taxes et des relèvements intervenus en juillet 1991, qui ont provoqué une accélération spectaculaire des hausses de prix : le taux annuel était passé de 3 % en mai 1991 (par rapport à mai 1990) à 3,5 % en juin et 4,4 % en juillet. Pour financer la réunification, le gouvernement a imposé de nombreuses taxes : sur l'essence, les assurances, le tabac, le téléphone. A elle seule la fiscalité pétrolière avait entraîné une accélération de 0,7 point de l'indice des prix de détail.

Ces hausses ont pesé pendant un an sur le taux annuel d'inflation. Juillet 1992 est le premier mois où le rythme annuel ne peut être dit, du contre-poids de ces taxes (et non des taxes elles-mêmes) : il en résulte mécaniquement une forte réduction (0,7 point) de la hausse annuelle des prix.

### Fin de l'effet Eltsine

On voit bien que si le jeu de la fiscalité avait exagéré le rythme réel de l'inflation en Allemagne depuis un an, à l'inverse la « disparition » exagérée des taxes (et non des taxes elles-mêmes) : il en résulte mécaniquement une forte réduction (0,7 point) de la hausse annuelle des prix.

Le problème est donc de connaître le rythme réel de hausses de prix, en dehors des interventions gouvernementales qui faussent le jeu. Ce que les économistes appellent « taux de l'inflation » et qui reflète à la fois les déséquilibres entre offre et demande, les hausses de coûts salariaux qui pèsent sur les prix à la production, le prix des importations - est aussi, difficile qu'indispensable à appréhender avec exactitude. Cet effet en fonction de cette appréciation que les autorités monétaires décideront si les taux d'intérêt à court terme peuvent être réduits ou non. Pour l'instant la Bundesbank, la banque centrale allemande, donne plus une impression d'attente qu'un relèvement du taux Lombard, qui est la voie de refinancement la plus sûre.

La poussée des hausses de prix en Allemagne n'a pas eu pour seule cause le relèvement des taxes il y a un an. Dès avant le mois de juillet 1991, qui avait vu la fiscalité sur l'essence augmenter sensiblement, le rythme de l'inflation s'était accéléré. C'est ainsi qu'en avril-mai

juin de l'année le taux moyen mensuel avait presque atteint 0,5 %, ce qui correspondait à un rythme annuel très élevé de 6,2 %. A l'origine de cette forte accélération : les prix alimentaires (+ 7 % en rythme annuel au premier semestre), les loyers (+ 5,6 %) et les services (+ 6 %) très sensibles aux fortes augmentations de salaires accordées (+ 6,1 % en 1991 après + 4,7 % en 1990).

### La bonne tenue du mark

Mais deux facteurs ont joué - et continuent de jouer - pour freiner les hausses. Le premier est la bonne tenue du deutschemark, qui, en s'appréciant un second semestre 1991, a réduit les prix à l'importation (de 0,7 % sur l'ensemble de l'année), atténuant d'autant l'impact des coûts salariaux sur les prix à la production. Le second est la stratégie des entrepreneurs allemands, qui ont réduit leurs marges bénéficiaires pour éviter de trop augmenter leurs prix de vente.

On peut ainsi estimer que le rythme annuel de l'inflation en Allemagne est actuellement d'environ 3,5 % et qu'il pourrait se ralentir un peu d'ici la fin de l'année si se confirment la modération des prix alimentaires, la bonne tenue de la monnaie allemande et si, bien sûr, ne s'accroissent pas les prix des loyers « d'après » par l'effet des Allemands venus des nouveaux Länder (1).

La hausse de la TVA au 1<sup>er</sup> janvier 1993, l'indice des prix mais ne remettra pas en cause l'amélioration profonde qui semble en train de se dessiner en Allemagne. Tout au plus le changement de taux de la taxe à la valeur ajoutée repoussera-t-il à janvier 1994 le retour définitif du taux annuel d'inflation allemand aux alentours de 3 %. Un taux qui alors ne sera probablement plus très éloigné du taux français de hausses des prix.

Difficile de savoir à partir de quel moment la Bundesbank, estimant qu'il n'y a plus péril en la demeure, envisagera de réduire les taux d'intérêt à court terme. Mais on peut penser que, plus que l'évolution de l'indice global des prix, les autorités monétaires allemandes prendront en compte l'évolution des loyers et des services. Les deux vrais facteurs actuels.

ALAIN VERNHOLE

(1) Voir la note de conjoncture internationale de la direction de la prévision du ministère de l'économie et de l'INSEE de juin 1992 et la Lettre de conjoncture de la BNP de juin 1992.

### Républicains et démocrates en désaccord sur le programme d'économies

## L'Etat de Californie sans budget

La Californie se débat avec des difficultés financières graves. Le gouverneur républicain, son adversaire démocrate, la façon de compter de l'Etat le plus peuplé des Etats-Unis, et celui-ci privé de budget.

### LOS ANGELES

Après quinze jours de négociations, l'Etat le plus peuplé des Etats-Unis n'a toujours pas le budget pour 1992-1993. Les démocrates et les républicains, Etats, comme celui de New-York, la Pennsylvanie ou la Californie, qui ont le plus souffert de la récession. Mais, pour la première fois depuis la crise des années 30, la Californie a commencé l'année fiscale, le 1<sup>er</sup> juillet, sans moyen de paiement.

Comme les politiques de l'Etat, le capital politique de la Californie, ne parvenant pas à un accord sur le budget, l'Etat a mené d'urgence des bons garantis appelés « IOU » (promesses, en anglais, des « I owe you »). Les IOU ne devaient être qu'un moyen de paiement provisoire et limité en quantité. Mais la crise budgétaire s'est prolongée. L'Etat a déjà mis 1,2 million d'IOU, pour un total de 2,73 milliards de dollars (13,6 milliards de francs), une masse dont il a fallu improviser la gestion. Les intérêts de ces bons à 3 % ont coûté à ce jour plus de

6,4 millions de dollars aux contribuables. La principale banque de Californie, la Bank of America, refuse depuis le début du mois les IOU « trop coûteux à gérer ». Les hôpitaux publics, écoles, prisons doivent à tourner d'autres banques - plus en plus rares - qui acceptent les IOU : cent cinquante-cinq mille médecins n'ont pas été payés depuis le 1<sup>er</sup> juillet. Blue Cross, compagnie privée d'assurance-maladie, a débloqué 25 millions pour venir en aide à mille hôpitaux.

Le gouverneur républicain Pete Wilson s'est promis de résorber le déficit de 11 milliards de dollars pour un budget total de 57 milliards de dollars. Son plan coupe un quart des dépenses de l'Etat-providence et (2 milliard du budget de l'Etat). Jusque-là, les démocrates se sont refusés à voter un budget en régression tout en approuvant la volonté de M. Wilson de ne pas augmenter les impôts. Depuis le vote de la proposition 13 en 1978, la Californie passe pour être l'initiatrice de la révolte fiscale des années 80 aux Etats-Unis. Mais cette crise budgétaire est plus une augmentation des impôts semble inévitable, au moins au niveau local.

Une fois de plus, les coupes budgétaires de l'Etat vont peser en difficulté les comités et les villes. En un de ses plans Wilson, la ville de Los Angeles (où il y a 11 millions d'habitants) a trouvé un moyen pour compenser un manque à gagner de quelque 200 millions de dollars.

RÉGIS NAVARRE

## SOCIAL

### Moins de la moitié des salariés en conversion ont retrouvé un emploi en 1991

Seulement 38 % des salariés en conversion ont retrouvé un emploi en 1991. C'est ce qui ressort d'une enquête du ministère du Travail consacrée au bilan des mesures d'accompagnement des restructurations pour 1991 (1). Alors que l'ANPE a enregistré 470 000 inscriptions suite à un licenciement économique en 1991, contre 430 000 en 1990, les différents dispositifs d'accompagnement ont concerné 127 000 salariés en 1991 - y compris les préretraites (le Monde du 18 août) - et une progression de 45 % par rapport à 1990.

Sur les 84 500 personnes entrées dans un dispositif d'adaptation et de

formation en 1991, 66 968 salariés ont été inscrits dans une convention de conversion, soit une progression de 64 % par rapport à 1990. Mais la détérioration du marché de l'emploi a largement pesé sur le taux de recouvrement : la part des salariés en conversion ayant retrouvé un emploi dans les six premiers mois suivant leur entrée dans le dispositif est ainsi passée de 49 % en 1989 à 46 % en 1990, puis à 38 % en 1991. « Cette baisse doit être rapprochée du ralentissement des créations d'emplois en 1991 », souligne l'étude du

(1) Première Informations, n° 288, août 1992.

### Après quatre années de rigueur

## Le gouvernement australien choisit la relance

A l'approche des élections, qui auront lieu en mars 1993, le gouvernement travailliste, rompant avec quatre ans d'austérité, a présenté un budget de relance pour lutter contre le chômage et stimuler la croissance.

### SYDNEY

de notre correspondante

La rigueur imposée par M. Paul Keating durant ses dernières années aux commandes de l'économie australienne n'est plus de mise depuis qu'il a accédé aux fonctions de ministre, en décembre 1991. Les élections législatives auront lieu d'ici neuf mois et les travaillistes, menés par un taux

de chômage de 11 % comme par l'usure de dix ans de pouvoir, ont changé de cap.

Le budget de relance présenté le 18 août par le ministre de l'économie, M. John Dawkins, en témoigne : pour financer la création d'emplois, l'augmentation des services à la santé et l'augmentation des allocations retraite, logement et familiales, le gouvernement prévoit un déficit de 13,4 milliards de dollars (le dollar australien vaut 3,35 francs), soit 3,3 % du PIB (produit intérieur brut) pour l'année fiscale entamée au 1<sup>er</sup> juillet 1992, après quatre années d'excédents. L'essentiel des nouvelles dépenses à caractère social (4,5 milliards sur deux ans) vise à remédier à la crise de l'emploi : aide à la formation, subventions à l'embauche de jeunes et de chômeurs longue durée, extension du programme de travaux publics annoncé dans le plan de relance (le Monde du 17 février).

### Une croissance plus modeste que prévu

En dépit de ces mesures, le taux de chômage serait toujours de 10 % d'ici un an, selon les estimations officielles. En effet, après dix-huit mois de récession, la croissance pour l'année fiscale écoulée a été plus modeste que prévu (1,4 %), et le gouvernement a dû réviser ses estimations. Le PIB n'aurait augmenté que de 3 % au lieu de 4,75 % prévus il y a six mois - pour l'année 1992-1993.

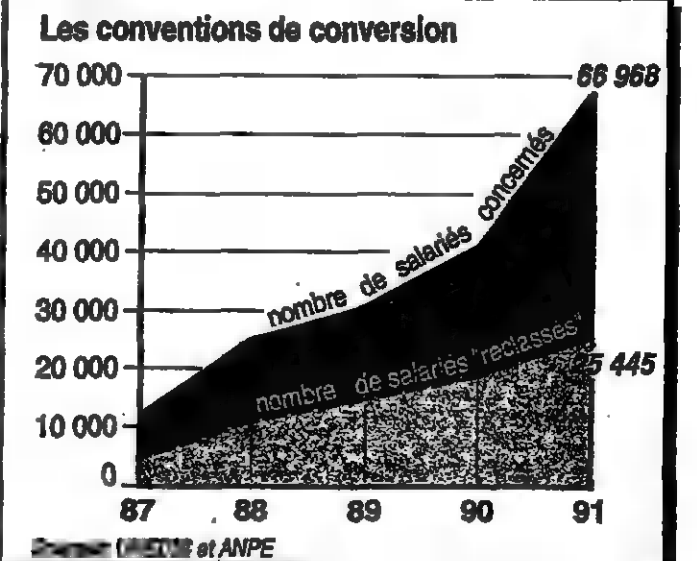
La faiblesse de la reprise s'explique d'abord par une baisse de la production agricole (-10 % en un an). Le secteur extérieur n'a néanmoins été gracié par une hausse des exportations de

manufactures. L'évolution a facilité la diminution du déficit des comptes courants (de 25 % par rapport à l'année précédente). Mais ce redressement tient surtout à la baisse des taux d'intérêt à l'étranger, qui a réduit le service de la dette extérieure.

Celle-ci atteint 148 milliards de dollars australiens, soit un rapport au PIB qui a sextuplé depuis 1981. Elle est principalement liée à l'achat massif d'actifs à l'étranger par des entreprises privées qui ont abondamment recouru à l'emprunt, profitant de la déréglation du marché financier en 1983. Cet endettement pèse aujourd'hui sur les bilans et explique la baisse des investissements, qui constitue aussi un frein à l'expansion économique.

Pour remédier aux difficultés des entrepreneurs, le gouvernement a négocié un accord de principe avec la Confédération des syndicats (ACTU) visant à réduire les salaires, indexés sur l'inflation depuis 1983, et à encourager patrons et employés à conclure directement des accords basés sur la productivité des entreprises. Pour les hausses-pour-compte de ce système (un tiers des salaires), le gouvernement propose, pour la première fois, une augmentation forfaitaire (10 dollars par semaine). Ce projet, qui permettrait de préserver les résultats obtenus sur l'inflation (1,2 % en rythme annuel en juin 1992), devrait être approuvé par l'association des syndicats dans les jours à venir s'ils s'estiment satisfaits des mesures sociales contenues dans le budget.

SYLVIE LEPAGE



## EN BREF

La Banque centrale de Portugal baisse son taux d'intérêt. La Banque d'Espagne a annoncé mercredi 19 août son principal directeur de 17 % à 16 % ; elle l'avait d'ailleurs déjà baissé de 17,75 % à 17 % la semaine dernière. M. Tavares Moreira, qui vient d'achever son mandat de gouverneur de la Banque d'Espagne, a déclaré que la baisse de l'ordre de 4 ou 5 points à la fin de l'année. Cet assouplissement du taux a pour conséquence d'une série de mesures destinées à libérer totalement les marchés de capitaux portugais à partir du 31 août (le Monde daté 16-17 août).

Le prêt de la BID au Pérou. La Banque Interaméricaine de développement (BID) a annoncé au Pérou un prêt de 116 millions de dollars (580 millions de francs), dont le premier versement sera suspendu à la fin de l'année.

président Alberto Fujimori le 3 avril, a indiqué mercredi 19 août que les élections prévues pour l'économie. Ce prêt est destiné à l'agriculture. Un autre prêt de 320 millions de dollars est toujours suspendu.

Accord commercial entre la Chine et Israël. Israël a signé mercredi 19 août une première convention commerciale avec la République populaire de Chine, a annoncé le ministère israélien de l'Industrie. Cet accord permettra aux produits israéliens de pénétrer sur le marché chinois. Les importations israéliennes en Chine devraient atteindre 20 millions de dollars (150 millions de francs), pour la première fois. Israël pourra désormais vendre à la Chine son savoir-faire en agriculture et en techniques de pointe. Une loi clauses du contrat stipule néanmoins que l'Etat hébreu sera protégé contre l'importation de produits chinois trop bon marché.

### Le différend Etats-Unis - CEE sur les productions agricoles

## La guerre du soja devrait connaître une trêve

Le conflit opposant depuis plusieurs années les Etats-Unis et la CEE à propos de la production de soja connaît une trêve au cours des prochaines semaines. Comme l'a indiqué, mardi 18 août, un porte-parole de la Commission européenne, un terme d'une série de négociations informelles, « nous n'attendons pas de mesures américaines pour l'instant ».

Le 19 août que Washington devait annoncer la liste des importations européennes sanctionnées en raison du maintien par la CEE de subventions à la production d'oléagineux, mais les responsables américains paraissent avoir reporté leur décision, tandis que ceux de la

CEE ont demandé à ce que le contentieux sur le soja figure à l'ordre du jour du prochain conseil général du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) : le 29 septembre.

Les discussions bilatérales menées après les conclusions, en mars, d'un panel du GATT favorable aux Etats-Unis, n'avaient pas permis de parvenir à un compromis. Washington avait donc annoncé l'imposition de droits de douane pénalisant sur une série de produits importés de la CEE (vin, fromages, cognac...) si la CEE ne présentait pas de propositions acceptables avant le 19 août.







## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 20 AOUT

**Cours relevés à 14 h 00**

VALUERS						Réglement mensuel										VALUERS								
Compt.	VALEURS	Cours précéd.	Prévenir cours	Dernier cours	%	Compt.	VALEURS	Cours précéd.	Prévenir cours	Dernier cours	%	Compt.	VALEURS	Cours précéd.	Prévenir cours	Dernier cours	%	Compt.	VALEURS	Cours précéd.	Prévenir cours	Dernier cours	%	
4702	CH&SE	4740	4744	4744	+ 0.00													43	GA. Métrop.	40 10	40	40	25	+ 0.37
905	IL&J.P.T.	820	840	820	- 2.44													44	Metrop.	50 10	50	50	80	+ 0.30
1077	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													45	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													46	Chrysler	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													47	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													48	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													49	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													50	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													51	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													52	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													53	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													54	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													55	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													56	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													57	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													58	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													59	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													60	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													61	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													62	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													63	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													64	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													65	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													66	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													67	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													68	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													69	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													70	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													71	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													72	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													73	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													74	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													75	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													76	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													77	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													78	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													79	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													80	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													81	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													82	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													83	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													84	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													85	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													86	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													87	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													88	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													89	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													90	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													91	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													92	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													93	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													94	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													95	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													96	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													97	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													98	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													99	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27
1083	Chrysler T.P.	1381	1390	1390	+ 0.65													100	Huron Pk.	18 55	18	18	50	+ 0.27

**COMPTANT** (sélection)

**Abstract**

**SICAV** (sélection)

**DISCUSSION**

19/8

[illegible]

c : coupon détaché - o : offer - \* : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu



# ÉDUCATION AGENDA

## Le Collège de France pourra recruter des professeurs titulaires étrangers

Le Collège de France sera désormais autorisé à recruter des personnalités scientifiques étrangères en qualité de professeurs titulaires. Le ministre de l'éducation nationale et de la culture, M. Jack Lang, a en effet présenté au conseil des ministres, mercredi 19 août, un décret élargissant les conditions de recrutement des professeurs titulaires pour chacune des cinquante-deux chaires permanentes de l'institution, jusqu'à réserver à des scientifiques de nationalité étrangère.

« Nous réclamions un tel élargissement depuis une dizaine d'années », indique M. Jean-Pierre de Morant, directeur des affaires culturelles au Collège de France. « Désormais, les scientifiques étrangers seront traités à parité avec leurs homologues français. » Le Collège de France accueille en effet chaque année une cinquantaine de personnalités étrangères. Mais il ne bénéficiait pas jusqu'à la loi de la possibilité, offerte aux universités, de recruter des professeurs titulaires quelle que soit leur nationalité.

Cette rigidité avait toutefois été assouplie en 1989 avec la création d'une chaire européenne, réservée, pour une durée d'un an, à des scientifiques originaires de la Communauté économique européenne, encourageant au Collège de France en qualité de professeurs associés.

Le Collège de France a été créé en 1530 par François I<sup>er</sup>. Les professeurs sont recrutés sans aucune condition de grade et n'ont pas nécessairement suivi un cursus universitaire classique. Aucun programme ne leur est imposé. L'institution ne décerne aucun diplôme et les cours y sont libres et gratuits.

M. A.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel :

- du mardi 18 août
- UN ARRÊTÉ du 3 août 1992 relatif à l'organisation de la lutte contre les infections nosocomiales.
- du mercredi 19 août 1992 :
- DES DÉCRETS
- n° 92-797 du 17 août 1992 fixant les modalités d'application de la loi n° 92-666 du 16 juillet 1992 relative au plan d'épargne en actions ainsi que les obligations déclaratives des contribuables et des intermédiaires.
- n° 92-798 du 18 août 1992 modifiant et complétant le décret n° 90-267 du 23 mars 1990 relatif à l'importation, à l'exportation et au transit des déchets générateurs de nuisances.
- UN ARRÊTÉ du 7 août 1992 relatif au budget du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou pour l'année 1992.
- du Jeudi 20 août 1992
- UN DÉCRET du 18 août 1992 autorisant Usinor-Sacilor à céder sa participation de 56,7 p.100 du capital de G.P.R.I.

## Le communiqué du conseil des ministres

M. François Mitterrand a réuni le conseil des ministres au palais de l'Élysée le mercredi 19 août. A l'issue des travaux, un communiqué a été diffusé, dont voici les principaux extraits :

- **Traité entre la France et la Russie**  
- Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant la ratification du traité entre la France et la Russie signé à Paris le 7 février 1992 à l'occasion de la visite en France du président Eltsine.
- **Traité sur l'Antarctique**  
- Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères a présenté un projet de loi autorisant l'approbation du protocole au traité sur l'Antarctique, relatif à la protection de l'environnement signé à Madrid le 4 octobre 1991.
- **Recrutement de personnalité**  
- n'ayant pas la nationalité française en qualité de professeurs du Collège de France  
(Lire ci-contre)
- **L'effort d'aide publique au développement**  
- Le ministre de l'économie et des finances a présenté une communication sur l'effort d'aide publique au développement, facteur d'équilibre dans le monde et de renforcement de la démocratie.

Le montant de notre aide publique au développement a atteint 38 milliards de francs en 1991, ce qui place la France, en valeur absolue, au troisième rang des pays de l'OCDE, derrière les États-Unis et le Japon. Ce montant rapporté au produit intérieur brut correspond à un taux de 0,56 %, le plus élevé des sept pays les plus industrialisés.

Les colonels Tognini et Jean-Paul Haignère promus officiers de la Légion d'honneur. - Sur proposition du ministre de la défense, M. François Mitterrand a promu officiers de la Légion d'honneur les colonels Michel Tognini et Jean-Pierre Haignère. Ces officiers de l'armée de l'air ont participé à la mission spatiale de destination de la station orbitale MIR, le colonel Tognini en tant que titulaire, le colonel Haignère en tant que suppléant.

## Le Monde

Aujourd'hui 1 620 F  
au 1<sup>er</sup> octobre 1 890 F

**ABONNEZ-VOUS AVANT LA HAUSSE**

OUI, je m'abonne au Monde pour la durée suivante :

- ☐ 1 an : 1 620 F, soit une économie de 564 F par rapport à l'achat au numéro.
- ☐ 6 mois : 890 F, soit une économie de 202 F par rapport à l'achat au numéro.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Votre règlement :

- ☐ Chèque joint.
- ☐ Carte bleue n° \_\_\_\_\_

Date et signature obligatoires \_\_\_\_\_

Bon à renvoyer impérativement avant le 30 septembre à « Le Monde », Service abonnements, 1, place Hubert-Seuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex.

Sur Minitel 3615 LEMONDE, code ABO

## EXPOSITIONS

Nous publions le jeudi (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

### Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.l.j. et mar. de 12 h à 22 h. sam., dim. et fêtes de 10 h à 22 h.

**LA CAMPAGNE DE JEAN-LOUP TRASSARD.** Galerie de la B.N. Jusqu'au 28 septembre.

**LA DAYTON PIERRE MATISSE.** Salle d'art graphique MNAM. Jusqu'au 13 septembre.

**ICARE ET COMPAGNIE. UN PREMIER REGARD SUR LA PHOTOGRAPHIE.** Cabinet d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage. Jusqu'au 28 septembre.

**MANIFESTE.** 30 ans de création en perspective 1960-1990. Jusqu'au 28 septembre.

### Musée d'Orsay

1, rue de la Bellechasse (40-48-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 9 h à 18 h. Jeu. de 9 h à 21 h 45. Dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

**AUGUSTE LEPÈRE ET LE RENOUVEAU DU BOIS GRAVE.** Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 septembre.

**CHRONIQUES ITALIENNES, DES SINS D'ERNEST HEBERT (1817-1908).** Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 septembre.

**MASSNET, AFFICHES D'OPÉRA.** Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 septembre.

**PHOTOGRAPHIE. ACQUISITIONS RÉCENTES (1980-1992).** Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 septembre.

### Palais du Louvre

Porte Jaurès - côté jardin des Tuilleries (40-20-51-51). T.l.j. et mar. de 9 h à 18 h. Nequise un km. sur deux et le mar. Jusqu'au 22 h.

**L'IL DU CONNAISSEUR. HOMMAGE À PHILIP POUNCEY.** Pavillon de Flore. Entrée : 31 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 7 septembre.

### Musée d'art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (40-70-11-10). T.l.j. et lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 30.

**HOMMAGE À ANDRÉ CADÈRE.** Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 octobre.

**BRUCE MARDEN.** Entrée : 25 F. Jusqu'au 4 octobre.

**OPALKA.** Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 octobre.

**MICHEL VERJUX.** Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 octobre.

### Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenstein.

**JACQUES-HENRI LANTIGUÈRE À L'ÉCOLE DU JEU.** 1802-1913. Répertoire (44-13-17-70). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 12 septembre.

### Galerie nationale du Jeu de paume

Place de la Concorde (42-60-69-69). T.l.j. et lun. de 12 h à 18 h. sam., dim. de 10 h à 19 h. mar. jusqu'à 21 h 30. Visites-conf. jeu. à 12 h. sam. à 16 h. dim. à 11 h.

**HELIO OTTICIA (1937-1980).** Rétrospective. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 août.

### Musées

**ALECHINSKY.** Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 13 septembre.

**L'ARCHITECTE FOU DE SUCRE.** Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h 30. Dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 28 août.

**ARRÊT-RETOUR SUR IMAGES. LES CINÉMAS DE PICASSO.** Musée Picasso, hôtel Sully, 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). T.l.j. et mar. de 9 h à 15 h 15. mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 28 août.

**AUGUSTIN-VICTOR CASASOLA.** Centre national de la photographie. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 13 octobre.

### LES COLÈRES DE LA SEINE

Carnevet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-19). T.l.j. et lun. et fêtes de 10 h à 17 h 40. Entrée : 18 F. Jusqu'au 4 octobre.

### DENISE COLOMB

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (42-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 23 août.

### DE BONNARD À BASELITZ

LE Dessin et l'Architecture. Exposition dans les collections de l'Académie d'architecture. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. et lun. de 10 h 30 à 18 h 30. Dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 6 septembre.

### DESIGN 1950-1990

Cinquante acquisitions du Fonds national d'art contemporain. Musée des arts décoratifs, palais du Louvre, pavillon de Marsen, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h. Dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 20 septembre.

### UN VOYAGE GOURMAND

60 AFFICHES DE GASTRONOMIE DE 1850 À 1950. Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf (45-56-01-17). T.l.j. et dim. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 septembre.

### Pierre Antonucci

Carrière des Arts, parc floral de Paris, esplanade du Château (43-55-73-93). T.l.j. et lun. et mar. de 10 h 45 à 19 h et de 14 h à 18 h 45. Jusqu'au 27 septembre.

### BELLEUILLE BELLEVILLE

Le Village, 30, av. Corentin-Cariou (42-40-27-28). T.l.j. et lun. de 13 h à 18 h. Projections de films du mar. au dim. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 18 octobre.

### BLIOUX DE RÈVE, RÈVE DE BLIOUX

Centre Walloon-Bruxelles à Paris, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-28-10). T.l.j. et lun. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 4 octobre.

### COLLECTION CAISSE DES DÉPÔTS

Nouvelles acquisitions. Caisse des dépôts et consignations, 55, rue Jacob (40-48-94-89). T.l.j. et sam., dim. et lun. de 10 h à 18 h 15. Exposition fermée du 1<sup>er</sup> au 31 août. Jusqu'au 17 octobre.

### LES COLLECTIONS PERMANENTES DE L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES BEAUX-ARTS

École nationale supérieure des Beaux-Arts, 17, quai Malaquais (47-03-90-00). T.l.j. de 13 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 6 septembre.

### CUISINES ET TABLES MEXICAINES

Centre culturel du Mexique, 23, bd Raspail (45-49-15-28). T.l.j. et dim. de 10 h à 18 h. sam. de 14 h 30 à 18 h. Répertoire de l'exposition du 1<sup>er</sup> au 10 septembre.

### LE GRAND HÉRITAGE

Scénarios de l'Afrique noire. Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.l.j. de 11 h à 18 h. Entrée : 15 F (entrée libre le mercredi). Jusqu'au 15 septembre.

### LES JARDINS DU BARON HAUSMANN

Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-27-00). T.l.j. et dim., lun. et fêtes de 11 h à 18 h. Répertoire, groupes : 42-97-27-20. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 octobre.

### MOHAMMAD OMER KHAUL

Le monde arabe, galerie d'art et d'essai, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. et lun. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

### MOORE À BAGATTE

Parc Bagatelle, bois de Boulogne (40-67-07-00). T.l.j. de 11 h à 19 h. Entrée : 6 F (entrée du parc). Jusqu'au 3 octobre.

### BRIGITTE NAHON, LEO DELARUE, BASSEBOIS, FREDERICK FENOLLA

BATE, Bateau Carboneau, Oleg Kornev, Franck Piquignat, Brigitte Zieger. Hôpital Epiphane, 2-4, rue Carpeaux (45-27-52-52). T.l.j. et mar. et mer. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 15 septembre.

### DOMINIQUE PERRAUD, ARCHITECTE

Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tolonne (45-33-80-36). T.l.j. et lun. et mar. de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 27 septembre.

### PIERRE LUIGI PIZZI

Bibliothèque de la ville de Paris, 10, rue de la Harpe (47-42-07-02). T.l.j. de 10 h à 17 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 18 octobre.

### SPECTACLES DE CHINE

Bibliothèque Nationale, galerie-vitrine passage Colbert, 6, rue des Petits-Champs et 2, rue Vivienne (47-03-81-26). T.l.j. et dim. et fêtes de 9 h à 18 h 30. Jusqu'au 28 septembre.

13 h à 18 h, sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 19 septembre.

**MOON SHIN.** Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, rue Lobau, porche côté Seine. T.l.j. et lun. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 31 août.

**TERRES SECRÈTES DE SAMARCANDE.** Céramiques du VIII<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. et lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 27 septembre.

**OSSIP ZAKINE.** Couvert des cordeliers, 15, rue de l'École-de-Médecine (43-29-45-73). T.l.j. et lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 27 septembre.

### Galerie

**PATRICE ET DOMINIQUE CENSIER.** Galerie Dyon-Cocquet, 104, rue de Fg-Saint-Henri (42-86-47-47). Jusqu'au 30 septembre.

**LE CORBUSIER ET LA COULEUR.** Galerie Denise Rasté, 22, rue Charlot (48-67-73-94). Jusqu'au 30 septembre.

**JOSEPH CORNELL.** Galerie Karsten Grève, 5, rue Debelleyme (42-77-19-87). Jusqu'au 20 septembre.

**MIRO.** Galerie Maeght, hôtel Le Rebours, 12, rue Saint-Martin (42-76-43-44). Jusqu'au 20 août.

**CY TWOMBLY.** Galerie Karsten Grève, 5, rue Debelleyme (42-77-19-87). Jusqu'au 20 août.

**VIVE LA FRANCE.** Galerie Gérard Fitzer, 78, avenue des Champs-Élysées (43-60-50-07). Jusqu'au 12 septembre.

### Périphérie

**CLAMART.** Jean Art et Sophie Tassier. Photos-matresses. Fondation Jean Art, 21-23, rue des Châtaigniers (45-34-22-53). Ven., sam., dim. de 14 h à 18 h et sur rendez-vous. Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre.

**LA DÉFENSE.** Art et vie. Espace art Défense, Art 4, 16, place de la Défense (48-00-15-86). Jusqu'au 7 septembre.

**ECOUEN.** Autour des Fructus Bell. Une tapiserie de Bruxelles du XVI<sup>e</sup> siècle. Musée national de la Renaissance, château d'Ecrouen (39-30-04-04). T.l.j. et mar. de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 17 F (compréhension l'accès au château). Jusqu'au 21 septembre.

**FONTAINEBLEAU.** Le Temps des Jardins. Château de Fontainebleau, site de la belle chapelle (84-87-73-05). T.l.j. et lun. de 10 h à 19 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 15 septembre. Un aménagement à la mode en 1802. Le mobilier du général Moreau. Musée national du château de Fontainebleau (84-22-27-40). T.l.j. et lun. de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 15 septembre.

**JOUY-EN-JOAS.** A visage découvert. Fondation Carrière, avenue de la Manufacture (39-56-46-46). T.l.j. de 12 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 4 octobre.

**MEAUX.** Dominique Gansel. Musée Soissonnais, palais épiscopal (84-34-94-45). T.l.j. et mar. et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Jusqu'au 15 septembre.

**NEUILLY-SUR-MARNE.** André Robillard. Jean Sauter. Art et bicyclette. L'Arrière - musée d'art brut, château Guérin, 39, av. du Général-de-Gaulle (83-08-52-73). T.l.j. et lun. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

**PONTOISE.** Rose Pellet. Musée Taverly-Dufour, 4, rue Lemercier (30-38-02-40). T.l.j. et mar. et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 12 octobre.

**RUEL-MALMAISON.** L'œuvre précieuse du Musée de Malmaison. Musée national du château de Malmaison et de Bois-Préau, 1, avenue de l'Impératrice Joséphine (47-49-20-07). T.l.j. et mar. de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 15 septembre.

**SAINT-DENIS.** Lucien Laurat, rétrospective. Musée d'art et d'histoire, 22 bis, rue Gabriel-Péri (42-43-05-10). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h 30. Dim. de 14 h à 18 h 30. Visite commentée sur rendez-vous. Entrée : 15 F. Jusqu'au 14 septembre.

**VERSAILLES.** Les Jardins de Versailles et de Trianon. D'André Le Nôtre à Richard Mique. Musée national du château de Versailles (30-84-74-00). T.l.j. et lun. de 9 h à 18 h 30. Entrée : 31 F (donnant l'accès au château). Jusqu'au 27 septembre.

## PARIS EN VISITES

### VENDREDI 21 AOUT

« Le de la Cité, des origines de Paris aux travaux d'Hausmann », 10 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris aurefoi).

« Le Saint-Louis, quartier de la noblesse de robe au dix-septième siècle », 11 heures, métro Pont-Marie (M.-C. Lasserre).

« Versailles, le quartier Notre-Dame », 14 h 30, 7, rue des Réservoirs (Office de tourisme).

« Le Marais : du Monceau Saint-Gervais au village Saint-Paul », 14 h 30, 48, rue François-Miron (Sauvegarde du Paris historique).

« Hôtels du Marais spécialement ouverts. Passages, ruelles insolites, jardins, pignons et escaliers inconnus », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul II, Haulier).

« La Grande Arche de la Défense », 14 h 30, station RER Défense, sous le perron sortie E. Grande Arche (Euro expo).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul (Réurrection du passé).

« De l'abbaye de Saint-Germain-des-Près à la cour de Rohan », 14 h 30, entrée principale de l'église (M.-C. Lasserre).

« Trois siècles d'histoire maçonnique en France au Musée du Grand Orient », 14 h 45, 16, rue Cadet (Montmartre historique).

« Le parc Monceau : l'écologie, le romantisme », 14 h 45, métro Monceau, entrée principale du jardin (Régard).

« Hôtel-Dieu et la médecine au XVIII<sup>e</sup> », 15 heures, entrée de l'Hôtel-Dieu, côté perron de Notre-Dame (Paris aurefoi).

« Hôtels et passages pittoresques du faubourg Saint-Ronoré », 15 heures, perron de la Madeleine (M.-C. Lasserre).

« L'angleterre demeure du maréchal Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine (Monuments historiques).

« Les hôtels de Varenneville, Anet et de Ravenna et leurs jardins », 15 heures, 217, boulevard Saint-Germain (D. Bouchard).

« Les passages couverts : un circuit insolite des Grands Boulevards au Palais-Royal », 15 heures, entrée du passage Verdeau, 31, rue du Faubourg-Montmartre (Paris et son histoire).

## CONFÉRENCES

Palais des Congrès, 10, rue de la Chancellerie, à Versailles, 14 h 30 : « Introduction à la Recherche du temps perdu de Marcel Proust », par M. Lever, 217, boulevard Saint-Germain (D. Bouchard).

## Le Monde ÉDITIONS

## LES MUTATIONS DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

par Alain Gélédan

« Les mutations de l'économie mondiale »

« Les mutations de l'économie mondiale »

« Les mutations de l'économie mondiale »

« Les mutations de l'économie mondiale »

« Les mutations de l'économie mondiale »

« Les mutations de l'économie mondiale »

« Les mutations de l'économie mondiale »

« Les mutations de l'économie mondiale »

« Les mutations de l'économie mondiale »

« Les mutations de l'économie mondiale »

EN VENTE EN LIBRAIRIE







Les décisions du comité interministériel

# Le gouvernement va renforcer les effectifs policiers en Corse et accélérer l'application du nouveau statut de l'île

Le comité interministériel réunissant onze ministres mercredi 19 août autour du premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, et consacré à la Corse a été dominé, comme prévu, par le problème de la lutte contre la criminalité et la délinquance (*le Monde* du 20 août). Parmi les mesures retenues pour favoriser une amélioration de la situation

dans les domaines politique, économique et social annoncées par le ministre de l'intérieur, M. Paul Quilès, la plus remarquable porte, en effet, sur un renforcement de 10 % des effectifs policiers. Elle n'est toutefois pas la seule. Le communiqué publié à l'issue de la réunion précise que le comité a été l'occasion pour le gouvernement de faire

le point sur les trois grands dossiers qui se trouvaient à l'ordre du jour avant la poussée de criminalité de ces dernières semaines : l'avancement de la mise en œuvre du nouveau statut de la collectivité territoriale ; mesures relatives au développement économique ; dispositions consécutives à la catastrophe du stade de Furiani.

Dans le domaine de la lutte contre la criminalité et la délinquance, le gouvernement, « compte tenu de la situation actuelle » que le ministre de l'intérieur a jugé « préoccupante », a décidé de faire un effort supplémentaire. Après avoir souligné que les effectifs de police et de gendarmerie étaient déjà de 1950 hommes pour 250 000 habitants — l'un des taux les plus élevés : trois fois et demi plus que dans les Bouches-du-Rhône et quatre fois et demi plus que dans les Yvelines, précise le communiqué officiel —, M. Quilès a indiqué qu'ils allaient être renforcés par l'envoi de deux compagnies supplémentaires de CRS et de 30 inspecteurs de police judiciaire. Un groupe d'action inter-services sera également constitué pour détecter et réprimer le blanchiment d'argent.

Dans son communiqué le gouvernement s'engage à mener « une lutte implacable contre toutes les formes d'extorsion de fonds, quels qu'en soient l'origine ou l'habillage ». C'est-à-dire, en clair, même lorsque cette extorsion est effectuée par les organisations nationalistes au titre de l'impôt révolutionnaire.

M. Quilès a souligné que les élus corses, tout particulièrement les maires d'Ajaccio et de Bastia, prennent part à la mise en place des plans locaux de sécurité, à l'instar de ceux qui sont en cours de création sur le continent.

De son côté, le premier ministre, qui a annoncé sa visite prochaine dans l'île, a estimé qu'il fallait se garder d'employer l'expression de « dérive mafieuse » pour caractériser la recrudescence de la délinquance en Corse. Selon lui, la série de mesures policières prise mercredi doit « permettre d'assurer en Corse la sécurité des biens et des personnes ». En ce qui concerne la mise en œuvre du nouveau statut de la Corse, deuxième grand volet à l'ordre du jour de ce comité interministériel, le communiqué souligne que l'Etat le met en œuvre « sans délai », dans son intégralité. Six décrets déjà soumis à l'Assemblée de la Corse sont à l'examen du Conseil d'Etat ; quatre autres et deux circulaires d'application suivent. Les transferts de compétences liés à des transferts financiers prendront place le 1<sup>er</sup> janvier 1993. D'autres, moins compliqués, auront lieu plus rapidement.

« Les élus, souligne le communiqué, auront dès le 1<sup>er</sup> janvier 1993, tous les moyens permettant l'exercice des nouvelles compétences et la mise en œuvre de leur projet pour la Corse ».

## L'indemnisation des victimes de Furiani

Dans cette perspective, la préparation de la réforme du régime fiscal suit son cours. La commission mixte Etat-collectivité territoriale de Corse mise sur pied à cet effet devrait élaborer des septembre diverses propositions. Par ailleurs, la refonte des listes électorales opérée en 1991 « a permis de retrouver en Corse un nombre d'électeurs qui, rapporté à la population insulaire résidente, est comparable aux chiffres nationaux », note le communiqué avant d'ajouter : « la moralisation de la vie publique se poursuivra dans le cadre des orientations que le premier ministre a fixées au gouvernement ».

En faveur du développement économique plusieurs mesures sont annoncées ou confirmées : aide financière en faveur des agriculteurs en difficulté, construction d'une centrale thermique par EDF ; élargisse-

ment de la mission confiée l'an dernier à M. Jacques Chérèque, alors ministre délégué à l'aménagement du territoire, en vue d'un rôle accru du secteur public au développement économique ; renforcement des contributions de la CEE à ce développement.

Le quatrième dossier majeur par le comité interministériel a été celui des suites de la catastrophe du stade de Furiani. Selon le communiqué, l'Etat a retenu le principe d'une « indemnisation intégrale » et sans délai des victimes. Sur 1889 dossiers reçus par les compagnies d'assurance, plus de 900 ont déjà été traités. Les autres sont en cours d'examen.

Le comité a aussi pris les dispositions nécessaires pour que soient financées les coûts supplémentaires occasionnés par la catastrophe dans certains centres hospitaliers. Les capacités du service de rééducation fonctionnelle de l'hôpital de Bastia seront augmentées. Dernier point : le gouvernement a décidé d'« inscrire en priorité » le projet de création d'un stade annoncé par la ville de Bastia.

## Cent cinquante pays attendus à Rome en décembre

# L'OMS et la FAO appellent à une mobilisation mondiale contre la sous-alimentation

Des responsables de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont annoncé, lundi 17 août, à Genève, le prochain lancement de « l'une des plus vastes offensives jamais menées contre les problèmes nutritionnels dans le monde ». Ils sont réunis pour préparer la conférence mondiale sur la nutrition qui, sous l'égide de ces deux organisations, se tiendra à Rome du 5 au 11 décembre.

## GENÈVE

de notre envoyé spécial

« Bien que l'éradication de la faim et de la malnutrition soit l'un des défis les plus ambitieux qu'il nous reste à relever, l'humanité n'est pas hors de portée, ont expliqué les spécialistes de l'OMS et de la FAO réunis jusqu'au 24 août à Genève. Cela exige une action mondiale concertée et un engagement à tous les niveaux, de celui des gouvernements jusqu'à celui des communautés locales ».

Selon eux, à la fin des années 80, près de 60 % de la population mondiale vivait dans des pays ne disposant pas plus de 2 600 calories par jour et par habitant. Parallèlement, dans une dizaine de pays situés pour l'essentiel en Afrique subsaharienne, soit une population de 123 millions d'habitants, l'appât énergétique était très nettement insuffisant, situé en dessous de 2 000 calories par personne et par jour. Aujourd'hui, ce nombre est plus élevé en raison de la sécheresse qui frappe le sud de l'Afrique, où plusieurs pays sont confrontés à des pénuries aiguës de nourriture.

## 40 000 enfants meurent de faim chaque jour

La réunion de Genève met clairement en lumière le « paradoxe de l'abondance ». Dans la période 1988-1990, il y avait suffisamment de nourriture dans le monde pour satisfaire les besoins énergétiques de l'humanité si elle avait été distribuée de manière à répondre harmonieusement aux besoins.

Pourtant, la FAO estime que, pendant cette période, près de 300 millions d'habitants des pays en voie de développement n'ont pas pu se procurer régulièrement les aliments nécessaires pour satisfaire leurs besoins énergétiques.

Plus de deux milliards d'êtres humains souffrent de carences en vitamines et en minéraux essentiels, ce qui peut être à l'origine d'incapacités graves (cécité, arthrite, etc.) ou entraîner la mort. Ces carences sont la conséquence d'une alimentation inadéquate en qualité et en diversité. Des centaines de millions d'autres personnes souffrent de maladies chroniques dans lesquelles l'apport alimentaire joue un rôle fondamental. On a aussi rappelé à Genève qu'un habitant sur cinq souffre de sous-alimentation. 192 millions d'enfants de moins de cinq ans sont victimes de malnutrition et chaque jour 40 000 d'entre eux meurent.

Comment trouver des moyens d'espérer ? Les experts s'appuient sur quelques indices de progrès. Dans l'ensemble des pays en voie de développement, la proportion et le nombre absolu de personnes souffrant de malnutrition chronique ont diminué de façon constante depuis vingt ans. Durant la période 1969-1971, près de 941 millions de personnes étaient sous-alimentées, alors que ce chiffre est tombé à 786 millions dans la période 1988-1990, soit une diminution de 36 % à 20 % de la population. Au cours des quinze dernières années, le pourcentage d'enfants de moins de cinq ans présentant un poids insuffisant, par rapport à leur âge a diminué sur tous les continents. Toutefois, les chiffres absolus sont restés relativement stables, en raison de l'augmentation de la population mondiale.

Une déclaration et un plan d'action seront élaborés en vue de la conférence de Rome. Ils marqueront la détermination des cent cinquante pays participants « à éliminer les formes extrêmes de faim et de malnutrition » et l'engagement « à agir pour que le droit fondamental qu'a toute personne d'être à l'abri de la faim ne reste pas une déclaration vaine, mais devienne une réalité dans l'avenir prévisible ». Ils soulignent aussi que « les vivres ne doivent pas être utilisés comme instrument politique de coercition ». Malheureusement, interrogés sur ce dernier point, les représentants de l'OMS et de la FAO à Genève n'ont fourni aucun détail quant à la manière dont ils espèrent pouvoir traduire cet engagement dans les faits.

JEAN-YVES NAU

## Victime de pertes sur ses participations dans Baltica et Skandia

# L'assureur danois Hafnia est en cessation de paiement

Epilogue de batailles boursières à répétition depuis deux ans entre les assureurs nordiques, Hafnia, la deuxième compagnie danoise, est au bord du gouffre. La société mère du groupe, Hafnia holding, a annoncé mercredi 19 août être en cessation de paiement.

En raison d'une situation nette négative estimée à 100 millions de couronnes (90 millions de francs), le groupe ne peut plus faire face au remboursement mensuel de 40 millions de couronnes lié à un endettement total de l'ordre de 6 milliards de couronnes. Hafnia est en fait victime des séquelles des batailles boursières qui l'ont opposé simultanément à Baltica, le premier assureur danois, et Skandia, une compagnie suédoise (*le Monde* du 5 mai). Hafnia se trouve à la tête de 33,5 % de Baltica et 14,8 % de Skandia, payés au prix fort, et dont les cours ont fortement baissé.

Le président du conseil d'administration, M. Holger Lavesen, reconnaît devoir faire face à des moins-values latentes sur son portefeuille de 1,2 milliard de couronnes (plus de 1 milliard de francs), dont 700 millions pour les seules participations détenues dans Baltica et Skandia. L'augmentation de la dette de la dernière chance, de 1,6 milliard de francs, redoublée le 5 juillet, n'a pas permis au holding d'absorber ses pertes.

Sous la pression des autorités danoises, le groupe tente actuellement une opération de sauvetage en transférant les actifs de Hafnia holding (les compagnies d'assurance-donnatrices, de vie et les banques), soit 5,9 milliards de couronnes, dans une nouvelle société baptisée Hafnia Holding af 1992 A/S. L'ancien holding conserve le

passif de 6 milliards de couronnes, dont les conditions d'apurement ne sont pas encore connues. « Pour assurer l'avenir de ces filiales », le conseil d'administration a aussi décidé une nouvelle émission d'actions, de 1,9 milliard de couronnes.

Parmi les actionnaires de la compagnie danoise, on trouve deux groupes français, l'UAP et Paribas, qui détiennent respectivement 6,2 % et 2,5 % du capital. L'UAP pourrait jouer ainsi un rôle non négligeable dans la reconstitution en cours de l'assurance-scandinauve. Un autre groupe français avec lequel l'UAP a quelques déboires, Suez, détient près de 23 % de Baltica et aura sans doute son mot à dire.

E. L.

## La cote des milliardaires

Pour la sixième année consécutive, M. Mudda Hassan Bolki, sultan de Brunel, a été sacré homme le plus riche du monde avec des biens évalués à 37 milliards de dollars (185 milliards de francs) par le magazine américain *Fortune*, qui publie mercredi 19 août son classement annuel des milliardaires.

Si ces derniers sont plus nombreux qu'en 1991 (223 contre 202), leur fortune moyenne s'élève à 2,7 milliards de dollars, le même montant que l'année dernière. L'inflation et le ralentissement de l'économie mondiale sont passés par là.

Au deuxième rang mondial et premier rang américain viennent ensuite, avec 24 milliards de dollars, les frères de Sam Walton, fondateur de la chaîne de magasins Wal-Mart, décédés en 1991.

Le Japonais Tadachiro Mori, ancien professeur d'économie de quatre-vingt-huit ans, figure à la troisième place avec 14 milliards, soit 4 milliards de plus que l'an dernier. Il dépasse le reine d'Angleterre, classée en sixième position avec 11,7 milliards de dollars, devant le roi Fahd d'Arabie saoudite, 10 milliards.

## L'application du décret gouvernemental

# Les déchets importés seront sélectionnés

A partir du jeudi 20 août à minuit, toutes les importations d'ordures ménagères seront stoppées aux frontières françaises. Telle est la conséquence du décret signé mercredi 19 août par le premier ministre et publié au *Journal officiel*. Elles ne reprendront que progressivement, au fur et à mesure des autorisations délivrées par les préfets après examen attentif de chaque contrat. Ne seront plus admises que les ordures devant être incinérées, valorisées ou recyclées, mais en aucun cas celles qui finissent en décharge. Si plusieurs transporteurs locaux, notamment ceux de la Moselle, expriment leur inquiétude quant à l'avenir de leur activité, les dirigeants des grandes firmes de recyclage semblent satisfaits.

M. Klaus Töpfer, ministre allemand de l'environnement, a déclaré « comprendre » la décision de la France. Il assure qu'il avait laissé prévoir à ses collègues des Länder, mais regrette de ne pas avoir été prévenu plus tôt. « Il aurait été certainement plus raisonnable, indique-t-il dans un communiqué, de donner à l'Allemagne la possibilité de stopper les camions transportant les déchets des lieux de départ ». M. Töpfer et M. Sébastien Royal, ministre français de l'environnement, devraient échanger ce léger différend au cours de leur rencontre du vendredi 21 août, à Paris.

## LE GRAND "VRAC" DE LA MODE...

Des milliers de tissus nouveaux à admirer, polier, composer, ou choisir en toute liberté. Ils sont si nombreux. Des prix bas, si vous restituez votre insouciance, vous retrouverez enfin le plaisir d'acheter. Une Mode cosmopolite, gaie, vivante, créative, parfois exotique. Des tissus « en vrac » depuis 30 F le mètre.

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

## OUVERT EN AOÛT DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

avec la garantie d'un grand maître tailleur

**LEGRAND Tailleur**  
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 47-42-70-61.  
Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h

## SOMMAIRE

### LES FINS D'EMPIRES

28. On a perdu le Roumélie... 2

### ÉTRANGER

La guerre civile en Bosnie : des avions du pont aérien auraient parachuté clandestinement des armes aux musulmans... 3  
Le discours de M. Eltsine pour le premier anniversaire du putsch... 4  
Le dirigeant kurde Jalal Talabani affirme que la France approuverait une solution « fédérale » en Irak... 4  
Mise au point du projet visant à interdire à Bagdad le survol du sud du Irak... 4  
Avant la reprise des pourparlers de paix, Israël tente de rassurer les Arabes... 4

### POLITIQUE

La préparation du référendum du 20 septembre : M. Séguin voit dans les événements de Bosnie une raison supplémentaire de refuser Maastricht ; selon M. Bérégovoy, la victoire du « oui » ne fait pas de doute ; le dernier sondage, réalisé par l'institut CSA, sur les intentions de vote des Français... 7

### SOCIÉTÉ

Justice : alors que le garde des sceaux engage de nouvelles discussions avec les syndicats, le révoque des détenus a pris le relais du mouvement des surveillants... 8  
Sports : le Kényan Moses Kiptanui bat le record du monde du 3 000 mètres steeple, lors de la réunion d'athlétisme de Zurich... 8  
Le gouvernement va proposer la suppression du monopole communal des pompes funéraires... 8

### LIVRES • IDÉES

« La gloire déçue de Kipling » de Kessel et la révolution russe « La rive de Georges Poulet » par Jean Starobinski • Le vieil homme de Luis Sepúlveda • Knut Hamsun, seul contre tous • L'Inde pays des concepts... 9 à 12

### CULTURE

Bonnes et mauvaises manières du dessin d'architecture... 13  
Belleville en noir et blanc... 13  
Un appartement à Rome : une exposition, à Aix-en-Provence, des œuvres du peintre François-Marie Granet, qui fut à la mode vers 1820... 14

### ÉCONOMIE

L'Allemagne semble maîtriser son inflation... 15  
Le gouvernement australien choisit la relance... 15  
L'Etat de Californie se désolage... 15  
La balance française des paiements courants est proche de l'équilibre... 16

### Services

Abonnements... 14  
Cartes... 14  
Expositions... 18  
Lectures... 18  
Marchés financiers... 18-17  
Météorologie... 19  
Mots croisés... 19  
Radio-télévision... 19  
La télévision du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « le Monde » daté 20 août 1992 a été tiré à 460 934 exemplaires.

## Demain dans « le Monde »

### Point : l'élimination des déchets

Chaque pays jusqu'ici essayait de se débarrasser de ses déchets par tous les moyens. Ce système D, anarchique et anti-économique, est désormais révoqué. Les résidus devront être recyclés « à domicile ». La France donne l'exemple.

### « Sans visa » : Rabalais, le vendangeur de mots

En Touraine et en Vendée, parcours chez Rabalais en compagnie de l'écrivain François Bon.